



**PROGRAMME EMPRES**  
**(Système de prévention et de réponse rapide**  
**contre les ravageurs et maladies**  
**transfrontières des animaux et des plantes,**  
**Composante Criquet pèlerin)**

**EN RÉGION OCCIDENTALE**

**RAPPORT DE LA DEUXIÈME RÉUNION**  
**DU COMITE DE PILOTAGE**

**Bamako, Mali**  
**22 – 24 janvier 2007**





## SOMMAIRE

Liste des acronymes .....	5
Préambule .....	7
1. Ouverture de la réunion .....	8
2. Election du Président du Comité de pilotage, du Comité de rédaction et adoption de l'ordre du jour .....	9
3. Bref rappel des termes de mandat, composition et fonctionnement du Comité de pilotage .....	10
4. Présentation du bilan des activités de la coordination EMPRES-RO en 2006 .....	11
5. Validation du schéma de planification des activités 2007-2009, du plan d'opération 2007 et des recommandations élaborées lors de la 5 <sup>ème</sup> réunion des Chargés de liaison .....	15
6. Présentation et validation du tableau de bord financier de la phase I (activités régionales et nationales) .....	17
7. Présentation et validation du tableau de bord financier du plan d'opération pour l'année 2007 (activités régionales et nationales) .....	18
8. Présentation des projets financés par la France dans le cadre du programme EMPRES-RO .....	18
9. Points divers .....	19
10. Recommandations .....	19
11. Date et lieu de la prochaine réunion .....	21
12. Adoption du rapport et clôture de la réunion .....	21
Annexes .....	22
ANNEXE I. <i>Etat d'exécution des activités / sous-activités du Programme EMPRES RO prévues dans le plan d'opération 2006</i> .....	23
ANNEXE II. <i>Recommandations formulées lors de la 4<sup>ème</sup> réunion des Chargés de liaison et validées par le Comité de pilotage en mars 2006 à Alger</i> .....	35
ANNEXE III. <i>Mesures prises pour assurer le suivi des recommandations formulées lors de la 1<sup>ère</sup> réunion du Comité de pilotage de mars 2006 à Alger</i> .....	36
ANNEXE IV. <i>Schéma de planification des activités 2006-2009</i> .....	38
ANNEXE V. <i>Plan d'opération du programme EMPRESRO pour l'année 2007</i> .....	52
ANNEXE VI. <i>Tableau de bord financier d'EMPRES-RO (2007-2009)</i> .....	70
ANNEXE VII. <i>Financement des pays de la ligne de front sur fonds BAD et Banque mondiale (2007-2009)</i> .....	72
ANNEXE VIII. <i>Tableau de bord financier du plan d'opération pour l'année 2007 (activités régionales)</i> .....	76
ANNEXE IX. <i>Tableau de bord financier du plan d'opération pour l'année 2007 (activités nationales)</i> .....	77
ANNEXE X. <i>Liste des participants</i> .....	81

**LISTE DES ACRONYMES**

ACMAD	<i>African Centre of Meteorological Applications for Development / Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (Niger)</i>
AELP	<i>Africa Emergency Locust Project / Projet africain de lutte d'urgence contre le criquet pèlerin (Banque mondiale)</i>
AGP	Division de la production végétale et de la protection des plantes (FAO)
AGPP	Service de la protection des plantes (FAO)
AGRHYMET	Centre régional de formation et d'information en agro-hydro-météorologie
BAD	Banque africaine de développement
BID	Banque islamique de développement
BM	Banque mondiale
CERES/Locustox	Centre de recherche en écotoxicologie pour le Sahel (Dakar, Sénégal)
CILSS	Comité inter-états de lutte contre la sécheresse dans le sahel
Cirad	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (France)
CLCPRO	Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la Région occidentale
CNES	Centre national d'études spatiales (Toulouse, France)
CNLA	Centre national de lutte antiacridienne (Mauritanie et Tchad)
CNLAA	Centre National de Lutte Anti-Acridienne (Agadir, Maroc)
CNLCP	Centre national de lutte contre le Criquet pèlerin (Bamako, Mali)
CR	Coordination régionale du Programme EMPRES en Région occidentale
CRA	Centre régional AGRHYMET
CRC	Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la Région centrale
DLCC	<i>Desert Locust Control Committee / Comité FAO de lutte contre le Criquet pèlerin</i>
DLIS	<i>Desert Locust Information Service (FAO) / Service d'information sur le Criquet pèlerin</i>
ECLO	<i>Emergency Centre for Locust Operations / Centre d'urgence pour les opérations antiacridiennes (FAO, Rome)</i>
ELO	<i>EMPRES Liaison Officer / Chargé de liaison EMPRES</i>
<i>eLocust</i>	Système de collecte et de transmission électronique des données acridiennes
EMPRES	<i>Emergency Prevention System for Transboundary Animal and Plant Pests and Diseases / Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et maladies transfrontières des animaux et des plantes (FAO)</i>
EMPRES/RC	Programme EMPRES en Région centrale
EMPRES/RO	Programme EMPRES en Région occidentale
FAD	Fonds africain de développement (BAD)
FAO	<i>Food and Agriculture Organization of the United Nations / Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Rome, Italie)</i>
FFEM	Fonds français pour l'environnement mondial (France)
FIDA	Fonds international de développement agricole (Rome, Italie)
FSP	Fonds de solidarité prioritaire (France)
GER	<i>Germany / Allemagne</i>
JPN	Japon
LAA	Lutte anti-acridienne
LF	Ligne de front
LP	Lutte préventive
MAE	Ministère des affaires étrangères (France)
MLI	Mali
MAU	Mauritanie
MOR	Maroc
NER	Niger

**Liste des acronymes (suite)**

NPO	<i>National Professional Officer</i> / Fonctionnaire recruté sur le plan national
NRI	<i>Natural Resources Institute</i> (Royaume-Uni)
OCLALAV	Organisation commune de lutte antiacridienne et de lutte antiaviaire (Dakar, Sénégal)
OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel (Tunis, Tunisie)
PO	Plan d'opération
PR	Programme régulier (FAO)
QUEST	<i>Quality and Environment Surveys of Treatments</i> / Qualité, environnement et santé publique
RAMSES	<i>Reconnaissance and Management System of the Environment of Schistocerca</i>
RC	Région centrale
RO	Région occidentale
SG	Secrétaire général
SIG	Système d'information géographique
SPA	Schéma de planification des activités
TdR	Termes de référence
UE	Union européenne
UNLA	Unité nationale de lutte antiacridienne
USAID	<i>United States Agency for International Development</i> (Etats-Unis)

## **PREAMBULE**

- 1 Le Comité de pilotage du programme EMPRES de lutte préventive contre le Criquet pèlerin en Région occidentale (RO) a tenu sa deuxième réunion du 22 au 24 janvier 2007 à Bamako (Mali), suite à la 5<sup>ème</sup> réunion des Chargés de liaison (ELO) dudit programme tenue à Nouakchott (Mauritanie) du 4 au 7 décembre 2006.
- 2 Ont participé à cette Réunion :
  - les représentants des ministères chargés de la lutte antiacridienne des pays suivants : Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad;
  - les représentants des chambres d'agriculture du Mali, de la Mauritanie et du Tchad;
  - les représentants des ministères des finances du Mali, du Niger, de la Mauritanie et du Tchad;
  - le Représentant de la France;
  - le Représentant du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD);
  - le Représentant du Centre régional de formation et d'information en agro-hydro-météorologie (AGRHYMET) et du Comité inter-états de lutte contre la sécheresse dans le sahel (CILSS);
  - le Secrétaire exécutif de la Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la Région occidentale (CLCPRO) et Coordonateur du programme EMPRES de la même région;
  - la Fonctionnaire acridologue du Groupe acridiens et autres migrateurs nuisibles (FAO/AGPP) ;
  - le Fonctionnaire national du Programme EMPRES-RO en Mauritanie ;
  - des consultants du siège de la FAO et de la CLCPRO ;
  - des fonctionnaires du Centre national de lutte contre le Criquet pèlerin (CNLCP) du Mali.
- 3 La liste complète des participants figure en annexe X.

## 1. Ouverture de la réunion

- 4 La cérémonie d'ouverture de la deuxième réunion du Comité de pilotage du programme EMPRES en Région occidentale (composante Criquet pèlerin) a été présidée par le Secrétaire général du Ministère de l'agriculture du Mali. Elle s'est déroulée en présence du Représentant de la FAO au Mali par intérim (p.i.), du Secrétaire exécutif de la Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la Région occidentale (CLCPRO) et Coordonnateur du programme EMPRES de la même région, des représentants des pays membres du Comité de pilotage, des chambres d'agriculture, de bailleurs de fonds et d'institutions de recherche ainsi que de fonctionnaires et consultants de la FAO et de la CLCPRO.
- 5 Dans son intervention, Monsieur Cheick Bathily, Représentant de la FAO au Mali p.i. a remercié, au nom du Directeur général de la FAO et au nom de la Représentante, le Gouvernement malien pour avoir accepté d'abriter cette réunion et a souhaité la bienvenue aux participants. Il les a informés que le Directeur général de la FAO avait animé dans ce même lieu, la semaine précédente, un dîner-débat sous la présidence de son Excellence le Premier Ministre du Mali, au cours duquel la problématique de la lutte antiacridienne avait entre autres été soulevée. L'occasion lui a ainsi été donnée d'expliquer: le programme EMPRES et sa composante Criquet pèlerin, dont l'objectif est de mettre en place une stratégie permanente de lutte préventive contre le Criquet pèlerin; les grandes étapes franchies depuis son démarrage effectif en 1997 en Région centrale et son extension en Région occidentale en 2002 avec la création de la CLCPRO; l'important élan de solidarité intra régionale ayant marqué la dernière recrudescence, fortement soutenu et encouragé par la CLCPRO, et qui a permis aux pays de la région de démarrer les actions d'intervention avant la mobilisation des financements des donateurs; les généreuses contributions reçues de ces derniers. Le Représentant de la FAO p.i. a rappelé qu'à cette même occasion, le Ministre de l'agriculture du Mali avait réitéré l'adhésion totale de son pays au programme EMPRES et à la CLCPRO. Preuve en est la création récente du Centre national de lutte contre le Criquet pèlerin (CNLCP).
- 6 Le Représentant de la FAO p.i. a ensuite souligné l'importance particulière de l'une des recommandations formulées lors de la première réunion du Comité de pilotage et relative à la tenue d'une réunion ministérielle des pays membres de la CLCPRO en vue de mettre en place un mécanisme de durabilité de la lutte préventive et d'en arrêter le financement. Il a suggéré à cet égard de préparer un dossier technique pour faciliter l'adhésion des décideurs.
- 7 Monsieur Thami Ben Halima, Secrétaire exécutif de la Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la Région occidentale (CLCPRO) et Coordonnateur du programme EMPRES de la même région, a exprimé sa vive reconnaissance au Gouvernement malien et l'a remercié d'avoir bien voulu accueillir cette importante réunion ainsi que pour l'accueil chaleureux réservé à tous les participants. Il a expliqué que l'objectif de la réunion était double: évaluer les résultats des activités réalisées en 2006, et examiner et valider le schéma de planification actualisé du programme et le plan d'opération et budget 2007, tels qu'élaborés et adoptés par la 5<sup>ème</sup> réunion des Chargés de liaison, tenue du 4 au 7 décembre 2006 à Nouakchott, en Mauritanie. Il a ensuite souligné que le Mali jouait un rôle clé dans la région sur le plan de la dynamique des populations du Criquet pèlerin et constituait de ce fait un maillon fort de la stratégie de lutte préventive en Région occidentale.
- 8 Le Secrétaire exécutif s'est réjoui des acquis louables réalisés sur le plan de l'institutionnalisation de la lutte antiacridienne dans la région avec la création fin 2006 au Mali du CNLCP, doté d'une autonomie administrative et financière, ainsi que l'attribution de statut d'établissement public au Centre national de lutte antiacridienne (CNLA) de



Mauritanie. Le Mali et la Mauritanie ont, de ce fait, rempli une grande partie de leurs engagements vis-à-vis de la CLCPRO et du programme EMPRES. Le Secrétaire exécutif a exprimé le souhait que des résultats similaires soient obtenus, sans tarder, dans les autres pays de la région qui ne disposent pas encore d'une telle structure. Il a rappelé que la FAO et la CLCPRO réitérent leurs appels pressants aux gouvernements des pays de la région en vue de renforcer leurs unités nationales de lutte antiacridienne en recrutant les cadres et techniciens nécessaires, tout en soulignant que la professionnalisation était le gage de la réussite et de la durabilité de la lutte préventive dans chacun des pays et au niveau de la région.

- 9 Le Secrétaire exécutif a par ailleurs remercié les bailleurs de fonds pour leur généreuse contribution au programme EMPRES-RO dont la mise en œuvre effective a débuté en 2006. L'année 2007 devrait permettre de consolider le programme avec la réalisation des principales infrastructures, en particulier dans les quatre pays de la ligne de front. Il a aussi mis en exergue l'excellente coordination avec les différents partenaires en exprimant toute son appréciation quant au renforcement de la collaboration avec la Banque mondiale et la France.
- 10 Monsieur Fousseini Mariko, Secrétaire général du Ministère de l'agriculture du Mali, s'est dit honoré du choix porté sur son pays pour abriter les travaux de cette deuxième réunion du Comité de pilotage du programme EMPRES en Région occidentale. Il a souhaité la bienvenue à tous les participants, en terre africaine du *Djatiguiya*<sup>1</sup>. Rappelant que la sous-région, à vocation agricole, n'était pas à l'abri d'infestations massives de Criquet pèlerin, comme cela avait durement été démontré en 2004, il a confirmé l'adhésion totale du Mali à la stratégie d'intervention du programme EMPRES, basée sur la lutte préventive qui demeure sans aucun doute la voie à suivre pour tous les acteurs de la lutte antiacridienne. Il a aussi manifesté tout son espoir dans la mise en œuvre rapide de méthodes alternatives de lutte contre le Criquet pèlerin, une utilisation moindre de produits chimiques étant souhaitable pour la sauvegarde de l'environnement. Il a souhaité aussi une implication effective des structures de recherche dans la mise en œuvre du programme.
- 11 Le Secrétaire général du Ministère de l'agriculture a rassuré le Comité sur le respect de tous les engagements du Mali vis-à-vis du programme, comme l'attestait la création du CNLCP, doté d'une autonomie de gestion sur les plans administratif et financier. Il a aussi mis l'accent sur la nécessité d'intensifier les relations Sud-Sud à travers la CLCPRO, qui a fait ses preuves dans la gestion de la crise acridienne de 2004 et a salué son renforcement grâce à la Banque africaine de développement (BAD) et la France.
- 12 Au terme de son intervention, il a remercié l'ensemble des partenaires impliqués dans la lutte antiacridienne et a souhaité plein succès aux travaux de la réunion et l'a déclarée ouverte.

## **2. Election du Président du Comité de pilotage, du Comité de rédaction et adoption de l'ordre du jour**

- 13 Monsieur Fakaba Diakité, Coordonnateur du CNLCP du Mali, a été élu Président de la 2<sup>ème</sup> réunion du Comité de pilotage.
- 14 Le Comité de rédaction est composé des représentants du Maroc, du Mali, du siège de la FAO et du Secrétariat de la CLCPRO/ Coordination EMPRES-RO.
- 15 L'ordre du jour ci-dessous a été adopté :

- 1) Ouverture de la réunion

---

<sup>1</sup> Hospitalité légendaire

- 2) Election du Président du Comité de pilotage, du Comité de rédaction et adoption de l'ordre du jour
- 3) Bref rappel des termes de mandat, composition et fonctionnement du Comité de pilotage
- 4) Présentation du bilan des activités de la Coordination EMPRES-RO en 2006
- 5) Validation du schéma de planification des activités 2007-2009, du plan d'opération 2007 et des recommandations élaborées lors de la 5<sup>ème</sup> réunion des Chargés de liaison du programme EMPRES-RO
- 6) Présentation et validation du tableau de bord financier de la Phase I (activités nationales et régionales)
- 7) Présentation et validation du tableau de bord financier du plan d'opération pour l'année 2007 (activités nationales et régionales)
- 8) Présentation des projets financés par la France dans le cadre du programme EMPRES-RO
- 9) Points divers
- 10) Recommandations
- 11) Date et lieu de la prochaine réunion
- 12) Adoption du rapport et clôture de la réunion

### **3. Bref rappel des termes de mandat, composition et fonctionnement du Comité de pilotage**

- 16 Le Coordonnateur EMPRES-RO a présenté ce point de l'ordre du jour. Il a précisé que l'organe d'exécution du programme était la FAO, à travers le Secrétariat exécutif de la CLCPRO. La CLCPRO en assure la coordination en liaison avec les unités nationales de lutte contre le Criquet pèlerin en Région occidentale, elles-mêmes chargées de la mise en œuvre des activités du programme au niveau national.
- 17 Le Comité de pilotage est chargé de: l'examen et de l'approbation des programmes et budget annuels avant leur transmission à la BAD et aux autres bailleurs de fonds pour approbation finale; l'évaluation des résultats des plans annuels réalisés; et la coordination des activités du programme, du suivi et de l'orientation.
- 18 Le Comité de pilotage du programme est présidé par l'un des pays membres de la CLCPRO élu lors des réunions annuelles dudit Comité. Il regroupe les représentants autorisés des neuf Etats adhérant au programme EMPRES-RO, de la FAO, du CILSS, d'AGRHYMET, de CERES/Locustox, des chambres d'agricultures (Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), d'Instituts de recherche (Cirad) et de chacun des bailleurs de fonds contribuant au Programme.
- 19 Le Comité se réunit, sur convocation de son Président, une fois par an, en marge des réunions annuelles des Chargés de liaison EMPRES-RO. Les dates et lieux de réunion du Comité de pilotage sont choisis par le Président en concertation avec la FAO et les membres du Comité.

- 20 Le Secrétariat du Comité est assuré par le Secrétariat de la CLCPRO.
- 21 Les frais de participation (voyage et séjour) aux réunions sont à la charge des membres du Comité de pilotage à l'exception des représentants des Etats membres de la CLCPRO qui en font la demande. Ces frais de participation ainsi que les frais généraux liés à l'organisation des réunions du Comité sont pris en charge par la BAD et le programme régulier de la FAO.
- 22 Après ce rappel, le Coordonnateur EMPRES-RO a soulevé les difficultés rencontrées lors de l'organisation de la 2<sup>ème</sup> réunion du Comité de pilotage :
- Absence de moyens financiers dans le cadre du programme EMPRES pour la prise en charge des frais de voyage et de séjour des représentants des pays et de certaines organisations nationales et régionales qui en avaient fait la demande. Cela a entraîné l'absence à cette réunion de certains d'entre eux. A noter par ailleurs que les représentants des pays de la ligne de front n'ont pu y assister que grâce au projet AELP.
  - La préparation d'une réunion régionale aussi importante, un mois après celle des Chargés de liaison, s'est avérée difficile sur plusieurs plans: financier (budget de près de 50 000 dollars E.U.) et logistique (temps important alloué par la Coordination régionale (CR) et le pays hôte à l'organisation de la réunion, préparation des documents de travail, etc.).
- 23 Pour ces raisons, et pour réduire les coûts de la réunion, la CR a formulé les propositions suivantes :
- a) Reconsidérer la décision prise par la 1<sup>ère</sup> réunion du Comité de pilotage stipulant que "dans le futur, un mois séparerait la réunion des Chargés de liaison de celle du Comité de pilotage" et revenir à l'application des termes de mandat du Comité de pilotage précisant que "le Comité se réunit une fois par an en marge des réunions annuelles des Chargés de liaison EMPRES/RO".
  - b) Demander à la BAD et à d'autres bailleurs de fonds de prendre en charge les frais d'organisation, y compris les frais de voyage et de séjour des participants qui en feraient la demande.
- 24 Après discussion de ce point, le Comité a approuvé les propositions ci-dessus faites par la CR, en précisant les participants dont les frais de voyage du Comité et de séjour pourraient être pris en charge (voir recommandation n°3).

#### **4. Présentation du bilan des activités de la coordination EMPRES-RO en 2006**

##### **Principales activités réalisées en 2006**

- 25 Le Coordonnateur EMPRES-RO a présenté ce point de l'ordre du jour en rappelant que l'année 2006 avait été caractérisée par le démarrage effectif du programme EMPRES-RO, suite à la réception par la FAO, à la fin de l'année 2005, du premier décaissement du projet BAD (2,7 millions dollars E-U). La mise en œuvre du Plan d'opération (PO) 2006 n'a cependant commencé que tardivement, le Comité de pilotage, qui a validé le Schéma de planification de la phase I (2006-2009) et le Plan d'opération et le budget pour l'année 2006, ne s'étant réuni que début mars; de plus, la non-objection pour l'utilisation des fonds du projet BAD n'a été obtenue que le 30 juin.
- 26 Le Coordonnateur a ensuite présenté un bilan des principales activités réalisées en 2006. Des missions ont tout d'abord été effectuées par la Coordination régionale en avril-mai, successivement au Niger, en Mauritanie et au Mali, afin de sensibiliser les responsables nationaux et les partenaires au développement sur la nécessité de réussir et d'inscrire dans la durabilité la lutte préventive contre le Criquet pèlerin. Au terme de chacune de

ces missions, un "Aide-mémoire" a été élaboré et transmis pour suivi aux partenaires concernés. La CR a aussi été représentée à de nombreuses réunions<sup>2</sup> dans le but de promouvoir les relations avec les partenaires impliqués dans la lutte antiacridienne en Région occidentale et, le cas échéant, présenter les activités du Secrétariat de la CLCPRO/Coordination EMPRES-RO. Des discussions ont en outre été menées avec plusieurs bailleurs de fonds potentiels du programme EMPRES en Région occidentale, notamment la BAD, la Banque mondiale (BM), la France, la Libye, la Banque islamique de développement (BID) et l'Union Africaine.

- 27 La coordination EMPRES-RO a contribué à l'organisation de visites/formation de plusieurs cadres et techniciens des pays de la ligne de front (LF) dans d'autres pays de la RO. Des échanges de stagiaires, lors de formations, et d'experts ont également eu lieu entre la Région occidentale et la Région centrale, renforçant ainsi la coopération entre ces deux régions.
- 28 Au cours de l'année, il a été procédé, à partir du siège de la FAO, à l'acquisition et à la livraison aux pays de la RO, de véhicules et matériels divers, conformément aux besoins exprimés lors de la 4<sup>ème</sup> Réunion des Chargés de liaison tenue en février 2006 à Alger.
- 29 L'année 2006 a été marquée par la préparation, l'ouverture de poste et la sélection des candidats aux postes P4 (Fonctionnaire Acridologue) et P3 (Fonctionnaire chargé du suivi-évaluation) financés par la BAD et devant renforcer le Secrétariat de la CLCPRO à Alger.
- 30 Enfin, suite à l'apparition d'une résurgence du Criquet pèlerin en Mauritanie, où des groupes d'ailés matures et des taches larvaires *transiens* ont été observés et traités en octobre et novembre 2006, une mission de suivi du PO 2006 et d'évaluation de la situation acridienne a été réalisée dans ce pays par le Coordonnateur EMPRES-RO en novembre.

### **Suivi du plan d'opération 2006**

- 31 Le Coordonnateur EMPRES-RO a renvoyé les participants au tableau fourni en annexe I, qui comprend les 28 activités et 65 sous-activités prévues dans le Plan d'opération 2006 et indique, pour chacune d'entre elles, l'état de leur exécution fin 2006.
- 32 Globalement, le taux de réalisation, d'environ 70%, est satisfaisant. A noter que la mise en œuvre du Plan d'Opération 2006 a été quelque peu entravée par le retard pris dans le recrutement des deux fonctionnaires devant renforcer la CLCPRO. Par ailleurs, le Coordonnateur a souligné que, si l'on exclut le siège du CNLCP au Mali, qui est achevé, la construction des bâtiments programmée en 2006 s'est avérée difficile, les études et élaboration des plans architecturaux ayant nécessité plus de temps que prévu. Ces plans sont actuellement prêts pour les bases et points d'appui au Mali et en cours de finalisation pour l'ensemble des constructions en Mauritanie. Enfin, le Coordonnateur a noté les difficultés économiques relatives au recrutement de cadres et techniciens nécessaires pour le renforcement des unités nationales et insisté sur la nécessité de rechercher des solutions à cet égard.

### **Suivi des recommandations de la 4<sup>ème</sup> réunion des Chargés de liaison et de la 1<sup>ère</sup> réunion du Comité de pilotage**

- 33 Le Coordonnateur EMPRES-RO s'est référé aux recommandations formulées à Alger en février 2006 lors de la 4<sup>ème</sup> réunion des Chargés de liaison du programme, validées par le

---

<sup>2</sup> Atelier Régional pour le développement d'une stratégie afin d'éviter la constitution de stocks de pesticides obsolètes, 15-18 mai 2006, Bamako, Mali. Atelier régional de formation sur les images satellitaires et eLocust 2, 3-7 juillet 2006, Agadir, Maroc. 38<sup>ème</sup> Session du DLCC, 11-15 septembre 2006, Rome. Comité de pilotage du Projet FIDA, 18-19 septembre 2006, Rome. Revue à mi-parcours du projet AELP (Banque Mondiale), 11-15 décembre 2006, Nouakchott, Mauritanie. Réunion de planification du projet FIDA (GCP/INT/694/IFA), 16-17 décembre 2006, Nouakchott, Mauritanie.

Comité de pilotage en mars (voir annexe II). Toutes ont été suivies d'effet sauf trois d'entre elles, relatives à: la création de fonds d'urgence nationaux; la tenue d'une réunion ministérielle des pays membres de la CLCPRO et l'élaboration d'une nouvelle version de l'outil *eLocust2*. Deux autres recommandations n'ont été que partiellement mises en œuvre: un essai avec le biopesticide *Green Muscle*® a été réalisé en 2006 mais aucun nouveau travail de recherche n'a été entrepris. La CR a pu effectuer les missions de sensibilisation planifiées, sauf au Tchad, pour des questions de sécurité.

- 34 Le Coordonnateur EMPRES-RO a ensuite présenté aux participants les mesures prises pour assurer le suivi des recommandations formulées lors de la 1<sup>ère</sup> réunion du Comité de pilotage de mars 2006 (récapitulatif en annexe III).
- 35 Conformément aux recommandations 1 et 7, toutes les ressources humaines disponibles seront affectées au Secrétariat de la CLCPRO, à Alger, dont le renforcement est en cours. La France a ainsi mis à la disposition du Secrétariat M. Dominique Menon, Ingénieur agronome, qui a pris ses fonctions le 18 novembre 2006. L'expert acridologue, Poste P-4, a été sélectionné et le dossier a été soumis à la BAD le 25 octobre 2006 pour non objection (aucune réponse n'a été reçue par la FAO jusqu'à ce jour malgré les rappels effectués). En ce qui concerne le Fonctionnaire chargé du Suivi-évaluation, Poste P-3, le Panel de sélection a arrêté une liste restreinte de candidats et le dossier sera bientôt envoyé par le siège de la FAO à la BAD pour non objection.
- 36 Dans le cadre général de la recommandation 8, concernant la mise en place de mécanismes de durabilité du programme EMPRES-RO sur les plans nationaux et régional, plusieurs actions ont été prises. Ainsi, le Coordonnateur s'est réjoui du fait que, conformément à la recommandation 10, deux pays se soient dotés d'une unité autonome: la Mauritanie, qui a créé en août 2006 le CNLA ayant le statut d'établissement public avec un budget de fonctionnement annuel de 220 000 dollars E.U., et le Mali qui a créé en octobre 2006 le CNLCP, doté d'une autonomie administrative et financière et d'un budget annuel de l'ordre de 1 200 000 dollars E.U. En ce qui concerne le Tchad, le projet de loi pour la création d'un CNLA est passé en Conseil de Cabinet, présidé par le Premier Ministre; il sera ensuite présenté au parlement, probablement à la session de printemps 2007. Enfin, le Coordonnateur a invité le représentant du Niger à informer l'assemblée des derniers développements dans son pays. Il est à noter que la création d'unités autonomes est un préalable à la mise en œuvre des recommandations 2 à 4 relatives à la prise en charge progressive des frais récurrents par les pays, acceptée par le Mali et la Mauritanie pour l'année 2007. Le Coordonnateur a insisté sur le fait que les Etats membres de la CLCPRO doivent fournir un appui constant à la réalisation des activités prévues pour assurer la durabilité de la lutte préventive, et a souhaité que les bailleurs de fonds continuent à en accompagner la mise en place.
- 37 En ce qui concerne la recommandation 9, sur la recherche de moyens financiers auprès des bailleurs de fonds, le Coordonnateur a mentionné le projet FIDA et d'autres fonds disponibles pour les questions environnementales ainsi que la tenue de la revue à mi-parcours du Projet AELP de la Banque mondiale, à Nouakchott en décembre 2006. La collaboration développée avec la Banque mondiale a permis d'harmoniser davantage les activités du projet AELP avec celles planifiées dans le cadre du Programme EMPRES-RO.
- 38 Le Coordonnateur a ensuite indiqué que les recommandations R5 et R6, sur la représentation des pays au Comité de pilotage, ont été mises en œuvre par le Mali, le Maroc et le Tchad et sont en cours de réalisation par la Mauritanie, et a invité les autres pays à suivre ces recommandations. Il a également souhaité recevoir plus d'informations des pays sur les actions entreprises en vue d'impliquer davantage les organisations socio-professionnelles et les chambres de l'agriculture dans la sensibilisation des populations à la collecte des informations acridiennes (recommandation 11).

### **Situation des dépenses en fin 2006**

- 39 Un bilan des dépenses ayant contribué à la lutte préventive en 2006 a été présenté par une représentante du Siège de la FAO. Si les contributions au programme EMPRES-RO proviennent de plusieurs sources (projet BAD, projet USA, Programme régulier de la FAO, CLCPRO et DLCC), il a été noté que, suite au retour à une situation de rémission acridienne amorcée dès le printemps 2005, la grande majorité des dépenses 2006 avaient été effectuées grâce aux reliquats des fonds d'urgence gérés par la FAO, en conformité avec les clauses des projets d'urgence ou avec l'accord des bailleurs de fonds concernés. Ces reliquats ont servi à renforcer les capacités nationales sur les moyen et long termes.
- 40 Une présentation a été faite des principaux intrants fournis aux pays de la ligne de front au cours de l'année, qui incluent surtout des équipements, le financement d'activités relatives à l'élimination des emballages de pesticides vides et des frais de fonctionnement des équipes de prospection et de lutte, notamment en Mauritanie suite à la résurgence de l'automne 2006. Il a été souligné que les équipements acquis en 2006 se trouvaient dans leur totalité dans la liste des besoins définis par les pays lors de la 4<sup>ème</sup> réunion des Chargés de liaison du programme EMPRES-RO, tenue à Alger en février 2006. Au total, pour l'ensemble des pays couverts par le programme EMPRES-RO, les dépenses pour l'année 2006 s'élèvent à plus de 7 millions de dollars E.U., dont 90 pour cent proviennent de fonds d'urgence, 4,5 pour cent de projets gérés par le Groupe Acridiens et 5,5 pour cent du Programme régulier de la FAO.

### **Débat**

- 41 Lors de la discussion de ce point, les participants ont félicité la Coordination régionale pour le travail réalisé et pour le suivi des recommandations de la précédente réunion. Le Comité a par ailleurs souligné que le contrôle de la résurgence d'octobre 2006 en Mauritanie fournissait la démonstration qu'alerte et réaction rapide avaient particulièrement bien fonctionné, ce qui constituait un signe encourageant pour la lutte préventive.
- 42 Concernant la création d'unités nationales autonomes, le Représentant du Niger a indiqué que le texte prévoyant la création du Centre national de lutte antiacridienne, pour lequel le siège (Niamey), la base principale (Agadez) et les bases secondaires avaient été identifiés, était en cours de révision avant d'être présenté au Conseil des ministres pour approbation. Le Coordonnateur s'en est réjoui et a ajouté que le Tchad était en train de créer une Agence nationale de lutte antiacridienne.
- 43 En ce qui concerne les dépenses 2006, les représentants des pays ont tenu à remercier les bailleurs de fonds d'avoir consenti à ce que les reliquats des fonds d'urgence soient utilisés en faveur de la lutte préventive. Par ailleurs, aux représentants des pays qui demandaient des informations sur les reliquats actuels (début 2007) de ces fonds d'urgence, il a été répondu que ceux-ci étaient épuisés. Le Coordonnateur a précisé à cette occasion que l'utilisation des fonds d'urgence lors de l'année écoulée avait permis de reporter sur 2007 les fonds des projets contribuant au programme EMPRES-RO, notamment ceux du projet BAD.
- 44 Enfin, les participants ont longuement discuté de l'opportunité et de la faisabilité de la création de fonds d'urgence nationaux pour le Criquet pèlerin, ainsi que des modalités de création et de gestion de tels fonds. Plusieurs participants ont indiqué qu'il était préférable de créer des fonds spécifiques à la lutte contre le Criquet pèlerin plutôt que d'utiliser des fonds d'urgence préexistants, le risque étant que la priorité soit donnée à d'autres types d'urgence. Il a été rappelé que ces fonds s'inscrivaient en marge du budget ordinaire annuel, qui comprend les fonds nécessaires à la mise en œuvre de la lutte préventive en situation de rémission mais ne permet pas de mobiliser rapidement des fonds supplémentaires en cas de recrudescence. De tels fonds d'urgence devraient

être reconduits d'année en année, y compris après la fin de la phase I du programme EMPRES-RO, et il est fondamental qu'ils ne soient pas utilisés pour financer les frais récurrents de la lutte préventive mais soient au contraire réservés aux situations de crise. Le Représentant de la Mauritanie a indiqué que les fonds d'urgence pouvaient être constitués grâce au financement du projet AELP, comme cela a été accepté par la Banque mondiale lors de la revue à mi-parcours du projet (Nouakchott, décembre 2006). Chacun des pays avait d'ailleurs réservé une enveloppe budgétaire des fonds du projet AELP en vue de contribuer à la constitution d'un tel fonds.

## 5. Validation du schéma de planification des activités 2007-2009, du plan d'opération 2007 et des recommandations élaborées lors de la 5<sup>ème</sup> réunion des Chargés de liaison

45 Le Coordonnateur régional et le Fonctionnaire national du programme EMPRES-RO en Mauritanie ont présenté le Schéma de planification des activités (SPA) 2006-2009 ainsi que le plan d'opération 2007, reproduits en annexes IV et V respectivement. Les objectifs et résultats attendus du SPA, qui sont les suivants, ont été rappelés aux participants :

**Objectif global** *Les risques d'invasion du Criquet pèlerin sont réduits en Région Occidentale contribuant à la lutte contre la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la préservation de l'environnement.*

**Objectif du programme** *Un système de lutte préventive contre le Criquet pèlerin est opérationnel grâce au renforcement et/ou à la création d'unités nationales de lutte et d'un dispositif de coordination régionale, et les bases de sa durabilité régionale (financière, technique et environnementale) sont définies.*

### Résultats

- R1** *Un dispositif de surveillance et d'alerte précoce est opérationnel.*
- R2** *Des interventions rapides sont assurées dans chaque pays par les unités nationales conformément aux normes de contrôle qualité.*
- R3** *Un réseau opérationnel d'échange et de stockage d'information aux niveaux national, régional et international est mis en place.*
- R4** *La coordination régionale est opérationnelle.*
- R5** *Les capacités des ressources humaines des unités nationales sont renforcées.*
- R6** *Un programme de recherche opérationnelle est défini et initié.*

46 L'examen du Schéma de planification des activités 2007-2009 et du plan d'opération 2007, validés lors de la 5<sup>ème</sup> réunion des chargés de liaison, a permis de passer en revue les principaux résultats, activités et sous-activités du programme. Il en a été conclu que la plupart des activités étaient en cours de réalisation ou déjà achevées et que la mise en œuvre du programme EMPRES en Région occidentale était donc bien enclenchée.

47 Le Coordonnateur régional a mis l'accent sur certaines activités et sous-activités méritant clarification, portant notamment sur:

- l'établissement d'une méthodologie harmonisée de surveillance et d'alerte précoce (activité 1.1);
- l'engagement d'une réflexion sur les critères d'alerte précoce (s/activité 1.1.2);

- la définition de procédures pour une intervention rapide (activité 2.1);
- l'élaboration de procédures de constitution et de mise en place des équipes mixtes transfrontalières (s/activité 2.2.1);
- la mise en place de mécanismes devant assurer la durabilité de la LP (s/activité 4.4.2);
- la préparation de Termes de Référence (TdR) concernant les plans de gestion des risques avec les partenaires (s/activité 4.6.1);
- le lancement des recherches sur l'amélioration des techniques de prospection et d'évaluation des infestations (s/activité 6.1.bis.2);
- et la mise au point et validation des méthodes d'analyse des images satellites pour le suivi des aires grégarigènes et l'alerte précoce (s/activité 6.1.bis.3).

**48 Les 14 recommandations élaborées lors de la 5<sup>ème</sup> Réunion des Chargés de liaison ont ensuite été présentées au Comité, discutées puis validées** (voir liste des recommandations).

### **Débat**

- 49 Lors des discussions, le Représentant de la Chambre d'agriculture de la Mauritanie a insisté sur l'importance d'impliquer davantage les organisations socio-professionnelles dans la lutte préventive contre le Criquet pèlerin, notamment dans les campagnes de sensibilisation menées auprès des populations, et le Coordonnateur régional a proposé d'organiser une réflexion sur les mécanismes permettant de recueillir la contribution de ces organisations. Ce dernier a également demandé au Représentant de la Mauritanie de bien vouloir partager son expérience en la matière en faisant parvenir à la Coordination du programme EMPRES-RO les documents pertinents dont il dispose.
- 50 Le Fonctionnaire national du programme EMPRES-RO en Mauritanie a expressément demandé à ce que les pays fournissent, de façon régulière, des informations exhaustives sur les besoins en formation et les activités organisées dans ce domaine afin de permettre une mise à jour continue des plans de formation nationaux et régionaux. A cet égard, les pays ont été informés de la tenue d'une réunion du Secrétariat, immédiatement après le Comité de pilotage, visant à déterminer les priorités et le programme pour l'année 2007.
- 51 L'importance d'organiser des ateliers régionaux de terrain au bénéfice de maîtres-formateurs a été reconnue. Cette formule permettra non seulement la mise à niveau des participants et une harmonisation des connaissances théoriques et pratiques à l'échelle régionale mais aussi une transmission ultérieure du savoir acquis au niveau national. Il a été demandé à ce que ces formations prennent en compte tous les aspects de l'organisation d'une campagne de prospection et de lutte antiacridienne. A cette occasion, le Représentant du Maroc a indiqué que le 3<sup>ème</sup> cycle de formation en acridologie organisé à Agadir comprenait une composante pratique avec des exercices de terrain. Le Représentant du Sénégal a également souligné la pertinence du voyage d'étude effectué au Maroc par ses compatriotes, a remercié ce pays à cette occasion et vivement encouragé la poursuite de telles activités par d'autres pays. Le Représentant de la Mauritanie a informé l'assistance de l'intention du CNLA de monter un module de formation pratique des prospecteurs de courte durée. De telles formations pourront être ouvertes aux pays intéressés au niveau de la Région conformément à des modalités qui seront fixées ultérieurement.
- 52 Aux participants qui souhaitaient davantage d'informations sur les modalités d'élaboration du programme de recherche en Région occidentale, il a été précisé qu'un état des lieux de la recherche avaient déjà été réalisés en Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie et



qu'il était souhaitable de disposer d'informations similaires pour le Mali, Niger, Sénégal et Tchad.

**53 Le Schéma de planification des activités 2007-2009 ainsi que le plan d'opération 2007 ont été adoptés par le Comité de pilotage.**

**6. Présentation et validation du tableau de bord financier de la phase I (activités régionales et nationales)**

54 Le tableau de bord financier pour les 3 années restantes de la phase I du programme EMPRES en Région occidentale (2007, 2008 et 2009) a été présenté par la Coordination EMPRES-RO. Ce tableau, reproduit en annexe VI, indique les besoins et sources de financement pour les activités et sous-activités du programme préalablement classées par catégorie d'intrants (A. Travaux; B. Equipements; C. Formation; D. Services et E. Fonctionnement). Il a été noté que les investissements matériels (travaux et équipements) représentaient 56% du budget, la formation 4%, les services 17% et le fonctionnement 23%. Les budgets ont également été présentés par catégorie d'activités: celles à caractère exclusivement régional (notamment les salaires et investissements immatériels tels que formation et services); celles à caractère à la fois régional et national (essentiellement des services); et celles à caractère exclusivement national (notamment les travaux et équipements).

55 Après avoir rappelé que la plupart des dépenses effectuées en 2006 l'avaient été sur les reliquats des fonds d'urgence, la Coordination EMPRES-RO a fourni aux participants le détail des financements sur fonds de la BAD et de la Banque mondiale des activités nationales des pays de la ligne de front (annexe VII). A noter que les données concernant les financements de la Banque mondiale, qui ont été transmises par les pays et intègrent les modifications adoptées lors de la révision à mi-parcours du projet AELP (Nouakchott, décembre 2006), sont provisoires, dans l'attente de l'avis de non-objection de la Banque.

56 Il a aussi été noté que les colonnes relatives aux contributions des pays à la lutte préventive n'avaient pu être remplies car le Secrétariat de la CLCPRO n'avait pas reçu les informations nécessaires.

**Débat**

57 Le Coordonnateur régional du programme EMPRES-RO a indiqué qu'un effort de simplification des tableaux avait été fait en vue de leur présentation, comme cela avait été demandé lors de la 1<sup>ère</sup> réunion du Comité de pilotage. Il a aussi souligné que si la contribution de la CLCPRO était modeste, elle correspondait dans sa quasi-totalité au budget annuel de la Commission.

58 Les représentants des pays ont demandé à ce que les tableaux soient complétés et consolidés. Une répartition plus claire des activités actuellement classées « à la fois nationales et régionales » a également été requise, ce qui sera fait pour la prochaine réunion du Comité de pilotage. Enfin, il a été demandé que le tableau de bord financier 2007-2009 inclue une répartition par année des besoins et des financements.

59 En ce qui concerne les contributions annuelles des pays à la lutte préventive, la CLCPRO a expressément demandé aux pays de transmettre ces données à la Coordination régionale. Les représentants de la France et du CIRAD ont fortement souligné l'importance de cette information qui constitue un instrument de mesure de l'engagement des pays et un indicateur fort pour la durabilité de la lutte préventive au terme de la phase I du programme EMPRES en Région occidentale. Les représentants du Mali et de la Mauritanie ont indiqué à cette occasion que leurs gouvernements avaient accepté de prendre en charge 40% des frais récurrents pour l'année 2007.

60 Le Comité a insisté sur le fait que la durabilité des programmes nationaux de lutte préventive dépendait de tous les pays de la région et nécessitait la mise en place de structures nationales spécialisées et financièrement autonomes.

61 **Le tableau de bord financier de la phase I (2007-2009) a été validé par le Comité de pilotage.**

## **7. Présentation et validation du tableau de bord financier du plan d'opération pour l'année 2007 (activités régionales et nationales)**

62 Le tableau de bord financier du plan de travail pour l'année 2007, présenté par le Fonctionnaire national du programme EMPRES-RO en Mauritanie, répartit les fonds disponibles en 2007 entre activités régionales et nationales (annexes VIII et IX respectivement). A noter, ici encore, que les financements sur fonds de la Banque mondiale tiennent compte de la révision à mi-parcours du projet AELP (Nouakchott, décembre 2006) mais sont provisoires, dans l'attente de l'avis de non-objection.

### **Débat**

63 Lors de la discussion de ce point et suite à une demande d'informations sur la réallocation des fonds du projet BAD entre les rubriques budgétaires, le Coordonnateur a indiqué, que d'après les responsables de la BAD, il était souhaitable que les changements n'entraînent pas de modifications dans les affectations par catégorie car il faudrait alors représenter le projet au Conseil d'administration de la BAD.

64 **Le Comité de pilotage a validé le tableau de bord financier du plan d'opération pour l'année 2007.**

## **8. Présentation des projets financés par la France dans le cadre du programme EMPRES-RO**

### ***8.1. Projet financé sur le Fonds de solidarité prioritaire (FSP)***

65 Le projet FSP, qui s'inscrit dans le cadre d'EMPRES-RO, a été présenté par le Secrétariat de la Coordination EMPRES-RO. Ce projet, d'un budget total de deux millions d'euros, doit démarrer en 2007 et a une durée de trois ans. Il comprend exclusivement des investissements immatériels tels que des formations, des expertises, l'organisation d'ateliers et de groupes de travail sur des thèmes concernant la mise en place de plans de gestion des risques, une stratégie de communication au niveau régional, la clarification de l'environnement institutionnel et des mécanismes de financement. Environ deux tiers du budget sont consacrés à des activités de niveau régional, le tiers restant à des activités au niveau national.

66 La Représentante de la France a souligné que les fonds du projet FSP devaient s'inscrire dans le cadre de la Coordination régionale EMPRES-RO et a précisé que le Consultant mis à la disposition de la CLCPRO par la France est chargé de la mise en œuvre et du suivi de ce projet.

### ***8.2. Projet financé sur le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)***

67 Le projet FFEM, qui s'inscrit dans le cadre d'EMPRES-RO, a également fait l'objet d'une présentation par le Secrétariat de la Coordination EMPRES-RO. Ce projet, d'un budget total d'un million d'euros, démarrera mi-2007 et a une durée de trois ans. Il concerne des activités touchant les enjeux environnementaux de la lutte antiacridienne et qui portent sur l'acquisition d'outils de collecte et de traitement des données obtenues lors des prospections, les recherches sur l'interprétation des images satellitaires,

l'expérimentation de pesticides alternatifs plus respectueux de l'environnement ainsi que l'étude des impacts environnementaux de la lutte antiacridienne.

- 68 En complément de ce qui précède, la Représentante de la France a indiqué que le FFEM, créé à l'issue de la Conférence de Rio sur l'environnement, présentait la particularité de co-financer des projets avec d'autres fonds. Elle a souligné que, si des adaptations étaient possibles, il était néanmoins difficile d'en changer les termes d'application.

## 9. Points divers

### Présentation du projet USAID mis en œuvre par AGRHYMET

- 69 Après avoir rappelé les objectifs et la mission du Centre régional AGRHYMET (CRA), le Représentant du Centre a présenté le projet d'Appui à la Lutte Anti-acridienne. Ce projet, qui s'adresse directement au Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Niger et Tchad, vise à réduire l'impact économique des dégâts du Criquet pèlerin et minimiser/prévenir les effets néfastes des opérations de lutte sur l'environnement. Financé par l'USAID, il s'élève à 1 238 000 dollars E.U. et a une durée de 3 ans.

## 10. Recommandations

- 70 Après y avoir apporté quelques modifications, le Comité de pilotage a adopté les quatorze recommandations suivantes, élaborées lors de la 5<sup>ème</sup> réunion des Chargés de liaison du Programme EMPRES en Région occidentale (Nouakchott, 4-7 décembre 2006) :

- 1) Le plan de formation régional doit être finalisé et validé le plus tôt possible. Il doit tenir compte de la recommandation de la 38<sup>ème</sup> Session du DLCC relative à la formation, des besoins réels des pays, et des remarques et observations formulées au cours de la présente réunion.
- 2) Les UNLA doivent être dotées, pour celles qui ne le sont pas encore, d'une autonomie administrative, financière et décisionnelle avant fin 2007.
- 3) Les UNLA doivent être dotées, en situation de rémission, d'un budget national permettant le financement des frais de fonctionnement ordinaires et le recouvrement progressif des frais récurrents pour une prise en charge totale en 2010.
- 4) Les UNLA doivent disposer de prospecteurs et autres personnels qualifiés et en nombre suffisant pour mettre en œuvre leur plan national de surveillance et de lutte et les autres activités de lutte préventive.
- 5) La création d'un "Fonds d'urgence national pour le Criquet pèlerin" au niveau de chaque pays avant la fin du projet.
- 6) La tenue d'une réunion ministérielle des pays membres de la CLCPRO en 2007 en vue de mettre en place un mécanisme de durabilité de la lutte préventive au niveau de la région et en arrêter le financement.
- 7) La demande au DLIS de faire élaborer dans les meilleurs délais une version 2 de *eLocust2* conforme à la Fiche prospection/lutte de la Région occidentale.
- 8) Les UNLA doivent poursuivre leurs efforts dans la mise en œuvre de leur plan environnemental tel que défini avant l'approbation des projets BAD et AELP et actualisé en fonction de nouvelles exigences, conformément aux recommandations du DLCC.

- 9) La FAO et la CR doivent poursuivre leurs efforts pour mettre en exécution de façon coordonnée les activités liées à l'environnement au niveau de la Région occidentale, particulièrement le plan d'action de promotion des biopesticides. Le chargé national de suivi environnemental devra systématiquement relever des UNLA.
- 10) La définition de quelques actions de recherche prioritaires pour la Région occidentale et leur réalisation dans les meilleurs délais.
- 11) La diffusion par la coordination régionale d'informations actualisées sur la situation acridienne régionale mettant particulièrement en exergue les mesures engagées dans chacun des pays.
- 12) La FAO et la CLCPRO doivent assurer, dans les meilleurs délais, le recrutement du personnel complémentaire (postes P4 et P3 financés par le FAD/BAD) devant renforcer le Secrétariat de la CLCPRO.
- 13) La CLCPRO doit démarrer, en collaboration avec les partenaires majeurs (pays, FAO, donateurs), dès le début de l'année 2007, la mise en place des plans de gestion des risques permettant de définir clairement les rôles et les responsabilités de chaque acteur selon le niveau de risque acridien. Ce processus doit inclure des consultations nationales et les leçons tirées dans les autres régions, et doit être validé par le Comité exécutif de la CLCPRO.
- 14) Les Chargés de liaison sont invités à présenter des candidats pour la formation du 3<sup>ème</sup> cycle d'ingénieur en acridologie organisée à Agadir (Maroc) et proposer des thèmes de recherche à réaliser par les étudiants dans leurs pays respectifs. Le financement requis devrait être recherché auprès des partenaires du programme EMPRES-RO.

## **71 Le Comité de pilotage s'est également accordé sur ce qui suit et :**

### **Décide :**

- 1) l'approbation du Schéma de planification des activités 2006-2009 et le Plan d'opération 2007 ainsi que leurs budgets.
- 2) de reconsidérer la décision prise lors de sa 1<sup>ère</sup> réunion stipulant que "dans le futur, un mois séparerait la réunion des Chargés de liaison de celle du Comité de pilotage" et décide de l'application des termes de son mandat précisant que "le Comité se réunit une fois par an en marge des réunions annuelles des Chargés de liaison".

### **Et recommande :**

- 3) qu'un financement soit disponible pour permettre la participation, aux réunions du Comité de pilotage, des membres du Comité qui représentent les pays (un représentant du ministère de l'agriculture et un représentant du ministère des finances ou de l'économie ou du plan), les organisations socio-professionnelles (un représentant du Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) et les institutions régionales.
- 4) à la Coordination régionale d'organiser une réflexion sur les mécanismes pouvant permettre une plus grande implication des organisations socio-professionnelles dans la lutte préventive contre le Criquet pèlerin. Il lui demande aussi d'intégrer dans la planification des futurs plans d'opération les activités que ces organisations devront mener.
- 5) à la BAD de donner suite, dans les meilleurs délais, à la requête de non-objection de la FAO relative au recrutement du Fonctionnaire Acridologue (poste P4).
- 6) à la FAO de transmettre rapidement à la BAD la requête de non-objection relative au recrutement du Fonctionnaire chargé du suivi-évaluation (poste P3).

- 7) aux pays membres de documenter régulièrement leur contribution globale au programme EMPRES-RO.
- 8) aux Etats l'inscription budgétaire annuelle pour la prise en charge progressive des frais récurrents.
- 9) aux pays membres de transmettre régulièrement à la Coordination régionale toute information (technique, administrative et financière) relative à la mise en œuvre du programme EMPRES-RO et au suivi des recommandations des réunions dudit programme, y compris les actions menées dans le cadre du projet AELP de la Banque mondiale et d'autres projets.
- 10) au Centre régional AGRHYMET, en qualité d'institution régionale membre du Comité de pilotage, d'informer la Coordination régionale des activités entreprises dans le cadre du projet USAID d'Appui à la Lutte Antiacridienne, en vue de développer des synergies et d'éviter les duplications.
- 11) à la Coordination régionale de présenter aux prochaines réunions du Comité des tableaux financiers synoptiques comprenant suffisamment de détails pour améliorer leur compréhension.
- 12) à la Coordination régionale d'assurer la mise en œuvre des recommandations de la 1<sup>ère</sup> réunion du Comité de pilotage qui n'ont pas été encore exécutées.

## **11. Date et lieu de la prochaine réunion**

- 72 Sur l'aimable invitation du Royaume du Maroc, la troisième réunion du Comité de pilotage se tiendra à Agadir, juste après la sixième réunion des Chargés de liaison, début décembre 2007.

## **Nécrologie**

- 73 C'est avec tristesse que les membres du Comité de pilotage ont appris le décès de Feu Sidi Mohamed Ould Taher, prospecteur mauritanien. Ils lui ont rendu un hommage posthume et adressé à sa famille, ses proches et aux responsables et collègues du CNLA de Mauritanie leurs sincères condoléances.

## **12. Adoption du rapport et clôture de la réunion**

- 74 **Les participants ont adopté à l'unanimité le rapport de la deuxième réunion du Comité de pilotage du programme EMPRES en Région occidentale.**
- 75 La cérémonie de clôture a été présidée par M. Abdourhamane Cisse, Conseiller juridique du Ministère de l'agriculture malien. Il a exprimé sa pleine satisfaction quant au déroulement de cette 2<sup>ème</sup> réunion du Comité de pilotage du Programme EMPRES en Région occidentale (Composante Criquet pèlerin) et souligné la qualité des débats, objectifs et constructifs, tout en espérant que les efforts déployés pendant la réunion aideront les pays, la CLCPRO et la FAO à mieux gérer le péril acridien. Il a rappelé que le montant dépensé par le Mali pour la campagne de lutte contre le Criquet pèlerin en 2004, de plus de 6 milliards de Francs CFA, aurait pu être utilisé à d'autres fins, tels que la maîtrise de l'eau, la santé et l'éducation, soulignant ainsi combien une lutte préventive réussie était importante et pouvait permettre de réduire les coûts en situation de recrudescence acridienne. Après avoir réitéré la volonté de son pays de tout mettre en œuvre pour le succès de la lutte préventive contre le Criquet pèlerin dans la région, M. Cisse a déclaré la session close.

**ANNEXES**

ANNEXE I.	Etat d'exécution des activités / sous-activités du Programme EMPRES RO prévues dans le plan d'opération 2006 .....	23
ANNEXE II.	Recommandations formulées lors de la 4 <sup>ème</sup> réunion des Chargés de liaison et validées par le Comité de pilotage en mars 2006 à Alger .....	35
ANNEXE III.	Mesures prises pour assurer le suivi des recommandations formulées lors de la 1 <sup>ère</sup> réunion du Comité de pilotage de mars 2006 à Alger .....	36
ANNEXE IV.	Schéma de planification des activités 2006-2009.....	38
ANNEXE V.	Plan d'opération du programme EMPRESRO pour l'année 2007 .....	52
ANNEXE VI.	Tableau de bord financier d'EMPRES-RO (2007-2009).....	70
ANNEXE VII.	Financement des pays de la ligne de front sur fonds BAD et Banque mondiale (2007-2009) .....	72
ANNEXE VIII.	Tableau de bord financier du plan d'opération pour l'année 2007 (activités régionales).....	76
ANNEXE IX.	Tableau de bord financier du plan de travail pour l'année 2007 (activités nationales).....	77
ANNEXE X.	Liste des participants.....	81

## ANNEXE I. Etat d'exécution des activités / sous-activités du Programme EMPRES RO prévues dans le plan d'opération 2006

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Etat d'avancement en novembre 2006	Responsables	Remarques & suppositions
2.3.1	Finaliser l'inventaire des équipements disponibles & complémentaires pour tous les pays.	Un inventaire est disponible en mars 2006	<b>Voit 1.3.1</b>	ELOs	
2.3.2	Acquérir et livrer les équipements identifiés	Les équipements sont livrés au besoin dans tous les pays	<b>Equipements identifiés livrés</b> Besoins : remplacement des équipements d'intervention & véhicules	CR & FAO	
2.3.3	Identifier les infrastructures à réhabiliter ou à construire	Les infrastructures à réhabiliter ou à construire sont identifiées en mars 2006	<b>La coordination a examiné cette activité avec le Mali, la Mauritanie et le Niger lors des missions de lancement d'EMPRES/RO dans ces pays en avril-mai. Des échanges de courrier avec le Tchad sur le même sujet ont été faits.</b>  <b>Les ELOs n'ont pas encore transmis à la CR et à la FAO la liste détaillée des infrastructures à réhabiliter ou à construire (y compris coût estimatif, superficie, etc.) et les engagements, le cas échéant, pris par leur gouvernement et/ou les bailleurs de fonds bilatéraux (tels que la Banque mondiale) pour y contribuer.</b>  Besoins : Devis sur les coûts estimatifs, superficie.....etc	ELOs	Processus en cours et variable en fonction des pays.
2.3.4	Réhabiliter et construire les infrastructures nécessaires	1) Construction et réhabilitation de magasins centraux de stockage de pesticides 2) Début de la réhabilitation et de la construction des infrastructures dans les pays de la LF et au Sénégal à partir de mars 2006	<b>Activité en cours de réalisation</b> Besoins : contrats & équipement (exhaure, bureau, solaire, etc)	ELOs & FAO	
2.3.5	Créer les unités de maintenance des équipements	Les pays de la LF disposent d'au moins une unité de maintenance fin 2007	<b>Le personnel chargé de la maintenance des équipements et des moyens matériels a été affecté au CNLA de Mauritanie et du Mali</b>	Elos & CR	Former des techniciens en maintenance
2.4	Mettre en œuvre un plan de suivi environnemental et sanitaire et de qualité des traitements au niveau régional et national				Recherche (tests): voir R6
2.4.1	Elaborer un cahier des charges par pays et l'harmoniser au niveau régional	Un cahier des charges est élaboré fin 2007 dans tous les pays	<b>Les cahiers des charges élaborés par les 4 pays de la LF (condition préalable à l'approbation du Projet BAD) n'ont pas été revus et complétés. Les autres Pays membres ne les ont auraient pas encore réalisés.</b>  Besoins : Consultants	CR & ELOs	Activité réalisée au niveau des pays de la LF et du Sénégal (Plan national de gestion environnemental AELP). Activité à initier au niveau régional.

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Etat d'avancement en novembre 2006	Respon- sables	Remarques & suppositions
2.4.2	Etablir l'inventaire des moyens disponibles et des besoins	La mise à jour de l'inventaire est transmise à la CR tous les 3 mois à partir de mi 2006	<b>Activité non réalisée</b>	ELOs	Renforcer le matériel Quest
2.4.3	Acquérir les équipements	Les équipements identifiés sont disponibles fin 2007 au Mali, au Maroc, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et en Tunisie	Besoins : Equipement consommable et non consommable.	CR & FAO	- Matériel doit être stocké au niveau des UNLA - Les équipements identifiés sont disponibles fin 2007 au Mali, au Maroc, en Mauritanie, au Niger, au Tchad, au Sénégal et en Tunisie
2.4.4	Affecter les moyens humains nécessaires	Chaque pays a nommé un Chargé de l'environnement avant fin 2006	<b>Activité non réalisée</b>	Gouvernements & ELOs	Chaque pays a nommé un Chargé de l'environnement avant fin 2006
2.4.5	Mettre en place les équipes nationales de contrôle qualité	Une équipe de contrôle qualité est mise en place dans chaque pays à partir de mi 2006	<b>Activité non réalisée. Cette activité devra être précisée par rapport aux équipes QUEST.</b> Besoins : Frais de fonctionnement des équipes	ELOs	Revoir la constitution et le fonctionnement des équipes Quest
2.4.6	Mettre en œuvre un programme de gestion des stocks de pesticides et des emballages	Un programme de gestion est initié au niveau des pays de la LF et le Sénégal pour mi 2006	<b>Un atelier conjoint FAO/BM a été organisé à Bamako (Mai 2006).</b> <b>Un programme de gestion est en cours d'élaboration</b>  Besoins : Construction de magasins de stockage Consultants	CR	Besoins couverts en partie par les fonds d'urgence, la BAD et la BM.
3.1	Adapter et développer les procédures d'acquisition, de saisie, d'analyse et de diffusion de l'information				



Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Etat d'avancement en novembre 2006	Responsables	Remarques & suppositions
3.1.1	Établir les protocoles d'accord avec la météo nationale et d'autres fournisseurs potentiels d'information	1) Des conventions entre les services de météo et les UNLA sont signées dans les pays en ayant besoin fin 2006 2) Les données fournies sont incorporées dans le Bulletin et RAMSES fin 2006	<b>Les services météo de certains pays fournissent gratuitement les données. Aucun pays n'a demandé les frais nécessaires à cette activité.</b>  <b>Activité réalisée par la majorité des pays.</b>  Besoins : Contrats avec services météo	ELOs	Fonds BAD : 16 000\$ (forfait de 4 000\$/an pour acquisition de données météorologiques)
3.1.2	Acquérir et installer des stations météorologiques automatiques	Au moins 2 stations sont opérationnelles en Mauritanie fin 2006	<b>Activité non réalisée</b> <b>Le DLIS propose de ne pas acquérir ces stations</b>  Besoins : Stations météorologiques automatiques Personnel pour fonctionnement et maintenance Formation Provision pour frais de fonctionnement	FAO, CR & ELOs	Activité à titre expérimental pour valider des méthodes de surveillance.  Fonds dispo: FFEM, BM (formation) & BAD : 165 000\$ (135 000 \$ pour achat de 9 stations <sup>3</sup> + 30 000\$ pour frais de maintenance des stations)
3.1.3	Mettre en place la diffusion régulière des images MODIS en complément de la diffusion déjà existante des images SPOT	Les pays ont accès régulièrement aux images MODIS fin 2006	<b>Activité en cours de réalisation</b> Besoins (antennes paraboliques pour connexion internet et abonnement Internet) couverts dans le cadre de l'activité A.3.2.3  Logiciel (à installer dans les pays pour faciliter le téléchargement) et formation à l'utilisation du logiciel.	FAO/DLIS & CR	Renforcer le DLIS par un expert permanent en SIG  Consultants si besoin pour certains pays.
3.1.4	Assurer une assistance technique auprès des pays pour l'utilisation de RAMSES et des images satellites	Tous les pays diffusent régulièrement vers le DLIS et la CLCPRO leurs données brutes avec RAMSES.	<b>Activité en cours de réalisation dans les pays de la région, excepté Libye et Tchad qui ne disposent pas encore de RAMSES</b>  Besoins : Expert DLIS (missions de formation/recyclage et suivi dans les pays de la RO en fonction des besoins)	FAO/DLIS & CR	Exception la Libye (fin 2007)

<sup>3</sup> 2 pour la Mauritanie, 1 pour le Mali, 4 pour le Niger et 2 pour le Tchad.

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Etat d'avancement en novembre 2006	Respon- sables	Remarques & suppositions
3.1.5	Installer RAMSES et former le personnel à son utilisation en Libye et au Tchad	RAMSES est installé et deux personnes par pays sont formées pour l'utiliser en 2007	<b>L'autorisation d'importation du logiciel Arcview vient d'être obtenue fin novembre 2006 pour la Libye. Il sera acquis et installé début 2007. Pour le Tchad, on attend toujours la mise en place de l'Unité de LAA et de la cellule information.</b>	DLIS & CR	L'installation de RAMSES au Tchad suppose au préalable la mise en place de moyens humains et matériels et celle en Libye la possibilité d'importer le logiciel  Nécessité d'un retour d'information de DLIS pour renforcer les capacités d'analyse des pays.  Fonds dispo : BAD & FFEM
3.1.6	Traduction en français du manuel de RAMSES et réalisation d'un CDROM pédagogique	Ces documents sont élaborés et diffusés (RAMSES en 2006)	<b>Activité réalisée</b> Consultant et frais divers	DLIS & CR	Fonds FFEM si disponibles  CDROM diffusés en 2007
3.1.7	Elaborer une nouvelle version de RAMSES en insérant de nouvelles fonctionnalités	Nouvelle version élaborée et envoyée dans tous les pays au cours de 2006	<b>La nouvelle version est opérationnelle, un atelier régional, réunissant tous les chargés d'information de la RO, a été organisé à Agadir (Maroc) 02-07/07/06 (RAMSES v3, les images satellitaires et eLocust2.) Cet atelier a été conduit par un expert du DLIS assisté par 2 formateurs (CLCPRO + NPO EMPRES-RO)</b>	DLIS & CR	
3.1.8	Organisation d'une formation régionale à l'utilisation avancée de RAMSES et des images satellites	Une formation est organisée en 2006			Fonds BAD
3.2	Mettre en place une cellule opérationnelle d'information au niveau de chaque unité nationale de lutte préventive	Les données et les bulletins sont transmis régulièrement aux pays, partenaires, CLCPRO et DLIS		ELOs & CR	
3.2.1	Réaliser un inventaire des besoins en matériel informatique et accès internet	Un inventaire élaboré en mars 2006	<b>Activité réalisée par la mission (composée du NPO et d'un consultant international) dans 5 pays de la RO pour mettre à jour l'inventaire des équipements dévolus à la lutte préventive contre le Criquet pèlerin (décembre 05-janvier 06)</b>	ELOs & CR	Fonds BAD & FFEM
3.2.2	Acquérir le matériel informatique nécessaires aux cellules d'information de tous les pays	Toutes les cellules disposent du matériel fin 2006	<b>Activité réalisée sur les fonds d'urgence</b>  Besoins : Matériel informatique	FAO & CR	Fonds BAD & FFEM

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Etat d'avancement en novembre 2006	Respon- sables	Remarques & suppositions
3.2.3	Mettre en place dans les pays où le besoin a été identifié des accès internet à haut débit	Toutes les cellules disposent d'un accès internet leur permettant de télécharger les images satellites régulièrement fin 2006	<b>Activité réalisée en Mauritanie et au Niger, en cours de réalisation au Mali.</b>  <b>Les pays d'Afrique du Nord-Ouest en disposent déjà.</b>  Besoins : Antennes paraboliques et abonnement Internet		BAD : 11 000\$ pour parabole connexion Internet (MLI) + 8 000\$ pour abonnement Internet (2 000\$/an).  FFEM : équipement parabolique pour liaison internet à haut débit (volet 1.3) pour MLI, MAU & NER  Coordination nécessaire entre contributions pour la répartition par pays
3.2.4	Affecter le personnel nécessaire	Au moins deux techniciens par pays sont affectés pour la saisie et l'analyse des informations dans RAMSES mi 2006	<b>Suivi (par les ELOs, la CR) de l'engagement des Gouvernements à affecter le personnel nécessaire. Les pays de la LF ont des difficultés de recruter du personnel supplémentaire.</b>	Gouvernements & ELOs	
3.3	Mettre en place une nouvelle technique de transmission des données via satellite	Une nouvelle technique de transmission des données via satellite est validée fin 2007	<b>Attente des résultats de l'utilisation opérationnelle par les équipes de terrain du système eLocust 2.</b>		
3.3.1	Tester une nouvelle technique de transmission des données et de positionnement des équipes via satellite	Un prototype est testé et un document de synthèse évalue l'opérationnalité et les coûts associés à ce nouvel outil pour la fin 2005	<b>Prototype eLocust 2 (préparé par le CNES - contrat financé par FAO) testé en 2005 dans plusieurs pays de la RO. Estimation des coûts de fonctionnement (abonnement mensuel pour transmission satellite + coût de la transmission) réalisée par le DLIS (cf contrat passé début 2006 avec la firme NOVACOM).</b>	DLIS & CR	
3.3.2	Acquérir le matériel de substitution au pack eLocust	Matériel acquis pour 4 pays mi 2006	<b>Commande en 2005 par le DLIS de 85 unités pour les 9 pays de la RO (fonds d'urgence). Le matériel a été envoyé dans les pays et utilisé. Une commande supplémentaire de 40 unités a été faite par le DLIS en octobre 2006 pour la RO. Les coûts de fonctionnement pour 2006 (contrat avec NOVACOM) sont couverts par EMPRES (BAD &amp; FAO PR).</b>	DLIS & CR	
3.3.3	Former le personnel à l'utilisation de la nouvelle version eLocust	Personnel formé dans au moins 4 pays fin 2006	<b>Activité réalisée (voir 3.1.7)</b>	DLIS & CR	Fonds FFEM (volet 1.3) & BAD

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Etat d'avancement en novembre 2006	Responsables	Remarques & suppositions
3.4	Activités de recherche				Voir activité 6.1. bis.3
4.1	Assurer la gestion administrative du programme EMPRES	Un rapport administratif et financier est disponible et diffusé avant fin novembre 2006	<b>Activité non réalisée : le personnel (Assistant technique + Spécialiste suivi-évaluation) en cours de recrutement</b>	CR, FAO & NPO	Les modalités d'exécution des projets sont clarifiées par les bailleurs de fonds. Le Programme Support Officer et l'Operation Clerk identifiés et disponibles au siège FAO.
4.2	Coordonner et suivre les activités techniques et scientifiques du programme		<b>Activité partiellement réalisée</b> Besoins : Assistant technique et consultants	CR	Fonds FAD, FSP/FFEM [et UE (projet d'urgence) – Projet terminé au 31/03/06].
4.2.0	Organiser la 1 <sup>ère</sup> réunion du Comité de pilotage EMPRES/RO	1ère réunion organisée en 2006. Tableau de bord établi et validé en 2005 et mis à jour en 2006.	<b>Activité réalisée en mars 2006.</b>	CR	
4.2.0 bis	Préparer la révision budgétaire du projet BAD pour refléter l'évolution de la situation	Requête de révision de la liste des biens et services acceptée par la BAD	Activité réalisée : Requête approuvée en juillet 2006		Réunion de préparation et concertation avec les pays
4.2.1	Organiser un atelier pour harmoniser les méthodes de travail (lancement du programme)	Atelier organisé en 2006.	<b>Activité réalisée par la CR dans trois des 4 pays de la ligne de front (Niger, mali et Mauritanie) à travers des missions. Les conditions de sécurité non pas permis de réaliser cette activité au Tchad. Des aides mémoires de ses missions sont disponibles</b>	CR	

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Etat d'avancement en novembre 2006	Responsables	Remarques & suppositions
4.2.2	Élaborer un modèle de gestion administrative, comptable et financière des UNLA et l'adapter à chaque pays	Un modèle de gestion existe pour chaque UNLA en décembre 2006	<b>Activité non réalisée, malgré l'élaboration d'un cadre logique. L'expert en suivi-évaluation devant réaliser cette activité n'est pas encore recruté.</b>  Besoins : Consultant (1) pour 2 mois	CR & ELOs	Activité à réaliser en 2006. Fonds BAD disponibles pour 2 mois de consultation ("procédure de gestion des UNLA") Harmonisation des logiciels multi-projets/pays en cours de conception par la BM et des logiciels de comptabilité matière (MOR)
4.2.3	Concevoir et mettre en œuvre le plan de suivi des activités	Le calendrier des missions et réunions est exécuté à au moins 80%.  Le rapport annuel d'évaluation est disponible au Siège de la FAO.	<b>Calendrier exécuté à au moins 80%. En attendant la mise en place effective d'un système de suivi-évaluation du programme, l'état d'avancement du programme est disponible dans les documents de travail et rapports finaux de chaque réunion ELO et des Sessions de la CLCPRO.</b>  Besoins : Consultant.	CR, NPO & ELOs	Fonds BAD : consultant (2 mois) pour concevoir et mettre en place un système de suivi-évaluation du programme
4.3	Promouvoir et entretenir les relations avec les partenaires du programme				
4.3.1	Organiser des réunions de sensibilisation et d'information des bailleurs de fonds	Au moins 1 réunion est organisée. Comptes rendus des visites aux bailleurs de fonds.	<b>Nombreuses conférences téléphoniques avec la BM pour harmoniser le calendrier des réunions et coordonner les activités d'urgence et de lutte préventive.</b>	FAO & CR	Le Comité de pilotage se réunit annuellement et lettres d'invitations envoyées aux bailleurs de fonds Fonds dispo : BAD & FAO.
4.3.2	Établir des liens avec les partenaires techniques et scientifiques pouvant être impliqués dans le programme	Les bases de collaboration avec au moins 2 partenaires sont définies	<b>Activité non réalisée</b>	CR, NPO & ELOs	Liste des partenaires potentiels nationaux, régionaux et internationaux mise à jour

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Etat d'avancement en novembre 2006	Respon- sables	Remarques & suppositions
4.3.3	Définir et mettre en oeuvre un plan de communication au niveau régional et national	Un plan de communication au niveau régional (y compris site Internet CLCPRO/EMPRES) et national est élaboré fin 2006.	<b>Activité en cours de réalisation</b>  Consultants et Chargés de la communication des UNLA	CR & ELOs	Fonds disponibles sur FSP en plus de ceux de la BM Chargés de la communication identifiés par les UNLA Le plan de communication est mis en oeuvre les années suivantes.
4.4	Veiller à asseoir la durabilité de la lutte préventive en Région Occidentale	La nature et le niveau des contributions des pays sont connus fin 2009			Les pays contribuent à la lutte préventive.
4.4.0	Ré-évaluer les coûts récurrents	Les coûts indicatifs ré-actualisés sont disponibles par pays fin 2006	<b>Activité réalisée au Mali</b>	ELOs & CR	Chaque pays soumet à la CR une mise à jour des coûts récurrents du dispositif national de LP.
4.4.1	Sensibiliser les gouvernements sur la durabilité de la lutte préventive	Une UNLA est opérationnelle dans chaque pays fin 2008	<b>Les missions de la Coordination régionale EMPRES-RO au Niger, au Mali et en Mauritanie, ont fortement insisté auprès des hauts responsables (Ministère agriculture et Finance) sur la durabilité de la lutte préventive</b>	CR, FAO & ELOs	Se référer aux docs de projet de la BAD et de la BM..
4.4.2	Elaborer des mécanismes devant assurer la durabilité de la LP	Procédures de durabilité de la lutte préventive établies (plans de carrière du personnel, amortissement du matériel...)	<b>Activité non réalisée</b>  Consultant si besoin		A initier en 2006. Fonds BAD dispo (2 mois de consultation pour mener une étude sur la pérennisation du dispositif de LP).
4.5	Assurer une veille scientifique et technique	Des échanges d'infos scient. et tech. sont effectifs entre CR, FAO et pays	<b>Activité réalisée partiellement.</b> Besoins : abonnements (à des revues physiques et/ou électroniques) au niveau régional.	CR, FAO, NPO, ELOs	
4.6	Établir, en concertation avec les pays, des plans de gestion des risques et veiller à leur exécution				Activité Initiée en 2005. Étroite collaboration avec la BM. Fonds dispo : FSP & Italie (cf 3ème composante "contingency planning").

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Etat d'avancement en novembre 2006	Responsables	Remarques & suppositions
4.6.0	Organiser un atelier concernant les plans d'action nationaux pour la campagne 2005		<b>Activité réalisée en avril-mai 2005</b>	ELOs, CR, FAO & BM	
4.6.1	Initier la préparation de TdR concernant les plans de gestion des risques avec les partenaires		<b>Action non réalisée</b> Besoins : Consultants	FAO, CR, ELOs & NPO	Une réflexion sur les plans de gestion des risques initiée en 2007. Concertation avec la France (FSP), la BM & la BAD y compris la création d'un fonds d'urgence.
4.6.2	Formaliser les procédures de mobilisation et de redéploiement des ressources	Un manuel sur les procédures de mobilisation et de redéploiement des ressources est disponible fin 2008	<b>Activité non réalisée</b> Besoins : Consultants	CR & ELOs	
4.6.3	Mettre en place un budget pour les plans de gestion des risques	Un budget disponible dans chaque pays pour financer le plan de gestion des risques fin 2008		Gouvernements, ELOs & CR	voir résultats de l'activité 4.6.1
4.7	Renforcer la coopération avec le Programme EMPRES-Région Centrale et les Commissions	Au moins 2 activités (à identifier) conjointes sont conduites en 2006	<b>Participation du Secrétaire de la CRC et du Coordonnateur EMPRES/RC à la 4e réunion ELO/RO à Alger (Algérie). Participation du Secrétaire de la CLCPRO à la dernière réunion de la CRC à Doha (Qatar).</b>	CR	
5.1	Identifier les capacités et les besoins en formation au niveau des pays.				La réalisation de ces 3 sous-activités dépend de la rapidité de réponse des ELOs RO.
5.1.1	Recenser les compétences existantes	Tous les pays ont fourni à la CR des informations sur les compétences existantes avant fin juin 2006	<b>Activité réalisée au Sénégal, au Mali et au Maroc</b>	ELOs, CR & NPO	
5.1.2	Définir les thèmes de formation	Tous les pays ont fourni à la CR des informations sur les besoins en formation avant fin juin 2006	<b>Activité réalisée par le Mali et le Maroc</b>	ELOs & CR	
5.1.3	Identifier les structures d'accueil adaptées	Tous les pays ont fourni à la CR des informations sur les structures d'accueil avant fin juin 2006	<b>Activité non réalisée</b>	ELOs & CR	

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Etat d'avancement en novembre 2006	Responsables	Remarques & suppositions
5.2	Établir un plan de formation harmonisé au niveau régional	Un plan de formation régional est disponible fin 2006	<b>Activité non réalisée en raison de la non disponibilité de toutes les données de base</b>  Besoins : 2 mois de consultation.	ELOs & CR	Plan réalisé en 2005 dans le Sahel dans le cadre des projets d'urgence. Inventaire de toutes les sessions en cours en 2006 Fonds dispo BAD (2 mois de consultation pour élaborer un plan concerté de formation harmonisé au niveau régional) & FSP
5.3	Mettre en œuvre le plan de formation	Au moins un atelier de formation régional est réalisé	<b>Activité non réalisée</b>  4 mois de consultation  Besoins : Frais de voyage des participants et d'organisation de la formation Equipement divers et consultants si besoin	FAO, CR, ELOs & NPO	Besoins couverts en 2005 par les fonds d'urgence. Fonds identifiés pour réaliser en octobre 2006 une formation régionale au bénéfice des pays d'Afrique du NO.
5.3.1	Former des formateurs	3 formateurs par pays d'Afrique du Nord-Ouest sont formés en 2006.			3 formateurs par pays du Sahel formés en 2005 (couverts par les projets d'urgence en 2005).
5.3.2	Élaborer des supports pédagogiques	Les supports sont finalisés en français et en arabe avant octobre 2006	<b>Activité non réalisée</b> Consultant (y compris traducteur) si besoin.	CR & FAO	Fonds BAD (2 mois de consultation- 2ème année du projet)
5.3.3	Réaliser les plans de formation national et régional	Au moins un atelier national dans chacun des pays de la LF et un atelier régional réalisés	<b>Activité réalisée</b>	CR, FAO & ELOs	Formations réalisées dans chaque pays du Sahel (90 pers. formées/pays) en 2005
5.3.4	Faire le suivi-évaluation des formations	Au moins deux visites de terrain sont réalisées entre juillet et octobre 2006	<b>Deux visites de terrain réalisées en Mauritanie et au Mali</b>  Consultants si besoin	ELOs, CR & NPO	
5.4	Stimuler l'échange d'expertise dans la région et entre les régions	Au moins 2 visites d'échange sont réalisées en RO et entre les 2 régions avant fin 2006	<b>Activité réalisée en Région Occidentale : plusieurs visites réalisées au CNLAA Maroc et Mauritanie.</b> <b>Le Directeur du CNLAA d'Egypte a visité le Maroc et la Mauritanie</b>	CR	



Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Etat d'avancement en novembre 2006	Respon- sables	Remarques & suppositions
5.5	Promouvoir la diffusion et l'acquisition de l'information technique	Publications et rapports techniques diffusés	<b>Echanges de mails, transmission de documents</b>	CR	
6.1	Identifier les thèmes de recherche appliquée utiles à la lutte préventive				
6.1.1	Compléter l'état des lieux sur les recherches réalisées dans la RO (Mali, Niger, Sénégal, Tchad)	1. Un document provisoire pour chacun des 4 pays (Mali, Niger, Sénégal, Tchad) sur les travaux de recherche est élaboré avant fin 2006. 2. Une liste des travaux de recherche réalisés dans la RO est extraite de diverses bases de données internationales avant fin 2006.	<b>Les consultant s ont été identifiés au Mali, au Sénégal et au Tchad et pas encore au Niger</b>  Besoins : 4 consultants nationaux (2 mois chacun ; 1 par pays) et un consultant international pour faire la synthèse des travaux (1 mois)	ELOs & CR CR	Fonds dispo : BAD (4 mois de consultant international) et BM
6.1.2	Faire la synthèse des travaux de recherche réalisés en RO, identifier des thèmes de recherche complémentaires et établir des priorités.	Une première liste de thèmes prioritaires de recherche est élaborée et diffusée avant mi-2007.	<b>Activité en instance de réalisation : réponse du Niger attendu pour l'activité 6.1.1</b>  2 consultants (1 mois chacun)		
6.1.3	Organiser un atelier régional de renforcement du programme de recherche	Des thèmes de recherche sont identifiés en 2007	<b>Activité non réalisée</b>  Frais de voyage des participants et d'organisation de l'atelier. Consultant si besoin	CR & AGPP	
6.1b	Initier des travaux de recherche parmi les thèmes prioritaires				Fonds BM, FIDA, FFEM (?), GER, JPN et USAID disponibles
6.1 bis.1	Réaliser des expérimentations sur les méthodes de lutte alternative	Au moins une expérimentation est réalisée avant fin 2006.	<b>Essais avec le Green Muscle® réalisé en Mauritanie en novembre 2006</b>	CR & ELOs	

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Etat d'avancement en novembre 2006	Responsables	Remarques & suppositions
6.1. bis.2	Initier des recherches sur l'amélioration des techniques de prospection et d'évaluation des infestations	Au moins une étude est initiée avant fin 2006	<b>Activité non réalisée</b> Besoins : 1 mois de consultation et 1 contrat	CR	
6.1. bis.3	Mettre au point et valider des méthodes d'analyse des images satellites pour le suivi des aires grégarigènes et l'alerte précoce	Des termes de référence précis sont définis et des travaux ont démarré avant fin 2006	<b>Termes de référence élaborés par le DLIS et soumis à la France pour financement par le FFEM ; aucune réponse à ce jour</b>  Besoins : contrats et/ou consultations	DLIS & CR	Fonds FFEM (volet 1.24 : contrats avec l'OSS, le CIRAD, l'ACMAD, AGRHYMET) <sup>5</sup>
6.2.	Renforcer les capacités de recherche dans la RO				Fonds BAD
6.2.1	Mettre en œuvre des activités à la station d'Akjoujt	Au moins une activité de recherche est réalisée avant fin 2006	<b>Aucune activité réalisée faute de proposition de projets de recherche</b>  Besoins : identifier le thème de recherche le plus adéquat et réaliste, le(s) candidat(s) potentiel(s) et les conditions minimales requises pour permettre la réalisation de cette activité au plus vite.	FAO, CR, NPO et ELO MAU	Fonctionnement assuré par la FAO
6.2.2	Développer des fonds bibliographiques au niveau des UNLA	Nombre d'ouvrages disponibles dans chaque UNLA transmis à la CR avant fin 2006	<b>Activité non réalisée</b> Besoins : frais de reproduction, envoi et achats	ELOs	Y compris le fonds documentaire de l'OCLALAV
6.2.3	Rapatrier des copies des travaux de recherche dans les pays concernés	Accès établi aux portails des universités concernées	<b>Activité non réalisée par manque d'estimation financière</b> Besoins : frais d'envoi & d'accès	ELOs	Fonds documentaire COPR/NRI : voir avec MAOB possibilité financement BM
6.3.	Assurer la coordination et la complémentarité des activités de recherche opérationnelle entre les pays et avec la région centrale	Concertation permanente entre les pays de la RO et avec la région centrale.	<b>Concertation entre les deux régions lors des sessions</b>	CR	
6.4.	Stimuler l'échange d'expertise et promouvoir la diffusion des résultats de la recherche opérationnelle	Résultats d'une enquête de satisfaction réalisée auprès des pays et de la CR disponibles et site Internet de la CLCPRO/EMPRES développé	<b>Activité non réalisée</b>	CR	Encourager la participation aux séminaires internationaux

4 Définition de méthodologies de travail relatives à l'exploitation de l'imagerie satellitaire pour des applications directement opérationnelles.

5 Le DLIS sera responsable de coordonner les chantiers suivants : réalisation d'un fond de carte (OSS), installation et suivi de stations météo semi-automatiques (ACMAD), études permettant de confronter les données météo et les données sur la végétation (AGRHYMET), test et mise au point d'une méthodologie fiable pour accéder à une définition des zones à risques acridiens sur une base temporelle décennale (CIRAD).

**ANNEXE II. Recommandations formulées lors de la 4<sup>ème</sup> réunion des Chargés de liaison et validées par le Comité de pilotage en mars 2006 à Alger**

1. Conformément à l'accord EMPRES entre les Gouvernements et la FAO, et l'accord de création de la CLCPRO signés par les pays, les UNLA doivent être dotées d'une autonomie administrative, financière et décisionnelle. Il est recommandé que cette autonomie soit effective avant fin 2006.
2. Les UNLA doivent être dotées, en situation de rémission, d'un budget de fonctionnement qui sera progressivement pris en charge par les Etats.
3. Les UNLA doivent s'engager à assurer une gestion durable des ressources et des équipements acquis pendant l'urgence 2003-2005, y compris des véhicules.
4. Les UNLA doivent s'engager à assurer la coordination entre bailleurs de fonds au niveau national pour assurer la mise en œuvre du plan national de lutte antiacridienne. La CLCPRO et la FAO doivent poursuivre leurs efforts dans ce sens à l'échelle internationale.
5. La Coordination régionale et les UNLA doivent poursuivre leurs efforts pour promouvoir des méthodes de lutte antiacridienne respectueuses de la santé et de l'environnement.
6. La FAO doit coordonner les activités environnementales initiées par le siège avec les responsables des UNLA des pays concernés et la Coordination régionale du programme EMPRES-RO. Plus spécifiquement, le chargé national de suivi environnemental devra systématiquement relever des UNLA.
7. La Coordination régionale et les UNLA doivent considérer la professionnalisation de la lutte antiacridienne comme un élément crucial de la stratégie de surveillance et de lutte contre le Criquet pèlerin.
8. La création d'un "Fonds d'urgence national pour le Criquet pèlerin" au niveau de chaque pays.
9. La tenue d'une réunion ministérielle des pays membres de la CLCPRO en vue de sensibiliser davantage les Autorités nationales sur la durabilité de la lutte préventive au niveau de la région.
10. Le renforcement du DLIS pour améliorer la fourniture régulière et rapide des informations liées à la surveillance et l'alerte précoce à travers les bulletins, les prévisions et les alertes, la formation y afférente et le développement de nouvelles technologies.
11. La définition de quelques actions de recherche prioritaires pour la Région Occidentale et leur réalisation dans les meilleurs délais.
12. Un appui particulier devra être fourni au Tchad pour l'aider à surmonter les difficultés actuelles auxquelles sont confrontées l'Unité centrale de lutte antiacridienne et les équipes
13. L'utilisation de la fiche prospection/lutte de la Région Occidentale devra se poursuivre en période de rémission, même si un nombre inférieur de champs est nécessaire pour *eLocust2*. En outre, le format de *eLocust2* doit être élargi pour intégrer tous les champs de la fiche.
14. L'élaboration du plan de formation régional pour fin 2006 n'entravera pas le déroulement des formations nationales déjà planifiées dont l'inventaire exhaustif devra être communiqué à la Coordination régionale. Ces formations nationales doivent être assurées en priorité par les maîtres formateurs ayant participé à l'atelier régional de Niamey (2005).

**ANNEXE III. Mesures prises pour assurer le suivi des recommandations formulées lors de la 1<sup>ère</sup> réunion du Comité de pilotage de mars 2006 à Alger**

Recommandations	Suivi
<p><b>R-1</b> : Suite aux interrogations sur le bureau sous-régional de Dakar, revoir le schéma de gestion du Programme EMPRES en Région occidentale afin de l'inscrire dans la logique de la lutte préventive, conformément aux documents de base du Programme</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le bureau sous-régional de Dakar n'est plus fonctionnel, le schéma de gestion EMPRES-RO a été revu</li> <li>➤ Les ressources humaines seront affectées au siège de la CLCPRO/Coordination EMPRES-RO basé à Alger</li> </ul>
<p><b>R-2</b> : Suite à l'évolution récente du dispositif de surveillance et de lutte préventive et à l'augmentation des coûts opérationnels récurrents par rapport aux prévisions initiales, s'assurer rapidement de l'accord des pays quant aux conséquences financières que cette augmentation induira sur leur budget national</p>	<p>Deux pays de la ligne de front, Mali et Mauritanie, ont déjà pris en considération cette recommandation en affectant annuellement à leurs Unités nationales, devenues autonomes, la totalité ou une grande partie des moyens financiers requis. Le Niger et le Tchad sont invités à faire de même</p>
<p><b>R-3</b> : Insérer les contributions des pays à la lutte préventive dans le budget annuel du programme EMPRES</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les pays de la LF inscriront les contributions de leur pays dans le budget annuel EMPRES</li> </ul>
<p><b>R-4</b> : Les pays concernés sont invités à s'engager à prendre en charge progressivement les frais récurrents du programme</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Voir réponse à la R2</li> </ul>
<p><b>R-5</b> : Les représentants des pays au sein du Comité de pilotage doivent être des responsables disposant d'un pouvoir décisionnel (et, autant que possible, des responsables des ministères des finances ou du plan)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mali et Tchad l'ont fait. Le Maroc a décidé de se faire représenter par son Directeur du CNLAA. Le Sénégal préfère se faire représenter par un représentant du Ministère de l'agriculture. Les autres pays n'ont donné suite à cette recommandation malgré le rappel de la CR le 17 octobre 2006</li> </ul>

Recommandations	Suivi
<p><b>R-6</b> : La représentation des pays auprès du Comité de pilotage devra être nominative dans le but d'assurer une continuité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le Mali, le Maroc et le Tchad ont désigné nominativement leur représentant. Les autres pays ne l'ont pas encore fait</li> </ul>
<p><b>R-7</b> : Renforcer le Secrétariat de la CLCPRO pour lui permettre d'assurer pleinement la mission de coordination avec tous les partenaires du programme</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Installation d'un Assistant Technique mis à la disposition de la CLCPRO par la France depuis Novembre 2006 (projet français FFEM)</li> <li>➤ 2 postes P4-P3, financés par la BAD, sont en cours de recrutement. L'appel à candidature et la sélection sont déjà fait par la FAO/CLCPRO</li> </ul>
<p><b>R-8</b> : Mettre en place des mécanismes de durabilité du programme sur les plans national et régional</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ C'est un long processus qui évolue normalement sur le plan global. Les mécanismes de durabilité seront définis en 2007</li> </ul>
<p><b>R-9</b> : Rechercher auprès des bailleurs de fonds les moyens financiers nécessaires pour combler rapidement le déficit dans le budget annuel de l'année 2006</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La revue à mi-parcours du Projet AELP de la BM (tenue à Nouakchott, 11-15/12/2006) a permis de le faire pour de nombreux volets. En outre le projet FIDA et autres fonds disponibles permettront de couvrir toutes les activités ayant trait à l'environnement</li> </ul>
<p><b>R-10</b> : Inviter les pays à munir les UNLA d'un statut spécifique et à un niveau approprié afin de répondre au besoin d'une autonomie décisionnelle suffisante eu égard à la mission de l'unité et au travail particulier qu'accomplit son personnel</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Création du CNLAA (Mauritanie) et CNLCP (Mali) rattachés au Cabinet du Ministre</li> <li>➤ Efforts nécessaires pour Niger et Tchad</li> </ul>
<p><b>R-11</b> : Impliquer davantage les organisations socio-professionnelles agro-pastorales et chambres de l'agriculture et de l'élevage dans la sensibilisation des nomades pour la collecte des informations acridiennes, et des pouvoirs publics pour le renforcement durable des UNLA et de leur autonomie</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les pays devraient informer le Comité des actions entreprises dans ce sens</li> </ul>
<p><b>R-12</b> : Inviter les pays à réserver les moyens acquis dans le cadre de l'urgence 2003-2005 à une utilisation exclusive pour la lutte préventive contre le Criquet pèlerin</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Jusqu'à présent les moyens acquis pour la LAA sont toujours au service de la LAA.</li> </ul>

**ANNEXE IV. Schéma de planification des activités 2006-2009**

<p><b>SCHEMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITES (SPA)</b></p> <p>(calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)</p>	<p>Programme de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)</p>	<p><b>Période de planification:</b> 01/2006 – 12/2009</p>	<p><b>Schéma actualisé le:</b> 28/02/2006</p>
	<p>Résultat n° 1: <b>Un dispositif de surveillance et d'alerte précoce est opérationnel.</b></p>		

**Indicateur : dans chaque pays, les UNLA travaillent selon des normes définies dans le cadre d'un plan de gestion des risques et sur la base de données écologiques pertinentes fin 2008.**

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs/jalons	Calendrier				Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
		2006	2007	2008	2009					
1.1	Établir une méthodologie harmonisée de surveillance et d'alerte précoce	Un document de méthodologie de surveillance et d'alerte précoce standard pour la RO est élaboré et validé début 2007						CR	Collaboration avec les ELOs. Harmoniser avec la FAO	
1.1.1	<b>Améliorer les modalités d'utilisation de la fiche standard de collecte et de diffusion de l'information en fonction de la situation</b>	1) Un document de synthèse, élaboré par chaque ELO et la CR, est prêt pour la 5 <sup>ème</sup> réunion des ELOs  2) Les modalités d'utilisation de la fiche sont adoptées lors de la 4 <sup>ème</sup> réunion des ELOs en décembre 2006						n.a.	ELOs & CR	
1.1.2	Engager une réflexion sur les critères d'alerte précoce	Un document de synthèse est présenté et validé avant la 6 <sup>ème</sup> réunion des ELOs						1 Consultant pour 45 j	CR	Atelier de discussion et de validation du document Fonds BAD (2 mois de consultation pour améliorer les méthodes de surveillance)

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Calendrier				Besoins	Responsables	Remarques & suppositions
			2006	2007	2008	2009			
1.2	Établir par pays des plans annuels de surveillance et d'alerte précoce des zones de reproduction	1) <b>court terme</b> : un plan annuel de surveillance est transmis à la CR par tous les pays en 2006						ELOs	
		2) <b>long terme</b> : un plan annuel standard de surveillance existe et est appliqué dans chaque pays, et intègre des critères d'alerte précoce précis fin 2008.							ELOs
1.3	Affecter les moyens complémentaires nécessaires à chaque pays pour la réalisation des plans de surveillance et d'alerte précoce						Définir le nombre standard d'équipes de surveillance par pays de la LF en période de rémission (envoi d'un mail aux ELO début mars).	ELOs, gouvernements, CR & FAO	
1.3.1	Finaliser l'inventaire des équipements disponibles et complémentaires pour tous les pays	Inventaire soumis à la CR en mars 2006					Équipement léger de prospection	ELOs	Toute nouvelle acquisition doit être rapidement notifiée à la CR Un stock d'équipement de prospection est disponible au niveau de la CR
1.3.2	Livrer les équipements complémentaires identifiés	Les besoins de base sont satisfaits en juin 2006					Véhicules & équipement et matériel divers (radios, GPS, matériel de prospection & campement, cartes, etc).	CR & FAO	
1.3.3	Affecter les moyens humains nécessaires à la constitution des équipes	Les moyens complémentaires sont mis en place dans les pays de la LF avant la campagne estivale 2006						ELOs & gouvernements	Référence doc BAD Formation régionale (Niger) et nationales en 2005
1.4	Exécuter les plans annuels de surveillance et d'alerte précoce								
1.4.1	Exécuter les plans annuels de surveillance au niveau national	Tous les pays organisent des prospections annuelles pendant les périodes de reproduction					Frais de fonctionnement des équipes de prospection	CR & ELOs & gouvernements	Définir les lieux dans les plans annuels ;
1.4.2	Organiser des prospections conjointes	Des prospections conjointes sont organisées chaque année							

<b>SCHEMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITES (SPA)</b>  (calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)	Programme de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)	<b>Période de planification:</b> 01/2006 – 12/2009	<b>Schéma actualisé le:</b> 28/02/2006
	Résultat n° 2: <b>Des interventions rapides sont assurées dans chaque pays par les unités nationales conformément aux normes de contrôle qualité.</b>		

**Indicateur : fin 2006, les moyens humains et matériels sont disponibles ou mobilisables en temps utile dans les pays.**

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs/jalons	Calendrier				Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
		2006	2007	2008	2009				
2.1	Définir les procédures pour une intervention rapide	Un draft du manuel des procédures est disponible fin 2007					Consultant <sup>6</sup> (2 consultants internationaux, 1 spécialiste en acridologie et 1 en techniques d'application) pendant 1 mois	CR	Adapter le manuel aux pays si besoin.  Fonds dispo : BAD (2 mois)
2.2	Constituer les équipes d'intervention	les pays de la ligne de front disposent d'équipes d'intervention					Définir le nombre standard d'équipes d'intervention par pays de la LF en période de rémission  Frais de fonctionnement des équipes d'intervention	ELOs/CR	Couverture progressive par les gouvernements.
2.2.1	Élaborer les procédures de constitution et de mise en place des équipes mixtes transfrontalières	Un draft d'accord de cadre légal est en circulation entre les pays de la RO fin 2007.					Consultants : 1 juriste pour élaborer un protocole d'accord (2 mois) et 1 coordonnateur des activités de terrain (1 mois/an)	CR & ELOs	Un seul cadre pour la prospection et l'intervention  - élaboration d'un cadre légal de circulation des équipes mixtes (2 mois - 2ème année du projet) - coordination des équipes mixtes d'intervention (1 mois/an pendant les 4 années du projet)
2.3	Mettre en place les équipements (matériels, infrastructures, produits) nécessaires aux interventions rapides							ELOs, CR & FAO	
2.3.1	Finaliser l'inventaire des équipements disponibles & complémentaires pour tous les pays	Un inventaire est disponible en mars 2006						ELOs	
2.3.2	Acquérir et livrer les équipements identifiés	Les équipements sont livrés au besoin dans tous les pays					Équipement d'intervention & véhicules	CR & FAO	
2.3.3	Identifier les infrastructures à réhabiliter ou à construire	Les infrastructures à réhabiliter ou à construire sont identifiées mars 2006						ELOs	

<sup>6</sup> TdR : analyser les Directives sur le CP et les SOPs (existantes pour la RC) et les adapter pour la RO.



Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Calendrier				Besoins	Responsables	Remarques & suppositions
			2006	2007	2008	2009			
2.3.4	Réhabiliter et construire les infrastructures nécessaires	Infrastructures réhabilitées et construites dans les pays de la LF et au Sénégal fin 2009					Contrats & équipement (exhaure, bureau, solaire, etc)	ELOs & CR, FAO	
2.3.5	Créer les unités de maintenance des équipements	Les pays de la LF disposent d'au moins une unité de maintenance fin 2007					Affectation du personnel chargé de la maintenance des équipements et des moyens matériels et financiers nécessaires (à détailler).	Elos & CR/CsR	Former des techniciens en maintenance
2.4	Mettre en œuvre un plan de suivi environnemental et sanitaire et de qualité des traitements au niveau régional et national							Elos & CR	
2.4.1	Elaborer un cahier des charges par pays et l'harmoniser au niveau régional	Un cahier des charges est élaboré fin 2007 dans tous les pays					Consultants	CR & ELOs	Activité réalisée au niveau des pays de la LF et du Sénégal (Plan national de gestion environnemental AELP). Activité à initier au niveau régional.
2.4.2	Etablir l'inventaire des moyens disponibles et des besoins	La mise à jour de l'inventaire est transmise à la CR tous les 3 mois à partir de mi 2006						ELOs	Préciser l'état du matériel Quest
2.4.3	Acquérir les équipements	Les équipements identifiés sont disponibles fin 2007 au Mali, au Maroc, en Mauritanie, au Niger, au Tchad, au Sénégal et en Tunisie					Equipement consommable et non consommable	CR & FAO	Matériel Quest doit être stocké au niveau des UNLA
2.4.4	Affecter les moyens humains nécessaires	Chaque pays a nommé un Chargé de l'environnement avant fin 2005						Gouvernements & ELOs	Revoir la constitution et le fonctionnement des équipes Quest
2.4.5	Mettre en place les équipes nationales de contrôle qualité	Une équipe de contrôle qualité est mise en place dans chaque pays à partir de mi 2006					Frais de fonctionnement des équipes	ELOs	Besoins couverts en partie par les fonds d'urgence, la BAD et la BM.
2.4.6	Mettre en œuvre un programme de gestion des stocks de pesticides et des emballages	Un programme de gestion est initié au niveau des pays de la LF et le Sénégal pour mi 2006						CR	

<b>SCHÉMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITÉS (SPA)</b>  (calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)	Programme de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)	<b>Période de planification:</b> 01/2006 – 12/2009	<b>Schéma actualisé le:</b> 28/02/2006
	Résultat n° 3: <b>Un réseau opérationnel d'échange et de stockage d'information aux niveaux national, régional et international est mis en place.</b>		

**Indicateurs :****I.R.3.1. : toutes les unités nationales sont capables d'exploiter RAMSES et les images satellitaires fin 2007.****I.R.3.2. : le DLIS et la CR reçoivent chaque mois les bulletins « situation acridienne » de chacun des pays conformément au standard fin 2007.**

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs	Calendrier				Besoins	Responsables	Remarques & suppositions
		2006	2007	2008	2009			
3.1	Adapter et développer les procédures d'acquisition, de saisie, d'analyse et de diffusion de l'information							
3.1.1	Établir les protocoles d'accord avec la météo nationale et d'autres fournisseurs potentiels d'information					Contrats avec services météo	ELOs	Fonds BAD : 16 000\$ (forfait de 4 000\$/an pour acquisition de données météorologiques)
3.1.2	Acquérir et installer des stations météorologiques automatiques					Stations météorologiques automatiques Personnel pour fonctionnement et maintenance Formation Provision pour frais de fonctionnement	FAO, CR & ELO Mau	Activité à titre expérimental pour valider des méthodes de surveillance.  Fonds dispo: FFEM, BM (formation) & BAD : 165 000\$ (135 000 \$ pour achat de 9 stations <sup>7</sup> + 30 000\$ pour frais de maintenance des stations)
3.1.3	Mettre en place la diffusion régulière des images MODIS en complément de la diffusion déjà existante des images SPOT					Besoins (antennes paraboliques pour connexion internet et abonnement Internet) couverts dans le cadre de l'activité A.3.2.3  Logiciel (à installer dans les pays pour faciliter le téléchargement) et formation à l'utilisation du logiciel (voir remarques MAOB)	FAO/DLIS & CR	

<sup>7</sup> 2 pour la Mauritanie, 1 pour le Mali, 4 pour le Niger et 2 pour le Tchad.

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier				Besoins	Responsables	Remarques & suppositions
			2006	2007	2008	2009			
3.1.4	Assurer une assistance technique auprès des pays pour l'utilisation de RAMSES et des images satellites	Tous les pays diffusent régulièrement vers le DLIS leurs données brutes avec RAMSES fin 2007					Expert DLIS (missions de formation/recyclage et suivi dans les pays de la RO en fonction des besoins)	FAO/DLIS & CR	Renforcer le DLIS par un expert permanent spécialiste en SIG
3.1.5	Installer RAMSES et former le personnel à son utilisation en Libye et au Tchad	RAMSES est installé et deux personnes par pays sont capables de l'utiliser en 2007					Equipements divers et missions de l'expert DLIS pour installation/formation Les versions de RAMSES pour le Tchad et la Libye ont été développées en 2004. Le logiciel Arcview est déjà disponible au DLIS pour le Tchad ; il reste à acheter du matériel informatique si besoin.	DLIS & CR	L'installation de RAMSES au Tchad suppose au préalable la mise en place de moyens humains et matériels et celle en Libye la possibilité d'importer le logiciel Fonds dispo : BAD & FFEM
3.1.6	Traduire le manuel de RAMSES en français et réaliser un CDROM pédagogique	Ces documents sont élaborés et diffusés (RAMSES en 2006 et le CDROM en 2007)					Consultant et frais divers	DLIS & CR	Fonds FFEM si disponibles
3.1.7	Elaborer une nouvelle version de RAMSES en insérant de nouvelles fonctionnalités	Nouvelle version élaborée et envoyée dans tous les pays au cours de 2006						DLIS & CR	
3.1.8	Organiser une formation régionale sur l'utilisation avancée de RAMSES et des images satellites	Une formation est organisée avant été 2006						DLIS & CR	Organiser des ateliers de recyclage selon les besoins Fonds BAD
3.2	Mettre en place une cellule opérationnelle d'information au niveau de chaque unité nationale de lutte préventive	Les données et les bulletins sont transmis régulièrement à partir de 2005						ELOs & CR	Maintenir au niveau des UNLA, un personnel permanent
3.2.1	Réaliser un inventaire des besoins en matériel informatique et accès internet	Un inventaire élaboré en mars 2006						ELOs & CR	
3.2.2	Acquérir le matériel informatique nécessaires aux cellules d'information de tous les pays	Toutes les cellules disposent du matériel fin 2006					Matériel informatique	FAO & CR	Fonds BAD & FFEM
3.2.3	Mettre en place dans les pays où le besoin a été identifié des accès internet à haut débit	Toutes les cellules disposent d'un accès internet leur permettant de télécharger les images satellites régulièrement fin 2006					Antennes paraboliques et abonnement Internet	FAO, CR & ELOs	BAD : 11 000\$ pour parabole connexion Internet (MLI) + 8 000\$ pour abonnement Internet (2 000\$/an). FFEM : équipement parabolique pour liaison internet à haut débit (volet 1.3) pour MLI, MAU & NER Coordination nécessaire entre contributions pour la répartition par pays
3.2.4	Affecter le personnel nécessaire	Au moins deux personnes par pays sont formées et disponibles pour la saisie des informations dans RAMSES mi 2006					Suivi (par les ELOs, la CR & le NPO) de l'engagement des gouvernements à affecter le personnel nécessaire	Gouvernements & ELOs	

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier				Besoins	Responsables	Remarques & suppositions
			2006	2007	2008	2009			
3.3	Mettre en place une nouvelle technique de transmission des données via satellite	Une nouvelle technique de transmission des données via satellite est validée fin 2007							
3.3.1	Tester une nouvelle technique de transmission des données et de positionnement des équipes via satellite	Un prototype est testé et un document de synthèse évalue l'opérationnalité et les coûts associés à ce nouvel outil pour la fin 2005						DLIS & CR	réalisée en 2005
3.3.2	Acquérir le matériel de substitution au pack <i>eLocust</i>	Matériel acquis pour 4 pays fin 2005					Equipement	DLIS & CR	Réalisée pour 9 pays par le DLIS en 2005
3.3.3	Former le personnel à l'utilisation de la nouvelle version <i>eLocust</i>	Personnel formé dans au moins 4 pays fin 2006					Frais d'organisation de l'atelier de formation	DLIS & CR	Formation destinée aux 9 pays BAD : 20 000\$ (formation <sup>8</sup> )

<sup>8</sup> Ce montant correspond à la moitié de la provision BAD pour la formation aux "techniques de prospection et surveillance" (40 000\$).

<b>SCHÉMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITÉS (SPA)</b>  (calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)	Programme de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)	<b>Période de planification:</b> 01/2006 – 12/2009	<b>Schéma actualisé le:</b> 28/02/2006
	Résultat n° 4: <b>La coordination régionale est opérationnelle.</b>		

**Indicateurs :**

**I.R.4.1. : Les plans de travail annuels de la CR sont évalués et validés par le Comité de pilotage**

**I.R.4.2. : La CR dispose des moyens adéquats pour assumer pleinement son rôle fin 2006**

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs	Calendrier				Besoins	Responsables	Remarques & suppositions
		2006	2007	2008	2009			
4.1	Assurer la gestion administrative du programme EMPRES-RO	Un rapport administratif et financier est disponible et diffusé avant fin novembre de chaque année				Personnel (Assistant admin. & financier + Spécialiste suivi-évaluation) Équipement divers et frais de fonctionnement de la CR et la CsR	CR, FAO & NPO	Les modalités d'exécution des projets sont clarifiées par les bailleurs de fonds. Le <i>Programme Support Officer</i> et l' <i>Operation Clerk</i> identifiés et disponibles au siège FAO
4.2	Coordonner et suivre les activités techniques et scientifiques du programme					Assistant technique et consultants	CR	Fonds FAD, FSP/FFEM [et UE (projet d'urgence) – Projet terminé au 31/03/06]
4.2.0	Organiser la 1 <sup>ère</sup> réunion du Comité de pilotage EMPRES-RO	1 <sup>ère</sup> réunion organisée en 2006. Tableau de bord établi et validé en 2005 et mis à jour en 2006.				Frais de voyage des participants et d'organisation de la réunion	CR	Rem. : fonds d'urgence UE disponibles
4.2.0. bis	Préparer la révision budgétaire du projet BAD pour refléter l'évolution de la situation	Requête de révision de la liste des biens et services acceptée par la BAD					CR, FAO	Réunion de préparation et concertation avec les pays
4.2.1	Organiser un atelier pour harmoniser les méthodes de travail (lancement du programme)	Atelier organisé en 2006.				Frais de voyage des participants et d'organisation de l'atelier	CR	Conditions : 1) Les décaissements des fonds des différents projets sont effectifs (BAD et BM). 2) L'activité acridienne permet la tenue de l'atelier. Atelier intégré à la 4 <sup>e</sup> Réunion ELOs et au Comité de pilotage

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier				Besoins	Responsables	Remarques & suppositions
			2006	2007	2008	2009			
4.2.2	Élaborer un modèle de gestion administrative, comptable et financière de toutes les UNLA et l'adapter à chaque pays	Un modèle de gestion existe pour chaque UNLA en décembre 2006					Consultant (1) pour 2 mois	CR & ELOs	Activité à réaliser en 2006. Fonds BAD disponibles pour 2 mois de consultation ("procédure de gestion des UNLA") Harmonisation des logiciels multi-projets/pays en cours de conception par la BM et des logiciels de comptabilité matière (MOR)
4.2.3	Concevoir et mettre en œuvre le plan de suivi des activités	Le calendrier des missions et réunions est exécuté à au moins 80%. Le rapport annuel d'évaluation est disponible au Siège de la FAO.					Consultant	CR, NPO & ELOs	Fonds BAD : consultant (2 mois) pour concevoir et mettre en place un système de suivi-évaluation du programme
4.3	Promouvoir et entretenir les relations avec les partenaires du programme								
4.3.1	Organiser des réunions de sensibilisation et d'information des bailleurs de fonds	Au moins 1 réunion est organisée chaque année. Comptes rendus des visites aux bailleurs de fonds						FAO & CR	Harmoniser le calendrier des réunions avec la BM. Le Comité de pilotage se réunit annuellement et lettres d'invitation envoyées aux bailleurs de fonds Fonds dispo : BAD & FAO.
4.3.2	Établir des liens avec les partenaires techniques et scientifiques pouvant être impliqués dans le programme	Les bases de collaboration avec au moins 2 partenaires sont définies						CR, NPO & ELOs	Liste des partenaires potentiels nationaux, régionaux et internationaux mise à jour
4.3.3	Définir et mettre en œuvre un plan de communication au niveau régional et national	Un plan de communication au niveau régional (y compris site Internet CLCPRO/EMPRES) et national est élaboré fin 2006 et mis en œuvre les années suivantes.					Consultants et Chargés de la communication des UNLA	CR & ELOs	Fonds disponibles sur FSP en plus de ceux de la BM Chargés de la communication identifiés par les UNLA
4.4	Veiller à asseoir la durabilité de la lutte préventive en Région Occidentale	La nature et le niveau des contributions des pays sont connus fin 2009							Les pays contribuent à la lutte préventive.
4.4.0	Ré-évaluer les coûts récurrents	Les coûts indicatifs ré-actualisés sont disponibles par pays fin 2006						ELOs & CR	Chaque pays soumet à la CR une mise à jour des coûts récurrents du dispositif national de LP.

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier				Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			2006	2007	2008	2009				
4.4.1	Sensibiliser les gouvernements à la durabilité de la lutte préventive	Une UNLA autonome est opérationnelle dans chaque pays fin 2008						CR, FAO & ELOs	Se référer aussi aux docs de projet de la BAD et de la BM. Encourager les pays à finaliser les statuts des UNLA.	
4.4.2	Elaborer des mécanismes devant assurer la durabilité de la LP	Procédures de durabilité de la lutte préventive établies (plans de carrière du personnel, amortissement du matériel...)						Consultant si besoin	CR A initier en 2006. Fonds BAD dispo (2 mois de consultation pour mener une étude sur la pérennisation du dispositif de LP).	
4.5	Assurer une veille scientifique et technique	Des échanges d'infos scient. et tech. sont effectifs entre CR, FAO et pays						Abonnements (à des revues physiques et/ou électroniques) au niveau régional	CR, FAO, NPO, ELOs	
4.6	Établir, en concertation avec les pays, des plans de gestion des risques et veiller à leur exécution									Activité initier en 2005. Etroite collaboration avec la BM. Fonds dispo : FSP <sup>9</sup> & Italie (cf 3 <sup>ème</sup> composante "contingency planning")
4.6.0	Organiser un atelier concernant les plans d'action nationaux pour la campagne 2005	Plans d'action prêts avant la campagne estivale 2005						Frais de voyage des participants et d'organisation des réunions.	ELOs, CR, FAO & BM	Réunion réalisée fin avril 2005
4.6.1	Initier la préparation de TdR concernant les plans de gestion des risques avec les partenaires	Une réflexion sur les plans de gestion des risques initiée en 2007.						Consultants	FAO, CR, ELOs & NPO	Concertation avec la France (FSP), la BM & la BAD y compris la création d'un fonds d'urgence.
4.6.2	Formaliser les procédures de mobilisation et de redéploiement des ressources	Un manuel sur les procédures de mobilisation et de redéploiement des ressources est disponible fin 2008						Consultant(s)	CR & ELOs	
4.6.3	Mettre en place un budget pour les plans de gestion des risques	Un budget disponible dans chaque pays pour financer le plan de gestion des risques fin 2008							Gouvernements, ELOs & CR	voir résultats de l'activité 4.6.1
4.7	Renforcer la coopération avec le Programme EMPRES-Région Centrale et les Commissions	Au moins 2 activités (à identifier) conjointes sont conduites en 2006						Frais de voyage et d'organisation de réunions/missions conjointes.	CR	Collaboration avec EMPRES RC, CRC & CLCPRO

<sup>9</sup> Budget de 400 000 €

<p><b>SCHÉMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITÉS (SPA)</b></p> <p>(calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)</p>	<p>Programme de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)</p>	<p><b>Période de planification:</b> 01/2006 – 12/2009</p>	<p><b>Schéma actualisé le:</b> 28/02/2006</p>
	<p>Résultat n° 5: <b>Les capacités des ressources humaines des unités nationales sont renforcées.</b></p>		

**Indicateurs :**

**I.R.5.1. : au moins 80% des équipes sont capables d'appliquer les bonnes pratiques disponibles**

**I.R.5.2. : au moins 4 ateliers régionaux de formation sont organisés avant 2009**

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier				Besoins	Responsables	Remarques & suppositions
			2006	2007	2008	2009			
5.1	Identifier les capacités et les besoins en formation au niveau des pays.								La réalisation de ces 3 sous-activités dépend de la rapidité de réponse des ELOs RO.
5.1.1	Recenser les compétences existantes	Tous les pays ont fourni à la CR des informations sur les compétences existantes avant fin juin 2006						ELOs, CR & NPO	Rem. : formations sur deux ans
5.1.2	Définir les thèmes de formation	Tous les pays ont fourni à la CR des informations sur les besoins en formation avant fin juin 2006						ELOs & CR	
5.1.3	Identifier les structures d'accueil adaptées	Tous les pays ont fourni à la CR des informations sur les structures d'accueil avant fin juin 2006						ELOs & CR	
5.2	Établir un plan de formation harmonisé au niveau régional	Un plan de formation régional est disponible fin 2006					2 mois de consultation	ELOs & CR	Plan réalisé en 2005 dans le Sahel dans le cadre des projets d'urgence. Inventaire de toutes les sessions en cours en 2006 Fonds dispo BAD (2 mois de consultation pour élaborer un plan concerté de formation harmonisé au niveau régional) & FSP



Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier				Besoins	Responsables	Remarques & suppositions
			2006	2007	2008	2009			
5.3	Mettre en œuvre le plan de formation	Au moins un atelier de formation régional est réalisé chaque année					4 mois de consultation	CR & FAO	Besoins couverts en 2005 par les fonds d'urgence. Fonds identifiés pour réaliser en octobre 2006 une formation régionale au bénéfice des pays d'Afrique du NO.
5.3.1	Former des formateurs	3 formateurs par pays d'Afrique du Nord-Ouest sont formés en 2006.					Frais de voyage des participants et d'organisation de la formation Equipement divers et consultants si besoin	FAO, CR, ELOs & NPO	3 formateurs par pays du Sahel formés en 2005 (couverts par les projets d'urgence en 2005).
5.3.2	Élaborer des supports pédagogiques	Les supports sont finalisés en français et en arabe avant octobre 2006					Consultant (y compris traducteur) si besoin	CR & FAO	Fonds BAD (2 mois de consultation pour élaborer un manuel de formation – 2 <sup>ème</sup> année du projet)
5.3.3	Réaliser les plans de formation nationaux et régionaux	Au moins un atelier national dans chacun des pays de la LF et un atelier régional réalisés					Frais de voyage des participants et d'organisation des formations Equipement divers et consultants si besoin	CR, FAO & ELOs	Formations réalisées dans chaque pays du Sahel (90 pers. formées/pays) en 2005
5.3.4	Faire le suivi-évaluation des formations	Au moins deux visites de terrain sont réalisées entre juillet et octobre 2006					Consultants si besoin	ELOs, CR & NPO	Reliquats des projets d'urgence
5.4	Stimuler l'échange d'expertise dans la région et entre les régions	Au moins 2 visites d'échange sont réalisées en RO et entre les 2 régions avant fin 2006					Frais de voyage des experts	CR	Les bénéficiaires doivent présenter leur expérience à la 5ème Réunion ELO.
5.5	Promouvoir la diffusion et l'acquisition de l'information technique	Publications et rapports techniques diffusés						CR	Echanges de mails, transmission de docs

<b>SCHÉMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITÉS (SPA)</b>  (calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)	Programme de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)	<b>Période de planification:</b> 01/2006 – 12/2009	<b>Schéma actualisé le:</b> 28/02/2006
	Résultat n° 6: <b>Un programme de recherche opérationnelle est défini et initié.</b>		

**Indicateurs :**

**I.R.6.1. : au moins 3 thèmes de recherche sont initiés et une expérimentation est réalisée fin 2006**

**I.R.6.2. : au moins une station de recherche régionale est opérationnelle et 2 unités de recherche nationales sont fonctionnelles fin 2007**

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier				Besoins	Responsables	Remarques & suppositions
			2006	2007	2008	2009			
6.1	Identifier les thèmes de recherche appliquée utiles à la lutte préventive								
6.1.1	Compléter l'état des lieux sur les recherches réalisées dans la RO (Mali, Niger, Sénégal, Tchad)	1. Un document provisoire pour chacun des 4 pays (Mali, Niger, Sénégal, Tchad) sur les travaux de recherche est élaboré avant fin 2006. 2. Une liste des travaux de recherche réalisés dans la RO est extraite de diverses bases de données internationales avant fin 2006.					4 consultants nationaux (2 mois chacun ; 1 par pays) et un consultant international pour faire la synthèse des travaux (1 mois)	ELOs & CR	Fonds dispo : BAD (4 mois de consultant international) et BM
6.1.2	Faire la synthèse des travaux de recherche réalisés en RO, identifier des thèmes de recherche complémentaires et établir des priorités.	Une première liste de thèmes prioritaires de recherche est élaborée et diffusée avant mi-2007.					2 consultants (1 mois chacun)	CR	
6.1.3	Organiser un atelier régional de renforcement du programme de recherche	Des thèmes de recherche sont identifiés en 2007					Frais de voyage des participants et d'organisation de l'atelier. Consultant si besoin	CR & AGPP	ELOs et Institutions de recherche impliqués dans la réflexion. Fonds dispo : BAD (12 000\$).
6.1b	Initier des travaux de recherche parmi les thèmes considérés comme prioritaires								Fonds BM, FIDA, FFEM (?), GER, JPN et USAID disponibles
6.1 bis.1	Réaliser des expérimentations sur des méthodes de lutte alternative	Au moins une expérimentation est réalisée avant fin 2006.					2 consultants internationaux et 2 nationaux. Frais et moyens d'opération.	CR & ELOs	Condition : présence de cibles acridiennes appropriées. Fonds BM, FIDA, FFEM (?), GER, JPN et USAID disponibles

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier				Besoins	Responsables	Remarques & suppositions
			2006	2007	2008	2009			
6.1. bis.2	Initier des recherches sur l'amélioration des techniques de prospection et d'évaluation des infestations	Au moins une étude est initiée avant fin 2006					1 mois de consultation et 1 contrat	CR	Condition : présence de populations acridiennes appropriées.
6.1. bis.3	Mettre au point et valider des méthodes d'analyse des images satellites pour le suivi des aires grégarigènes et l'alerte précoce	Des termes de référence précis sont définis et des travaux ont démarré avant fin 2006					Contrats et/ou consultations	DLIS & CR	Fonds dispo : FFEM (volet 1.2 <sup>10</sup> : contrats avec l'OSS, le CIRAD, l'ACMAD, AGRHYMET) <sup>11</sup>
6.2.	Renforcer les capacités de recherche dans la RO								Fonds dispo : BAD
6.2.1	Mettre en œuvre des activités à la station d'Akjoujt	Au moins une activité de recherche est réalisée avant fin 2006					Frais de fonctionnement/entretien de la station.	FAO, CR, NPO et ELO MAU	Fonctionnement assuré par la FAO
6.2.2	Développer des fonds bibliographiques au niveau des UNLA	Nombre d'ouvrages disponibles dans chaque UNLA transmis à la CR avant fin 2006					Frais de reproduction, envoi et achats	ELOs & CR	Rem. : y compris le fonds documentaire de l'OCLALAV
6.2.3	Rapatriner des copies des travaux de recherche dans les pays concernés	Accès établi aux portails des universités concernées					Frais d'envoi & d'accès	ELOs & CR	Fonds documentaire COPR/NRI : Rem. voir avec MAOB possibilité financement BM
6.3.	Assurer la coordination et la complémentarité des activités de recherche opérationnelle entre les pays et avec la région centrale	Concertation permanente entre les pays de la RO et avec la région centrale.						CR	
6.4.	Stimuler l'échange d'expertise et promouvoir la diffusion des résultats de la recherche opérationnelle	Résultats d'une enquête de satisfaction réalisée auprès des pays et de la CR disponibles et site Internet de la CLCPRO/EMPRES développé						CR	Encourager la participation aux séminaires internationaux.

<sup>10</sup> Définition de méthodologies de travail relatives à l'exploitation de l'imagerie satellitaire pour des applications directement opérationnelles.

<sup>11</sup> Le DLIS sera responsable de coordonner les chantiers suivants : réalisation d'un fond de carte (OSS), installation et suivi de stations météo semi-automatiques (ACMAD), études permettant de confronter les données météo et les données sur la végétation (AGRHYMET), test et mise au point d'une méthodologie fiable pour accéder à une définition des zones à risques acridiens sur une base temporelle décennale (CIRAD).

**ANNEXE V. Plan d'opération du programme EMPRES- RO pour l'année 2007**

<p><b>SCHEMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITES (SPA)</b>  (calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)</p>	<p>Programme de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)</p>	<p><b>Période de planification:</b> 01/2007 - 12/2007</p>	<p><b>Schéma élaboré le:</b> 07/12/2006</p>
	<p>Résultat n° 1: <b>Un dispositif de surveillance et d'alerte précoce est opérationnel.</b></p>		

**Indicateur : dans chaque pays, les UNLA travaillent selon des normes définies dans le cadre d'un plan de gestion des risques et sur la base de données écologiques pertinentes fin 2008.**

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs/jalons	Calendrier												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
1.1	Établir une méthodologie harmonisée de surveillance et d'alerte précoce																CR	Collaboration avec les ELOs.
1.1.1	Améliorer les modalités d'utilisation de la fiche standard de collecte et de diffusion de l'information en fonction de la situation																ELOs & CR	
1.1.2	Engager une réflexion sur les critères d'alerte précoce														Panel d'experts et éventuellement consultant	CR	Fonds BAD (2 mois de consultation pour améliorer les méthodes de surveillance)	
1.2	Établir par pays des plans annuels de surveillance et d'alerte précoce des zones de reproduction															ELOs		
																ELOs		

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Calendrier												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
1.3	Affecter les moyens complémentaires nécessaires à chaque pays pour la réalisation des plans de surveillance et d'alerte précoce																ELOs, Gouvernements, CR & FAO	
1.3.1	Finaliser l'inventaire des équipements disponibles et complémentaires pour tous les pays	Inventaire soumis à la CR en octobre 2007															ELOs/FAO	Toute nouvelle acquisition doit être rapidement notifiée à la CR
1.3.2	Livrer les équipements complémentaires identifiés	Les besoins complémentaires sont satisfaits en juin 2007														Véhicules & équipement et matériel divers (radios, GPS, matériel de prospection & campement, cartes, etc).	CR & FAO + Coordonateurs AELP	
1.3.3	Affecter les moyens humains nécessaires à la constitution des équipes	Les moyens complémentaires sont mis en place dans les pays de la LF avant la campagne estivale 2007														voir 1.3.1	ELOs & gouvernements	Référence doc BAD
1.4	Exécuter les plans annuels de surveillance et d'alerte précoce																	
1.4.1	Exécuter les plans annuels de surveillance au niveau national	Tous les pays organisent des prospections pendant les périodes de reproduction														Frais de fonctionnement des équipes de prospection pour le Sénégal/Mauritanie, Mali/Mauritanie et Niger/Mali	ELOs & CR, Coordonateurs AELP	Fonds BAD, AELP et Gouvernements
1.4.2	Organiser des prospections conjointes	Des prospections conjointes sont organisées : Sénégal/Mauritanie, Mali/Mauritanie et Niger/Mali																

<p><b>SCHÉMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITÉS (SPA)</b></p> <p>(calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)</p>	<p>Programme de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)</p>	<p><b>Période de planification:</b> 01/2007 – 12/2007</p>	<p><b>Schéma élaboré le:</b> 07/12/2006</p>
	<p>Résultat n° 2: <b>Des interventions rapides sont assurées dans chaque pays par les unités nationales conformément aux normes de contrôle qualité.</b></p>		

**Indicateur : fin 2006, les moyens humains et matériels sont disponibles ou mobilisables en temps utile dans les pays.**

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs/jalons	Calendrier												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
2.1	Définir les procédures pour une intervention rapide	Un draft du manuel des procédures est disponible octobre 2007														Panel d'experts et éventuellement consultant	CR	Adapter le manuel aux pays si besoin. Fonds disponibles : BAD (2 mois)
2.2	Constituer les équipes d'intervention	les pays de la ligne de front disposent d'équipes d'intervention pour la campagne estivale 2007														Frais de fonctionnement des équipes d'intervention	ELOs/CR & Coordonnateurs AELP	Fonds BAD, AELP & et Gouvernements
2.2.0	Définir le nombre standard d'équipes d'intervention par pays de la LF en période de rémission	Le nombre d'équipes est validé au cours de la 4 <sup>ème</sup> réunion ELos															ELOs/CR	
2.2.1	Élaborer les procédures de constitution et de mise en place des équipes mixtes transfrontalières	Un draft d'accord de cadre légal est en circulation entre les pays de la RO en octobre 2007.														Consultants : 1 juriste pour élaborer un protocole d'accord (2 mois) et 1 coordonnateur des activités de terrain (1 mois/an)	CR & ELOs	Fonds disponibles : BAD - élaboration d'un cadre légal de circulation des équipes mixtes (2 mois - 2ème année du projet) - coordination des équipes mixtes d'intervention (1 mois/an pendant les 4 années du projet)

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Calendrier												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
2.3	Mettre en place les équipements (matériels, infrastructures, produits) nécessaires aux interventions rapides																CR, ELOs & FAO	
2.3.1	Finaliser l'inventaire des équipements disponibles & complémentaires pour tous les pays	Un inventaire réactualisé est disponible en mars 2007															ELOs	
2.3.2	Acquérir et livrer les équipements identifiés	Les équipements sont livrés au besoin dans tous les pays														Equipement d'intervention & véhicules	CR,FAO& Coordonnateurs AELP	
2.3.3	Identifier les infrastructures à réhabiliter ou à construire	Les infrastructures à réhabiliter ou à construire sont identifiées mars 2006															ELOs	.Activité réalisée
2.3.4	Réhabiliter et construire les infrastructures nécessaires	1) Construction et réhabilitation de magasins centraux de stockage de pesticides 2) Début de la réhabilitation et de la construction des infrastructures dans les pays de la LF et au Sénégal à partir de mars 2006														Contrats & équipement (exhaure, bureau, solaire, etc)	ELOs, CR, FAO& Coordonnateurs AELP	Processus en cours et variable en fonction des pays
2.3.5	Créer les unités de maintenance des équipements	Les pays de la LF disposent d'au moins une unité de maintenance fin 2007														Affectation du personnel chargé de la maintenance des équipements et des moyens matériels et financiers nécessaires (à détailler).	Elos & CR	Former des techniciens en maintenance
2.4	Mettre en œuvre un plan de suivi environnemental et sanitaire et de qualité des traitements au niveau régional et national	Plan de gestion environnemental est mis en œuvre															Elos & CR	

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Calendrier												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
2.4.1	Elaborer un cahier des charges par pays et l'harmoniser au niveau régional	Plan de gestion environnemental harmonisé au niveau régional														Consultants	CR , ELOs & FAO	Activité réalisée au niveau des pays de la LF et du Sénégal (Plan national de gestion environnemental AELP). Activité à initier au niveau des pays d'Afrique du Nord. Fonds : FFEM, CLCPRO	
2.4.2	Etablir l'inventaire des moyens disponibles et des besoins	La mise à jour de l'inventaire est transmise à la CR en mars 2007																ELOs	Renforcer le matériel Quest
2.4.3	Acquérir les équipements	Les équipements identifiés sont disponibles fin 2007															Equipement consommable et non consommable	CR, FAO & Coordonnateurs AELP	- Le matériel doit être stocké au niveau des UNLA - Les équipements identifiés sont disponibles fin 2007 dans tous les pays.
2.4.4	Affecter les moyens humains nécessaires	Chaque pays a nommé un Chargé de l'environnement avant octobre 2007																Gouvernements & ELOs	Cf. accord BAD Mali a déjà désigné le chargé de l'environnement
2.4.5	Mettre en place les équipes nationales de contrôle qualité	Une équipe de contrôle qualité est mise en place dans chaque pays															Frais de fonctionnement des équipes	ELOs, FAO, Co. AELP	Revoir la constitution et le fonctionnement des équipes Quest
2.4.6	Mettre en œuvre un programme de gestion des stocks de pesticides et des emballages	Un programme de gestion est exécuté au niveau des pays de la LF et le Sénégal															Construction de magasins de stockage Consultants.	CR, FAO, ELOs & Coordonnateurs AELP	Fonds : FAO, Gouvernements, AELP. Besoins couverts en partie par les fonds d'urgence, la BAD et la BM.



<p align="center"><b>SCHEMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITES (SPA)</b></p> <p>(calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)</p>	<p align="center">Programme de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)</p>	<p align="center"><b>Période de planification:</b> 01/2007 - 12/2007</p>	<p align="center"><b>Schéma élaboré le:</b> 07/12/2006</p>
	<p align="center"><b>Résultat n° 3: Un réseau opérationnel d'échange et de stockage d'information aux niveaux national, régional et international est mis en place.</b></p>		

**Indicateurs :**

**I.R.3.1. : toutes les unités nationales sont capables d'exploiter RAMSES et les images satellitaires fin 2007.**

**I.R.3.2. : le DLIS et la CR reçoivent chaque mois les bulletins « situation acridienne » de chacun des pays conformément au standard fin 2007.**

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12			
3.1	Adapter et développer les procédures d'acquisition, de saisie, d'analyse et de diffusion de l'information																

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
3.1.1	Établir les protocoles d'accord avec la météo nationale et d'autres fournisseurs potentiels d'information	(1) Des conventions entre les services de météo et les UNLA sont signées dans les pays qui ont en besoin. 2) Les données fournies sont incorporées dans le Bulletin et RAMSES fin 2006															ELOs	Les informations sont fournies par les services météo gratuitement ( Fonds BAD : 16 000\$ (forfait de 4 000\$/an pour acquisition de données météorologiques))
3.1.2	Acquérir et installer des stations météorologiques automatiques *	Au moins 2 stations sont opérationnelles en Mauritanie fin 2006														Stations météorologiques automatiques Personnel pour fonctionnement et maintenance Formation Provision pour frais de fonctionnement	FAO, CR & ELOs	Activité à titre expérimental pour valider des méthodes de surveillance.  Fonds dispo: FFEM, BM (formation) & BAD : 165 000\$ (135 000 \$ pour achat de 9 stations <sup>12</sup> + 30 000\$ pour frais de maintenance des stations).
3.1.3	Mettre en place la diffusion régulière des images MODIS en complément de la diffusion déjà existante des images SPOT	Les pays ont accès régulièrement aux images MODIS fin 2006														Besoins (antennes paraboliques pour connexion internet et abonnement Internet) couverts dans le cadre de l'activité A.3.2.3  Logiciel ???(à installer dans les pays pour faciliter le téléchargement) et formation à l'utilisation du logiciel *	FAO, DLIS & CR	Renforcement du DLIS par un expert permanent spécialiste en SIG en cours
3.1.4	Assurer une assistance technique auprès des pays pour l'utilisation de RAMSES et des images satellites	Tous les pays diffusent régulièrement vers le DLIS et la CLCPRO leurs données brutes avec RAMSES.														Expert DLIS (missions de formation/recyclage et suivi dans les pays de la RO en fonction des besoins)	FAO, DLIS, CR & ELOs	Consultants si besoin pour certains pays.  Tchad doit créer une Unité d'information opérationnelle

<sup>12</sup> 2 pour la Mauritanie, 1 pour le Mali, 4 pour le Niger et 2 pour le Tchad.

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
3.1.5	Installer RAMSES et former le personnel à son utilisation en Libye et au Tchad	RAMSES est installé et deux personnes par pays sont formées pour l'utiliser en 2007														Equipements divers et missions de l'expert DLIS pour installation/formation Les versions de RAMSES pour le Tchad et la Libye ont été développées. Le logiciel Arcview est déjà disponible au DLIS pour le Tchad ; (il reste à acheter du matériel informatique si besoin).	DLIS & CR	L'installation de RAMSES au Tchad suppose au préalable la mise en place de moyens humains et matériels Nécessité d'un retour d'information de DLIS pour renforcer les capacités d'analyse des pays. Fonds dispo : BAD & FFEM
3.1.6	Traduire le manuel de RAMSES en français et réaliser un CDROM pédagogique	Ces documents sont diffusés en 2007														frais de diffusion	DLIS & CR	Fonds FFEM si disponibles
3.1.7	Elaborer une nouvelle version de RAMSES en insérant de nouvelles fonctionnalités	Nouvelle version élaborée et envoyée dans tous les pays au cours de 2006															DLIS & CR	
3.1.8	Organiser une formation régionale à l'utilisation avancée de RAMSES et des images satellites	Une formation est organisée avant été 2006															DLIS & CR	Activité réalisée Fonds BAD
3.1.9	Organiser un atelier d'évaluation de l'utilisation opérationnelle de RAMSEsv3 et eLocust2	Rapport d'évaluation de l'atelier														Frais d'organisation	DLIS, CR & ELOs	Fonds : USAID
3.2	Mettre en place une cellule opérationnelle d'information au niveau de chaque unité nationale de lutte préventive	Les données et les bulletins sont transmis régulièrement aux pays, partenaires, CLCPRO et DLIS															ELOs & CR	Tchad doit créer une Unité d'information opérationnelle
3.2.1	Réaliser un inventaire des besoins en matériel informatique et accès internet	Un inventaire élaboré en mars 2006															ELOs & CR	Activité réalisée
3.2.2	Acquérir le matériel informatique nécessaires aux cellules d'information de tous les pays	Toutes les cellules disposent du matériel fin 2006														Matériel informatique	FAO & CR	Activité réalisée Fonds BAD & FFEM
3.2.3	Mettre en place dans les pays où le besoin a été identifié des accès internet à haut débit	Toutes les cellules disposent d'un accès internet leur permettant de télécharger les images satellites régulièrement fin 2007														Antennes paraboliques et abonnement Internet	FAO, CR & ELOs	Activité en cours au Tchad

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
3.2.4	Affecter le personnel nécessaire	Au moins deux techniciens par pays sont affectés pour la saisie et l'analyse des informations dans RAMSES 2007														Suivi (par les ELOs, la CR) de l'engagement des Gouvernements à affecter le personnel nécessaire	Gouvernements & ELOs	Niger et Tchad doivent affecter le personnel
3.3	Mettre en place une nouvelle technique de transmission des données via satellite																	Une nouvelle technique de transmission des données via satellite est validée fin 2007
3.3.1	Tester une nouvelle technique de transmission des données et de positionnement des équipes via satellite																DLIS & CR	Réalisée en 2005 Un prototype est testé et un document de synthèse évalue l'opérationnalité et les coûts associés à ce nouvel outil pour la fin 2005
3.3.2	Acquérir le matériel de substitution au pack <i>eLocust</i>															Equipement	DLIS & CR	Activité réalisée en 2005 pour les 9 pays Fonds FFEM: volet 1.3 Italie : 75 000\$ (à partager avec la RC) pour achat de pack <i>eLocust</i>
3.3.3	Former le personnel à l'utilisation de la nouvelle version <i>eLocust</i>	Personnel formé dans au moins 4 pays fin 2006														Frais d'organisation d'un atelier de Formation	DLIS & CR	Pour 8 pays (le DLIS trouvera une solution pour la Libye) BAD : 20 000\$ (formation <sup>13</sup> )

<sup>13</sup> Ce montant correspond à la moitié de la provision BAD pour la formation aux "techniques de prospection et surveillance" (40 000\$).

<p><b>SCHÉMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITÉS (SPA)</b></p> <p>(calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)</p>	<p>Programme de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)</p>	<p><b>Période de planification:</b> 01/2007 - 12/2007</p>	<p><b>Schéma élaboré le:</b> 07/12/2006</p>
	<p>Résultat n° 4: <b>La coordination régionale est opérationnelle.</b></p>		

**Indicateurs :**

**I.R.4.1. : Les plans de travail annuels de la CR sont évalués et validés par le Comité de pilotage**

**I.R.4.2. : La CR dispose des moyens adéquats pour assumer pleinement son rôle début 2007**

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier 2007												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
4.1	Assurer la gestion administrative du programme EMPRES-RO	Un rapport administratif et financier est disponible et diffusé avant fin novembre 2007														Personnel (Assistant admin. & financier + Spécialiste suivi-évaluation) Equipement divers et frais de fonctionnement de la CR	CR, FAO & NPO	La coopération française clarifie la mise en œuvre de ses projets : dans le cadre d'EMPRES, le projet FSP sera géré de façon bilatérale, le projet FFEM sera géré par la FAO. Un assistant technique est mis à disposition de la CLCPRO.
4.2	Coordonner et suivre les activités techniques et scientifiques du programme															Assistant technique et consultants	CR	Fonds FAD, FSP/FFEM et AELP
4.2.0	Organiser la 2 <sup>ème</sup> réunion du Comité de pilotage EMPRES-RO	2 <sup>ème</sup> réunion organisée en 2007. Tableau de bord établi et validé fin 2006 et mis à jour en 2007.														Frais de voyage des participants et d'organisation de la réunion	CR	Un financement Banque mondiale est envisageable pour les pays concernés par le projet AELP et un financement sur le projet FSP pour les autres pays. Réunion du Comité de pilotage organisée en janvier 2007
4.2.0 . bis	Préparer la révision budgétaire du projet BAD pour refléter l'évolution de la situation	Requête de révision de la liste des biens et services acceptée par la BAD															CR & FAO	Demande de non-objection sera faite à la BAD en cas de besoin

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier 2007												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
4.2.1	Organiser un atelier pour harmoniser les méthodes de travail (lancement du programme)																CR	Activité remplacée en 2006 par les missions de lancement d'EMPRES dans les pays de la LF	
4.2.2	Élaborer un modèle de gestion administrative, comptable et financière de toutes les UNLA et l'adapter à chaque pays	Un modèle de gestion existe pour chaque UNLA en décembre 2007															Consultant (1) pour 2 mois	Le chargé de S&E sur financement BAD est recruté en mars 2007. Fonds BAD disponibles pour 2 mois de consultation ("procédure de gestion des UNLA") Harmonisation des logiciels multi-projets/pays en cours de conception par la BM et des logiciels de comptabilité matière (MOR)	
4.2.3	Concevoir et mettre en œuvre le plan de suivi-évaluation des activités aux niveaux régional et des pays	La 1 <sup>ère</sup> version du plan de suivi-évaluation est disponible mi-2007															Consultant	Fonds BAD : consultant (2 mois) pour concevoir et mettre en place un système de suivi-évaluation du programme (si démarches préliminaires faites dans les délais)	
4.3	Promouvoir et entretenir les relations avec les partenaires du programme																		
4.3.1	Organiser des réunions de sensibilisation et d'information des bailleurs de fonds	Au moins 1 réunion est organisée. comptes rendus des visites aux bailleurs de fonds																FAO & CR	Le Comité de pilotage se réunit annuellement et lettres d'invitation envoyées aux bailleurs de fonds Fonds dispo : BAD & FAO.
4.3.2	Établir des liens avec les partenaires techniques et scientifiques pouvant être impliqués dans le programme	Les bases de collaboration avec au moins 2 partenaires sont définies																CR, NPO & ELOs	Liste des partenaires potentiels nationaux, régionaux et internationaux mise à jour
4.3.3	Définir et mettre en œuvre un plan de communication au niveau régional et national	Un plan de communication au niveau régional (y compris site Internet CLCPRO/EMPRES) et national est élaboré fin 2007.																Consultants et Chargés de la communication des UNLA	Fonds disponibles sur FSP en plus de ceux de la BM Chargés de la communication identifiés par les UNLA Le plan de communication est mis en œuvre les années suivantes. NB : tenir compte dans la conception du plan, d'une situation d'invasion

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier 2007												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
4.4	Veiller à asseoir la durabilité de la lutte préventive en Région Occidentale	Les engagements des pays sont honorés progressivement et définitivement fin 2009															ELOs	Les pays contribuent à la lutte préventive à hauteur de 15, 40, 60 et 100% de la 1 <sup>ère</sup> à la 4 <sup>ème</sup> année du programme.
4.4.0	Ré-évaluer les coûts récurrents	Les coûts indicatifs actualisés sont disponibles par pays fin 2007															ELOs & CR	Chaque pays soumet à la CR une mise à jour des coûts récurrents et de leur financement du dispositif national de LP.
4.4.1	Sensibiliser les gouvernements sur la durabilité de la lutte préventive	Une UNLA autonome est opérationnelle dans chaque pays fin 2008															CR, FAO & ELOs	Se référer aussi aux docs de projet de la BAD et de la BM. Encourager les pays à finaliser les statuts des UNLA, en particulier au Tchad et au Niger
4.4.2	Elaborer des mécanismes devant assurer la durabilité de la LP	Budget des unités en progression annuelle Apport annuel de la CLCPRO Contribution des partenaires Un plan contingent est disponible														Consultant si besoin	CR	A poursuivre en 2007. Fonds BAD dispo (2 mois de consultation pour mener une étude sur la pérennisation du dispositif de LP).
4.5	Assurer une veille scientifique et technique	Des échanges d'infos scient. et tech. sont effectifs entre CR, FAO et pays														Abonnements (à des revues physiques et/ou électroniques) au niveau régional	CR, FAO, NPO & ELOs	
4.6	Établir, en concertation avec les pays, des plans de gestion des risques et veiller à leur exécution																	Suite DLCC de sept. 2006, un plan de gestion des risques au niveau international doit être préalablement établi par siège FAO. Activité Initiée en 2005. Etroite collaboration avec la BM. Fonds dispo : FSP <sup>14</sup> & Italie (cf 3 <sup>ème</sup> composante "contingency planning")
4.6.0	Organiser un atelier concernant les plans d'action nationaux pour la campagne 2005															Frais de voyage des participants et d'organisation des réunions.	ELOs, CR, FAO & BM	Activité réalisée en avril-mai 2005

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier 2007												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12			
4.6.1	Initier la préparation de TdR concernant les plans de gestion des risques avec les partenaires														Consultants	FAO, CR, ELOs & NPO	Une réflexion sur les plans de gestion des risques initiée en 2007. Concertation avec la France (FSP), la BM & la BAD y compris la création d'un fonds d'urgence.
4.6.2	Formaliser les procédures de mobilisation et de redéploiement des ressources	Un manuel sur les procédures de mobilisation et de redéploiement des ressources est disponible fin 2008													Consultant(s)	CR & ELOs	Prévu sur 2008
4.6.3	Mettre en place un budget pour les plans de gestion des risques	Un budget disponible dans chaque pays pour financer le plan de gestion des risques fin 2008														Gouvernements, ELOs & CR	voir résultats de l'activité 4.6.1 Prévu sur 2008
4.7	Renforcer la coopération avec le Programme EMPRES-Région Centrale et les Commissions	Au moins 2 activités conjointes (à identifier) sont conduites en 2007													Frais de voyage et d'organisation de réunions/missions conjointes.	CR	Collaboration avec EMPRES RC, CRC & CLCPRO



<b>SCHÉMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITÉS (SPA)</b>  (calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)	Programme de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)	<b>Période de planification:</b> 01/2007 – 12/2007	<b>Schéma élaboré le:</b> 07/12/2006
	<b>Résultat n° 5 : Les capacités des ressources humaines des unités nationales sont renforcées.</b>		

**Indicateurs :**

**I.R.5.1. : au moins 80% des équipes sont capables d'appliquer les bonnes pratiques disponibles**

**I.R.5.2. : au moins 4 ateliers régionaux de formation sont organisés avant 2009**

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
5.1	Identifier les capacités et les besoins en formation au niveau des pays.																	La réalisation de ces 3 sous-activités dépend de la rapidité de réponse des ELOs RO.
5.1.1	Recenser les compétences existantes	Tous les pays ont fourni à la CR des informations sur les compétences existantes avant fin décembre 2006															ELOs, CR & NPO	Rem. : formations sur deux ans
5.1.2	Définir les thèmes de formation	Tous les pays ont fourni à la CR des informations sur les besoins en formation avant fin décembre 2006															ELOs & CR	
5.1.3	Identifier les structures d'accueil adaptées	Tous les pays ont fourni à la CR des informations sur les structures d'accueil avant fin décembre 2006															ELOs & CR	
5.2	Établir un plan de formation harmonisé au niveau régional	Un plan de formation régional est disponible fin avril 2007														- 2 mois de consultatio	ELOs & CR	Plan réalisé en 2005 dans le Sahel dans le cadre des projets d'urgence. Inventaire de toutes les sessions en cours en 2006 Fonds dispo BAD (2 mois de consultation pour élaborer un plan concerté de formation harmonisé au niveau régional) & FSP
5.2 bis	Organiser un atelier de validation du plan de formation régional	Le plan de formation régional est validé														Panel d'experts (une semaine)	CR et ELOs	Si moyens financiers (FSP, FFEM, Banque mondiale pour pays concernés)

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
5.3	Mettre en œuvre le plan de formation	Au moins un atelier de formation régional est réalisé chaque année														4 mois de consultation	CR & FAO	Fonds identifiés pour réaliser au 2 <sup>ème</sup> semestre 2007 une formation régionale au bénéfice des pays d'Afrique du NO.
5.3.1	Former des formateurs	3 formateurs par pays d'Afrique du Nord-Ouest sont formés en 2007.														Frais de voyage des participants et d'organisation de la formation Equipement divers et consultants si besoin	FAO, CR, ELOs & NPO	
5.3.2	Élaborer des supports pédagogiques	Les supports sont finalisés en français et en arabe avant juillet 2007														Consultant (y compris traducteur) si besoin	CR & FAO	Fonds BAD (2 mois de consultation pour élaborer un manuel de formation – 2 <sup>ème</sup> année du projet). Documents de base : CRC et cdrom formation Niamey
5.3.3	Réaliser les plans de formation nationaux et régionaux	Au moins un atelier national dans chacun des pays de la LF et un atelier régional réalisés														Frais de voyage des participants et d'organisation des formations Equipement divers et consultants si besoin	CR, FAO & ELOs	
5.3.4	Faire le suivi-évaluation des formations	Au moins deux visites de terrain sont réalisées entre juillet et novembre 2007														Consultants si besoin	ELOs, CR & NPO	Fonds FSP
5.4	Stimuler l'échange d'expertise dans la région et entre les régions	Au moins 2 visites d'échange sont réalisées en RO et entre les 2 régions avant fin 2007														Frais de voyage des experts	CR	Les bénéficiaires doivent présenter leur expérience à la 6 <sup>ème</sup> Réunion ELO.
5.5	Promouvoir la diffusion et l'acquisition de l'information technique	Publications et rapports techniques diffusés															CR	Echanges de mails, transmission de docs

<b>SCHÉMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITÉS (SPA)</b>  (calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)	Programme de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)	<b>Période de planification:</b> 01/2007 – 12/2007	<b>Schéma élaboré le:</b> 07/12/2006
	Résultat n° 6 : <b>Un programme de recherche opérationnelle est défini et initié.</b>		

**Indicateurs :**

**I.R.6.1. : au moins 3 thèmes de recherche sont initiés et une expérimentation est réalisée fin 2006**

**I.R.6.2. : au moins une station de recherche régionale est opérationnelle et 2 unités de recherche nationales sont fonctionnelles fin 2007**

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
6.1	Identifier les thèmes de recherche appliquée utiles à la lutte préventive																	
6.1.1	Compléter l'état des lieux sur les recherches réalisées dans la RO (Mali, Niger, Sénégal, Tchad)	1. Un document provisoire pour chacun des 4 pays (Mali, Niger, Sénégal, Tchad) sur les travaux de recherche est élaboré avant fin 2007. 2. Une liste des travaux de recherche réalisés dans la RO est extraite de diverses bases de données internationales avant fin 2007.													4 consultants nationaux (2 mois chacun ; 1 par pays) et un consultant international pour faire la synthèse des travaux (1 mois)	ELOs & CR	Fonds dispo : BAD (4 mois de consultant international) et BM	
6.1.2	Faire la synthèse des travaux de recherche réalisés en RO, identifier des thèmes de recherche complémentaires et établir des priorités.	Cdrom des recherches réalisées en RO est disponible et diffusé avant fin 2007. Une première liste de programmes de recherche prioritaires est élaborée et diffusée pour fin 2007.												2 consultants (1 mois chacun)	CR, ELOs & Coordonnateurs AELP	Fonds AELP		
6.1.3	Organiser un atelier régional de renforcement du programme de recherche													Frais de voyage des participants et d'organisation de l'atelier. Consultant si besoin	CR & AGPP	Des thèmes de recherche sont identifiés en 2008		
6.1 bis	Initier des travaux de recherche parmi les thèmes considérés comme prioritaires															Fonds BM, FIDA, FFEM (?), GER, JPN et USAID disponibles		

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
6.1 bis.1	Réaliser des expérimentations sur des méthodes de lutte alternative	Au moins une expérimentation est réalisée avant fin 2007.														2 consultants internationaux et 2 nationaux. Frais et moyens d'opération.	CR & ELOs	Condition : présence de cibles acridiennes appropriées. Fonds BM, FIDA, FFEM (?), GER, JPN et USAID disponibles
6.1 bis.2	Initier des recherches sur l'amélioration des techniques de prospection et d'évaluation des infestations	Au moins une étude est initiée avant fin 2007														1 mois de consultation et 1 contrat	CR	
6.1. bis.3	Mettre au point et valider des méthodes d'analyse des images satellites pour le suivi des aires grégarigènes et l'alerte précoce	Des termes de référence précis sont définis et des travaux ont démarré avant fin 2007														Contrats et/ou consultations	DLIS & CR	Fonds dispo : FFEM (volet 1.2 <sup>15</sup> : contrats avec l'OSS, le CIRAD, l'ACMAD, AGRHYMET) <sup>16</sup>
6.2.	Renforcer les capacités de recherche dans la RO																	Fonds dispo : BAD
6.2.1	Mettre en œuvre des activités à la station d'Akjoujt	Au moins une activité de recherche est réalisée avant fin 2007														Frais de fonctionnement/entretien de la station.	FAO, CR, NPO et ELO MAU	Fonctionnement assuré par la FAO Projet de recherche financé par AELP
6.2.2	Développer des fonds bibliographiques au niveau des UNLA	Nombre d'ouvrages disponibles dans chaque UNLA transmis à la CR avant juin 2007														Frais de reproduction, envoi et achats	ELOs & CR	Y compris le fonds documentaire de l'OCLALAV, avec lequel l'ELO du Sénégal prendra contact en concertation avec RP FAO au Sénégal
6.2.3	Rapatrifier des copies des travaux de recherche dans les pays concernés	Accès établi aux portails des universités concernées														Frais d'envoi & d'accès	ELOs & CR	Fonds documentaire COPR/NRI (modalités d'obtention du fonds documentaire électronique discutées par Clive Elliott avec COPR)

<sup>15</sup> Définition de méthodologies de travail relatives à l'exploitation de l'imagerie satellitaire pour des applications directement opérationnelles.

<sup>16</sup> Le DLIS sera responsable de coordonner les chantiers suivants : réalisation d'un fond de carte (OSS), installation et suivi de stations météo semi-automatiques (ACMAD), études permettant de confronter les données météo et les données sur la végétation (AGRHYMET), test et mise au point d'une méthodologie fiable pour accéder à une définition des zones à risques acridiens sur une base temporelle décennale (CIRAD).

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
6.3.	Assurer la coordination et la complémentarité des activités de recherche opérationnelle entre les pays et avec la région centrale	Concertation permanente entre les pays de la RO et avec la région centrale.																CR	
6.4.	Stimuler l'échange d'expertise et promouvoir la diffusion des résultats de la recherche opérationnelle	Site Internet de la CLCPRO/EMPRES opérationnel fin 2007																CR	Encourager la participation aux séminaires internationaux si fonds disponibles.

## ANNEXE VI. Tableau de bord financier d'EMPRES-RO (2007-2009)

## 1 - TABLEAU DE BORD FINANCIER D'EMPRES-RO (2007-2009)

Besoins et sources de financement des activités au niveau régional (\$ EU)

Tableau de bord des activités régionales	Besoin total en \$EU	Sources de financement											Déficit
		BAD	FFEM	FSP	BM	FAO	CLCPRO	Libye	FIDA	USA	Espagne	Pays	
A.Travaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B. Equipement	765 000	212 000	0	60 000	311 000	40 000	0	0	0	70 000	72 000	0	0
C. Formation	120 000	0	0	75 000	0	0	0	0	0	45 000	0	0	0
D. Services (consult., études, etc.)	2 490 000	600 000	566 000	881 000	166 000	97 000	122 000	0	0	23 000	0	0	35 000
E. Fonctionnement (salaires)	1 887 000	1 257 000	0	390 000	0	100 000	0	0	0	20 000	0	0	120 000
<b>TOTAL</b>	<b>5 262 000</b>	<b>2 069 000</b>	<b>566 000</b>	<b>1 406 000</b>	<b>477 000</b>	<b>237 000</b>	<b>122 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>158 000</b>	<b>72 000</b>	<b>0</b>	<b>155 000</b>

## 2 - TABLEAU DE BORD FINANCIER D'EMPRES-RO (2007-2009)

Besoins et sources de financement des activités aux niveaux à la fois régional et national (\$ EU)

Tableau de bord des activités à la fois régionales et nationales	Besoin total en \$EU	Sources de financement											Déficit
		BAD	FFEM	FSP	BM	FAO	CLCPRO	Libye	FIDA	USA	Espagne	Pays	
A.Travaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B. Equipement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C. Formation	75 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	75 000
D. Services (consult., études, etc.)	1 263 000	175 000	90 000	858 000	140 000	0	0	0	0	0	0	0	0
E. Fonctionnement	360 000	180 000	180 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 698 000</b>	<b>355 000</b>	<b>270 000</b>	<b>858 000</b>	<b>140 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>75 000</b>

### 3 - TABLEAU DE BORD FINANCIER D'EMPRES-RO (2007-2009)

#### Besoins et sources de financement des activités au niveau national (\$ EU)

Tableau de bord des activités nationales	Besoin total en \$EU	Sources de financement											Déficit
		BAD	FFEM	FSP	BM	FAO	CLCPRO	Libye	FIDA	USA	Espagne	Pays	
A.Travaux	4 741 147	664 900	0	0	4 076 247	0	0	0	0	0	0	0	0
B. Equipement	7 404 402	1 258 200	75 000	0	4 049 000	0	80 000	260 000	0	0	0	0	1 682 202
C. Formation	650 000	320 000	0	0	280 000	0	0	0	0	0	0	0	50 000
D. Services (consult., études, etc.)	99 000	20 000	79 000	461 000	0	0	0	0	0	0	0	0	-461 000
E. Fonctionnement	3 184 558	413 130	0	0	1 038 964	30 000	0	135 000	0	40 000	0	0	1 527 464
<b>TOTAL</b>	<b>16 079 107</b>	<b>2 676 230</b>	<b>154 000</b>	<b>461 000</b>	<b>9 444 211</b>	<b>30 000</b>	<b>80 000</b>	<b>395 000</b>	<b>0</b>	<b>40 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 798 666</b>

### 4 - TABLEAU DE BORD FINANCIER D'EMPRES-RO (2007-2009) - RECAPITULATIF

#### Besoins et sources de financement de tous les types d'activités (\$ EU)

Tableau de bord récapitulatif de tous les types d'activités	Besoin total en \$EU	Sources de financement											Déficit
		BAD	FFEM	FSP	BM	FAO	CLCPRO	Libye	FIDA	USA	Espagne	Pays	
A.Travaux	4 741 147	664 900	0	0	4 076 247	0	0	0	0	0	0	0	0
B. Equipement	8 169 402	1 470 200	75 000	60 000	4 360 000	40 000	80 000	260 000	0	70 000	72 000	0	1 682 202
C. Formation	845 000	320 000	0	75 000	280 000	0	0	0	0	45 000	0	0	125 000
D. Services (consult., études, etc.)	3 852 000	795 000	735 000	2 200 000	306 000	97 000	122 000	0	0	23 000	0	0	-426 000
E. Fonctionnement	5 431 558	1 850 130	180 000	390 000	1 038 964	130 000	0	135 000	0	60 000	0	0	1 647 464
<b>TOTAL</b>	<b>23 039 107</b>	<b>5 100 230</b>	<b>990 000</b>	<b>2 725 000</b>	<b>10 061 211</b>	<b>267 000</b>	<b>202 000</b>	<b>395 000</b>	<b>0</b>	<b>198 000</b>	<b>72 000</b>	<b>0</b>	<b>3 028 666</b>

## ANNEXE VII. Financement des pays de la ligne de front sur fonds BAD et Banque mondiale (2007-2009)

### MALI : BUDGET EMPRES-RO 2007, 2008 et 2009 (\$ EU)

Type de besoin	N° activité EMPRES	Intitulé activité EMPRES	Financements	
			AELP	BAD
<b>A. Travaux</b>			<b>1 087 368</b>	<b>100 000</b>
	2.3.4	Réhabiliter et construire les infrastructures nécessaires (y compris les magasins de stockage de pesticides)		
<b>B. Equipement</b>			<b>1 042 439</b>	<b>283 407</b>
	1.3.2	Livrer les équipements complémentaires identifiés		
	2.3.2	Acquérir et livrer les équipements identifiés		
	2.4.3	Acquérir les équipements pour l'équipe QUEST		
	3.1.2	Acquérir et installer des stations météorologiques automatiques		
	3.2.2	Acquérir le matériel informatique nécessaires aux cellules d'information de tous les pays		
	3.2.3	Mettre en place dans les pays où le besoin a été identifié des accès internet à haut débit		
	3.3.2	Acquérir le matériel de substitution au pack eLocust		
	6.2.2	Développer des fonds bibliographiques au niveau des UNLA		
<b>C. Formation</b>			<b>320 967</b>	<b>80 000</b>
	3.3.3	Former le personnel à l'utilisation du système eLocust2		
	5.3	Mettre en œuvre le plan de formation		
	5.3.3	Réaliser les plans de formation national et régional		
	5.3.4	Faire le suivi-évaluation des formations		
<b>D. Services</b>			<b>780 299</b>	<b>49 000</b>
	2.4.1	Elaborer un cahier des charges par pays et l'harmoniser au niveau régional		
	4.2.2	Elaborer un modèle de gestion administrative, comptable et financière des UNLA et l'adapter à chaque pays		
	4.2.3	Concevoir et mettre en œuvre le plan de suivi des activités		
	4.3.3	Définir et mettre en œuvre une stratégie de communication au niveau régional et national		
	4.4.2	Elaborer des mécanismes devant assurer la durabilité de la LP		
	4.6	Établir, en concertation avec les pays, des plans de gestion des risques et veiller à leur exécution		
	4.6.1	Initier la préparation de TdR concernant les plans de gestion des risques avec les partenaires		
	4.6.3	Mettre en place un budget pour les plans de gestion des risques		
	6.1.1	Compléter l'état des lieux sur les recherches réalisées dans la RO (Mali, Niger, Sénégal, Tchad)		
	6.1 bis.1	Réaliser des expérimentations sur les méthodes de lutte alternative		
<b>E. Fonctionnement</b>			<b>744 333</b>	<b>116 706</b>
	1.4.1	Exécuter les plans annuels de surveillance au plan national		
	2.2	Constituer les équipes d'intervention		
	2.4	Mettre en œuvre un plan de suivi environnemental et sanitaire et de qualité des traitements au niveau régional et national		
	2.4.4	Affecter les moyens humains nécessaires		
	2.4.5	Mettre en place les équipes nationales de contrôle qualité		
	2.4.6	Mettre en œuvre un programme de gestion des stock de pesticides et des emballages		
	4.4.0	Ré-évaluer les coûts récurrents		
	3.1.1	Établir les protocoles d'accord avec la météo nationale et d'autres fournisseurs potentiels d'information		
	3.1.5	Installer RAMSES et former le personnel à son utilisation en Libye et au Tchad		
	4.5	Assurer une veille scientifique et technique		
<b>TOTAL</b>			<b>3 975 405</b>	<b>629 113</b>
<b>F. Fonds d'urgence</b>			<b>0</b>	



## MAURITANIE : BUDGET EMPRES-RO 2007, 2008 et 2009 (\$ EU)

Type de besoin	N° activité EMPRES	Intitulé activité EMPRES	Financements	
			AELP	BAD
<b>A. Travaux</b>			<b>1 105 978</b>	<b>250 000</b>
	2.3.4	Réhabiliter et construire les infrastructures nécessaires (y compris les magasins de stockage de pesticides)	1 105 978	
<b>B. Equipement</b>			<b>3 115 455</b>	<b>390 398</b>
	1.3.2	Livrer les équipements complémentaires identifiés	305 370	
	2.3.2	Acquérir et livrer les équipements identifiés	81 125	
	2.4.3	Acquérir les équipements pour l'équipe QUEST	322 778	
	3.1.2	Acquérir et installer des stations météorologiques automatiques	0	
	3.2.2	Acquérir le matériel informatique nécessaires aux cellules d'information de tous les pays	4 741	
	3.2.3	Mettre en place dans les pays où le besoin a été identifié des accès internet à haut débit	0	
	3.3.2	Acquérir le matériel de substitution au pack eLocust	0	
	6.2.2	Développer des fonds bibliographiques au niveau des UNLA	0	
		Véhicules	1 554 344	
		Matériels pour prospection (tentes, pompes jappy,...)	270 963	
		Appareil de traitement	258 167	
		Stocks pièces détachées	317 967	
<b>C. Formation</b>			<b>810 730</b>	<b>80 000</b>
	3.3.3	Former le personnel à l'utilisation du système eLocust2	0	
	5.3	Mettre en œuvre le plan de formation	711 767	
	5.3.3	Réaliser les plans de formation national et régional	0	
	5.3.4	Faire le suivi-évaluation des formations	0	
		Formation gestion pesticides	41 963	
		Formation analyse pesticides	7 000	
		Formation secouristes+prospecteurs et techniciens	50 000	
<b>D. Services</b>			<b>503 370</b>	<b>49 000</b>
	2.4.1	Elaborer un cahier des charges par pays et l'harmoniser au niveau régional	0	
	4.2.2	Elaborer un modèle de gestion administrative, comptable et financière des UNLA et l'adapter à chaque pays	41 111	
	4.2.3	Concevoir et mettre en œuvre le plan de suivi des activités	0	
	4.3.3	Définir et mettre en œuvre une stratégie de communication au niveau régional et national	0	
	4.4.2	Elaborer des mécanismes devant assurer la durabilité de la LP	80 000	
	4.6	Établir, en concertation avec les pays, des plans de gestion des risques et veiller à leur exécution	0	
	4.6.1	Initier la préparation de TdR concernant les plans de gestion des risques avec les partenaires	0	
	4.6.3	Mettre en place un budget pour les plans de gestion des risques	0	
	6.1.1	Compléter l'état des lieux sur les recherches réalisées dans la RO (Mali, Niger, Sénégal, Tchad)	0	
	6.1 bis.1	Réaliser des expérimentations sur les méthodes de lutte alternative	0	
		frais d'expérimentation des méthodes de lutte	38 889	
		Mise en place Arcview	1 481	
		Formation courte durée+formations diplômantes	0	
		Cartographie zone sensible	32 778	
		Mise en œuvre étude botanique + étude entomologique	10 370	
		Lutte contre les sautériaux	277 778	
		Evaluation env. élimination pesticides	20 963	
<b>E. Fonctionnement</b>			<b>2 261 695</b>	<b>140 168</b>
	1.4.1	Exécuter les plans annuels de surveillance au plan national	0	
	2.2	Constituer les équipes d'intervention	0	
	2.4	Mettre en œuvre un plan de suivi environnemental et sanitaire et de qualité des traitements au	0	
	2.4.4	Affecter les moyens humains nécessaires	361 541	
	2.4.5	Mettre en place les équipes nationales de contrôle qualité	0	
	2.4.6	Mettre en œuvre un programme de gestion des stock de pesticides et des emballages	0	
	4.4.0	Ré-évaluer les coûts récurrents	0	
	3.1.1	Établir les protocoles d'accord avec la météo nationale et d'autres fournisseurs potentiels d'information	0	
	3.1.5	Installer RAMSES et former le personnel à son utilisation en Libye et au Tchad	0	
	4.5	Assurer une veille scientifique et technique	0	
		Mise en place stratégie de communication	9 996	
		Per diem	768 307	
		Abonnement revues scientifiques	22 222	
		Imprévus	215 610	
		Elimination stocks obsolètes	200 000	
		Entretien, carburant, divers	684 019	
<b>TOTAL</b>			<b>7 797 227</b>	<b>909 566</b>
<b>F. Fonds d'urgence</b>			<b>861 111</b>	

## NIGER : BUDGET EMPRES-RO 2007, 2008 et 2009 (\$ EU)

Type de besoin	N° activité EMPRES	Intitulé activité EMPRES	Financements	
			AELP	BAD
<b>A. Travaux</b>			<b>1 051 477</b>	<b>100 000</b>
	2.3.4	Réhabiliter et construire les infrastructures nécessaires (y compris les magasins de stockage de pesticides)	1 051 477	
<b>B. Equipement</b>			<b>2 703 403</b>	<b>307 415</b>
	1.3.2	Livrer les équipements complémentaires identifiés	2 579 877	
	2.3.2	Acquérir et livrer les équipements identifiés	10 043	
	2.4.3	Acquérir les équipements pour l'équipe QUEST	113 483	
	3.1.2	Acquérir et installer des stations météorologiques automatiques		
	3.2.2	Acquérir le matériel informatique nécessaires aux cellules d'information de tous les pays		
	3.2.3	Mettre en place dans les pays où le besoin a été identifié des accès internet à haut débit		
	3.3.2	Acquérir le matériel de substitution au pack <i>eLocust</i>		
	6.2.2	Développer des fonds bibliographiques au niveau des UNLA		
<b>C. Formation</b>			<b>475 023</b>	<b>80 000</b>
	3.3.3	Former le personnel à l'utilisation du système <i>eLocust2</i>		
	5.3	Mettre en œuvre le plan de formation	475 023	
	5.3.3	Réaliser les plans de formation national et régional		
	5.3.4	Faire le suivi-évaluation des formations		
<b>D. Services</b>			<b>554 360</b>	<b>49 000</b>
	2.4.1	Elaborer un cahier des charges par pays et l'harmoniser au niveau régional		
	4.2.2	Elaborer un modèle de gestion administrative, comptable et financière des UNLA et l'adapter à chaque pays	24 103	
	4.2.3	Concevoir et mettre en œuvre le plan de suivi des activités		
	4.3.3	Définir et mettre en œuvre une stratégie de communication au niveau régional et national	120 513	
	4.4.2	Elaborer des mécanismes devant assurer la durabilité de la LP	24 103	
	4.6	Établir, en concertation avec les pays, des plans de gestion des risques et veiller à leur exécution	60 257	
	4.6.1	Initier la préparation de TdR concernant les plans de gestion des risques avec les partenaires		
	4.6.3	Mettre en place un budget pour les plans de gestion des risques		
	6.1.1	Compléter l'état des lieux sur les recherches réalisées dans la RO (Mali, Niger, Sénégal, Tchad)		
		Péparer évaluations environnementales (CESA)+mesures sécurisation des stocks de pesticides	80 342	
	6.1 bis.1	Réaliser des expérimentations sur les méthodes de lutte alternative	204 872	
		Cartographie zones sensibles	40 171	
<b>E. Fonctionnement</b>			<b>677 886</b>	<b>114 426</b>
	1.4.1	Exécuter les plans annuels de surveillance au plan national	140 599	
	2.2	Constituer les équipes d'intervention	60 257	
	2.4	Mettre en œuvre un plan de suivi environnemental et sanitaire et de qualité des traitements au niveau régional et national	80 342	
	2.4.4	Affecter les moyens humains nécessaires	150 641	
	2.4.5	Mettre en place les équipes nationales de contrôle qualité	30 128	
	2.4.6	Mettre en œuvre un programme de gestion des stock de pesticides et des emballages	145 620	
	4.4.0	Ré-évaluer les coûts récurrents	70 299	
	3.1.1	Établir les protocoles d'accord avec la météo nationale et d'autres fournisseurs potentiels d'information		
	3.1.5	Installer RAMSES et former le personnel à son utilisation en Libye et au Tchad		
	4.5	Assurer une veille scientifique et technique		
<b>TOTAL</b>			<b>5 462 150</b>	<b>650 841</b>
<b>F. Fonds d'urgence</b>			<b>521 875</b>	

## TCHAD : BUDGET EMPRES-RO 2007, 2008 et 2009 (\$ EU)

Type de besoin	N° activité EMPRES	Intitulé activité EMPRES	Financements	
			AELP	BAD
<b>A. Travaux</b>			<b>1 908 125</b>	<b>100 000</b>
	2.3.4	Réhabiliter et construire les infrastructures nécessaires (y compris les magasins de stockage de pesticides)	1 908 125	
<b>B. Equipement</b>			<b>245 043</b>	<b>223 605</b>
	1.3.2	Livrer les équipements complémentaires identifiés	220 941	
	2.3.2	Acquérir et livrer les équipements identifiés		
	2.4.3	Acquérir les équipements pour l'équipe QUEST	20 086	
	3.1.2	Acquérir et installer des stations météorologiques automatiques	4 017	
	3.2.2	Acquérir le matériel informatique nécessaires aux cellules d'information de tous les pays		
	3.2.3	Mettre en place dans les pays où le besoin a été identifié des accès internet à haut débit		
	3.3.2	Acquérir le matériel de substitution au pack eLocust		
	6.2.2	Développer des fonds bibliographiques au niveau des UNLA		
<b>C. Formation</b>			<b>218 932</b>	<b>80 000</b>
	3.3.3	Former le personnel à l'utilisation du système eLocust2	10 043	
	5.3	Mettre en œuvre le plan de formation	60 257	
		Formation en acridologie	50 214	
		Formation à l'utilisation des biopesticides	30 128	
		Formation à l'environnement	28 120	
		Réalisation d'un voyage d'étude	10 043	
		Formation des agents QUEST	30 128	
	5.3.3	Réaliser les plans de formation national et régional		
	5.3.4	Faire le suivi-évaluation des formations		
<b>D. Services</b>			<b>648 762</b>	<b>49 000</b>
	2.4.1	Elaborer un cahier des charges par pays et l'harmoniser au niveau régional		
	4.2.2	Élaborer un modèle de gestion administrative, comptable et financière des UNLA et l'adapter à chaque pays		
	4.2.3	Concevoir et mettre en œuvre le plan de suivi des activités		
	4.3.3	Définir et mettre en œuvre une stratégie de communication au niveau régional et national	100 428	
	4.4.2	Elaborer des mécanismes devant assurer la durabilité de la LP	80 342	
	4.6	Établir, en concertation avec les pays, des plans de gestion des risques et veiller à leur exécution		
	4.6.1	Initier la préparation de TdR concernant les plans de gestion des risques avec les partenaires		
	4.6.3	Mettre en place un budget pour les plans de gestion des risques	64 274	
		Mécanismes de financement	100 428	
		Suivi impact environnemental	92 393	
	6.1.1	Compléter l'état des lieux sur les recherches réalisées dans la RO (Mali, Niger, Sénégal, Tchad)		
	6.1 bis.1	Réaliser des expérimentations sur les méthodes de lutte alternative	120 513	
		Cartographie des zones sensibles	30 128	
		Préparation des évaluations environnementales (CESA)	60 257	
<b>E. Fonctionnement</b>			<b>245 043</b>	<b>95 820</b>
	1.4.1	Exécuter les plans annuels de surveillance au plan national	88 376	
	2.2	Constituer les équipes d'intervention	20 086	
	2.4	Mettre en œuvre un plan de suivi environnemental et sanitaire et de qualité des	42 180	
		Achat stock de biopesticides + traitements avec biopesticides	60 257	
	2.4.4	Affecter les moyens humains nécessaires	10 043	
	2.4.5	Mettre en place les équipes nationales de contrôle qualité	24 103	
	2.4.6	Mettre en œuvre un programme de gestion des stock de pesticides et des emballages		
	4.4.0	Ré-évaluer les coûts récurrents		
	3.1.1	Établir les protocoles d'accord avec la météo nationale et d'autres fournisseurs potentiels d'information		
	3.1.5	Installer RAMSES et former le personnel à son utilisation en Libye et au Tchad		
	4.5	Assurer une veille scientifique et technique		
<b>TOTAL</b>			<b>3 265 906</b>	<b>548 425</b>
<b>F. Fonds d'urgence</b>			<b>1 044 447</b>	

ANNEXE VIII. Tableau de bord financier du plan d'opération pour l'année 2007 (activités régionales)

BUDGET 2007 EMPRES-RO (\$ EU)

EMPRES REGION OCCIDENTALE			2007 : sources de financement (\$)							
Budgétisation 2007										
Type de besoin	N° activité EMPRES	Intitulé activité EMPRES	Besoins (\$)	BAD	FSP&AT	FFEM	FAO	CLCPRO	USAID	déficit
<b>A. Travaux</b>										0
<b>B. Equipement</b>			100 000	20 000	0	0	10 000	0	70 000	0
	6.2.1	Mettre en œuvre des activités à la station d'Akjoujt	30 000	20 000			10 000			0
	6.2.	Renforcer les capacités de recherche dans la RO (méthodes alternative)	25 000						25 000	0
	1.3	Affecter les moyens complémentaires nécessaires pour la réalisation des plans de surveillance et d'alerte précoce	45 000						45 000	0
<b>C. Formation</b>			248 000	50 000	100 000	0	0	45 000	53 000	0
	3.1.9 (PO 07)	Organiser un atelier d'évaluation de l'utilisation opérationnelle de RAMSESv3 et eLocust2	45 000						45 000	0
	5.3.1	Former des formateurs				0	0			0
	A	Formation terrain: maîtres-formateurs	70 000	20 000	45 000			5 000		0
	B	Atelier de formation des formateurs pour ANO	65 000		30 000			35 000		0
	C	Traduction des SOP	8 000						8 000	0
	5.2	Etablir un plan de formation harmonisé au niveau régional	15 000	10 000				5 000		0
	5.2 bis	Organiser un atelier de validation du plan de formation régional	45 000	20 000	25 000					0
<b>D. Services</b>			1 532 500	664 000	634 500	0	219 000	0	15 000	0
	1.1.2	Engager une réflexion sur les critères d'alerte précoce	30 000	30 000						0
	1.4.2	Organiser des prospections conjointes	15 000	15 000						0
	2.1	Définir les procédures pour une intervention rapide	30 000	30 000						0
	2.2.1	Elaborer les procédures de constitution et de mise en place des équipes mixtes transfrontalières	30 000	30 000						0
	3.1.3	Mettre en place la diffusion régulière des images MODIS en complément de la diffusion déjà existante des images SPOT								0
	3.1.4	Assurer une assistance technique (frais de voyage)	39 000	20 000			19 000			0
	4.1	Assurer la gestion administrative du programme EMPRES	655 000	360 000	130 000		165 000			0
		Fonctionnement	32 000	7 000			25 000			0
	4.2	Coordonner et suivre les activités techniques et scientifiques du programme								0
	4.2.0	Organiser les réunions annuelles des ELOs et du Comité de pilotage EMPRES/RO	60 000	12 000	17 000					31 000
	4.2.2	Elaborer un modèle de gestion administratif	30 000	30 000						0
	4.2.3	Concevoir et mettre en œuvre le plan de suivi des activités	30 000	30 000						0
	4.3.1	Organiser des réunions de sensibilisation et d'information des bailleurs de fonds	10 000		10 000					0
	4.3.3	Définir et mettre en œuvre une stratégie de communication au niveau national et régional	26 000		26 000					0
	4.4	Veiller à asseoir la durabilité de la lutte préventive en Région Occidentale	79 500		79 500					0
	4.6	Etablir en concertation avec les pays des plan de gestion des risque et veiller à leur exécution	170 000		170 000					0
	4.4.0	Ré-évaluer les coûts récurrents	30 000		30 000					0
	4.6.3	Mettre en place un budget pour les plans de gestion de risque	172 000		172 000					0
	4.7	Renforcer la coopération avec le Programme EMPRES-Région Centrale et les Commissions	25 000				10 000		15 000	0
	5.3.2	Elaborer des supports pédagogiques (français et arabe)	15 000	15 000						0
	5.3.4	Faire le suivi-évaluation des formations	20 000	20 000						0
	5.4	Stimuler l'échange d'expertise dans la région et entre les régions								0
	6.1.2	Faire la synthèse des travaux de recherche réalisés en RO, identifier des thèmes de recherche complémentaires et établir des priorités	40 000	30 000				10 000		0
	6.1. bis.2	Initier des recherches sur l'amélioration des techniques de prospection et d'évaluation des infestations	35 000	35 000						0
<b>TOTAL</b>			<b>1 880 500</b>	<b>734 000</b>	<b>734 500</b>	<b>0</b>	<b>229 000</b>	<b>45 000</b>	<b>138 000</b>	<b>31 000</b>

## ANNEXE IX. Tableau de bord financier du plan de travail pour l'année 2007 (activités nationales)

## MALI : BUDGET 2007 EMPRES-RO (\$ EU)

MALI		Budget 2007 (en \$)					
EMPRES : budget 2007 (\$)		Besoins	Financement AELP	Financement BAD	Financement pays	Autres	
Type de besoin	N° activité EMPRES	Intitulé activité EMPRES					
<b>A. Travaux</b>			<b>1 505 804</b>	<b>1 104 215</b>	<b>100 000</b>	<b>301 161</b>	<b>0</b>
	2.3.4	Réhabiliter et construire les infrastructures nécessaires (y compris les magasins de stockage de pesticides)	1 505 804	1 104 215	100 000	301 161	0
<b>B. Equipement</b>			<b>295 624</b>	<b>147 812</b>	<b>147 812</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	1.3.2	<b>Livrer les équipements complémentaires identifiés</b>	<b>0</b>				
		Achat motos	12 000		12 000		
		Equipement de bord des véhicules (plaque de désensablement,....)	25 000		25 000		
		Pneus sable pour 4X4 et camions	46 000		46 000		
		matériel technique de prospection (cartes,documentation,appareil)	13 500		13 500		
		Provision pour pièces détachées	28 000		28 000		
	2.3.2	<b>Acquérir et livrer les équipements identifiés</b>	<b>0</b>				
		Provision pour pièces détachées pulvérisateurs et piles rechargeables	2 900		2 900		
		Matériel de protection	2 000		2 000		
	2.4.3	<b>Acquérir les équipements pour l'équipe QUEST</b>	<b>5 000</b>		5 000		
	3.1.2	<b>Acquérir et installer des stations météorologiques automatiques</b>	<b>0</b>				
	3.2.2	<b>Acquérir le matériel informatique nécessaires aux cellules d'information de tous les pays</b>	<b>8 412</b>		8 412		
	3.2.3	Mettre en place dans les pays où le besoin a été identifié des accès internet à haut débit	0		???		
	6.2.2	<b>Développer des fonds bibliographiques au niveau des UNLA</b>	<b>5 000</b>		5 000		
<b>C. Formation</b>			<b>251 065</b>	<b>224 164</b>	<b>39 098</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	3.3.3	Former le personnel de la cellule d'information sur la gestion du système <i>eLocus2, Ramses V3 et modis</i>	11 047		11 047		
	5.3	Mettre en œuvre le plan de formation					
	5.3.3	Réaliser les plans de formation national et régional	227 967	224 164	16 000		
	5.3.4	Faire le suivi-évaluation des formations	12 051	0	12 051		
<b>D. Services</b>			<b>2 288 525</b>	<b>2 135 484</b>	<b>25 043</b>	<b>63 094</b>	<b>17 635</b>
	2.4.1	Elaborer un cahier des charges par pays et l'harmoniser au niveau régional	6 026	??	4 000		
	4.2.2	Elaborer un modèle de gestion administrative, comptable et financière des UNLA et l'adapter à chaque pays	18 077	??	2 000		
	4.2.3	Concevoir et mettre en œuvre le plan de suivi des activités	10 539	2 326	4 000	259	
	4.3.3	Définir et mettre en œuvre une stratégie de communication au niveau régional et national	54 568	40 441	4 017	10 110	
	4.4.2	Elaborer des mécanismes devant assurer la durabilité de la LP	10 043	??			
	4.6	Etablir, en concertation avec les pays, des plans de gestion des risques et veiller à leur exécution	6 026	??			6 026
	4.6.1	Initier la préparation de TdR concernant les plans de gestion des risques avec les partenaires					
	4.6.3	Mettre en place un budget pour les plans de gestion des risques	2 008 552	2 008 552			???
	4.4.0	Ré-évaluer les coûts récurrents	109 416	36 763	5 000	40 874	11 609
	6.1.1	Compléter l'état des lieux sur les recherches réalisées dans la RO (Mali, Niger, Sénégal, Tchad)	6 026		6 026		
	6.1 bis.1	Réaliser des expérimentations sur les méthodes de lutte alternative	59 252	47 402		11 850	
<b>E. Fonctionnement</b>			<b>631 191</b>	<b>147 930</b>	<b>61 403</b>	<b>53 747</b>	<b>375 599</b>
	1.4.1	Exécuter les plans annuels de surveillance au plan national	54 150		43 320	10 830	
	2.2	Constituer les équipes d'intervention	9 187		13 000	3 675	
	2.4	Mettre en œuvre un plan de suivi environnemental et sanitaire et de	456 988	147 930		35 853	283 206
	2.4.4	Affecter les moyens humains nécessaires					
	2.4.5	Mettre en place les équipes nationales de contrôle qualité	8 472		5 083	3 389	
	2.4.6	Mettre en œuvre un programme de gestion des stock de pesticides et des emballages	92 393	???			92 393
	3.1.1	Etablir les protocoles d'accord avec la météo nationale et d'autres fournisseurs potentiels d'information					
	4.5	Assurer une veille scientifique et technique	10 000				
<b>TOTAL</b>			<b>4 824 396</b>	<b>3 759 605</b>	<b>373 356</b>	<b>418 001</b>	<b>393 234</b>

## MAURITANIE : BUDGET 2007 EMPRES-RO (\$ EU)

MAURITANIE EMPRES : Budget 2007 (\$)		Intitulé activité EMPRES	2007				
Type de besoin	N° activité EMPRES		Besoins	Financement AELP	Financement BAD	Financement pays	Autres
<b>A. Travaux</b>			<b>1 430 592</b>	<b>1 035 607</b>	<b>250 000</b>	<b>144 985</b>	
	2.3.4	Réhabiliter et construire les infrastructures nécessaires (y compris les magasins de stockage de pesticides)	Construction bu Bâtiment				
<b>Equipement</b>			<b>1 851 694</b>	<b>1 180 378</b>	<b>148 450</b>	<b>296 017</b>	<b>226 850</b>
	1.3.2	Livrer les équipements complémentaires identifiés	738 197	590 189		148 008	
	2.3.2	Acquérir et livrer les équipements identifiés					
		Ordinateur fixe	1 852			1 852	
		Imprimante laser, noir et blanc	259			259	
		Matériel et équipement Imprimerie	37 500	30 000		7 500	
		Campement	37 500	30 000		7 500	
		Matériel de bianderie	37 037	29 630		7 407	
		Renouvellement du stock de pièces dtachées pour véhicules	62 500	50 000		12 500	
		Achat d'outils et accessoires pour véhicules	156 718	125 374		31 344	
		Achat d'équipement pour la répartition des véhicules	25 000	20 000		5 000	
		Utilisation biopesticides	16 204	12 963		3 241	
		Stockage biopesticides	5 787	4 630		1 157	
		véhicules légers	333 333	266 667		66 667	
		climatiseur	7 407	5 926		1 481	
		Achat HPLC plus accessoires	212 400				212 400
		Micronair AU8115	108 450		108 450		
	2.4.3	Acquérir les équipements pour l'équipe QUEST	17 100	15 000		2 100	
	3.1.2	Acquérir et installer des stations météorologiques automatiques	40 000		40 000		
	3.1.3	Acquérir et installer des stations météorologiques Watch Dog	14 450				14 450
	3.1.5	Mettre en place dans les pays où le besoin a été identifié des accès internet à haut débit	0				
	3.3.2	Acquérir le matériel de substitution au pack eLocust	0				
	6.2.2	Développer des fonds bibliographiques au niveau des UNLA	0				
<b>F. Formation</b>			<b>330 246</b>	<b>196 210</b>	<b>41 000</b>	<b>63 436</b>	<b>29 600</b>
	5	Mettre en œuvre le plan de formation	289 246	196 210		63 436	29 600
	5.3.3	Réaliser les plans de formation national et régional	0				
		Lutte antiacridienne	18 000		18 000		
		Information acridienne	6 000		6 000		
		Gestion de l'environnement	5 000		5 000		
		Voyages d'étude à la zone centrale	7 000		7 000		
	5.3.4	Faire le suivi-évaluation des formations	5 000		5 000		
<b>D. Services</b>			<b>387 680</b>	<b>42 770</b>	<b>11 000</b>		<b>333 910</b>
	2.4.1	Elaborer un cahier des charges par pays et l'harmoniser au niveau régional	2 500		2 500		
		Cartographier les zones sensibles	8 350	8 350			
	4.2.2	Elaborer un modèle de gestion administrative, comptable et financière des UNLA et l'adapter à chaque pays	4 500		4 500		
	4.2.3	Concevoir et mettre en œuvre le plan de suivi des activités	8 050	4 050	4 000		
	4.3.3	Définir et mettre en œuvre une stratégie de communication au niveau régional et international	3 070	3 070			
	4.4.2	Elaborer des mécanismes devant assurer la durabilité de la LP	11 100	11 100			
	5	Établir, en concertation avec les pays, des plans de gestion des risques et veiller à leur exécution	0				
		Mise en œuvre et suivi-évaluation de la simulation d'une urgence	8 100	8 100			
	4.6.1	Initier la préparation de TdR concernant les plans de gestion des risques avec les partenaires	0				
	4.6.3	Mettre en place un budget pour les plans de gestion des risques	8 100	8 100			
	6.1.1	Compléter l'état des lieux sur les recherches réalisées dans la RO (Mali, Niger, Sénégal, Tchad)	0				
	6.1 bis.1	Réaliser des expérimentations sur les méthodes de lutte alternative	333 910				333 910
<b>onnement minimum</b>			<b>536 932</b>	<b>228 693</b>	<b>100 518</b>	<b>247 239</b>	<b>40 000</b>
	1.4.1	Exécuter les plans annuels de surveillance au plan national	70 155			30 155	40 000
	2	Constituer les équipes d'intervention	202 000	177 193		24 807	
	2	Mettre en œuvre un plan de suivi environnemental et sanitaire et de qualité des	30 000	30 000			
	2.4.4	Affecter les moyens humains nécessaires	192 067			192 067	
			0				
	2.4.5	Mettre en place les équipes nationales de contrôle qualité	0				
	2.4.6	Mettre en œuvre un programme de gestion des stock de pesticides et des emballages	0				
	4.4.0 bis	Assurer le fonctionnement des dispositifs nationaux	0				
	3.1.1	Établir les protocoles d'accord avec la météo nationale et d'autres fournisseurs potentiels d'information	1 710	1 500		210	
	5	Assurer une veille scientifique et technique	41 000	20 000			21 600
<b>TOTAL</b>			<b>4 428 907</b>	<b>2 640 888</b>	<b>550 968</b>	<b>606 691</b>	<b>630 360</b>

## NIGER : BUDGET 2007 EMPRES-RO (\$ EU)

NIGER EMPRES : budget 2007 (en \$)		Budget 2007 (\$)					
Type de besoin	N° activité EMPRES	Intitulé activité EMPRES	Besoins	Financement AELP	Financement BAD	Financement pays	Autres
<b>A. Travaux</b>			<b>1 007 288</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2.3.4	Réhabiliter et construire les infrastructures nécessaires (y compris les magasins de stockage de pesticides)	1 007 288		100 000		
<b>B. Equipement</b>			<b>1 890 912</b>	<b>1 650 035</b>	<b>240 877</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	1.3.2	Livrer les équipements complémentaires identifiés	1 596 799	1 596 799			
		2 Vehicules pick up 4X4	60 000		60 000		
		Motos	8 000		8 000		
		Matériel de camping	24 138		24 138		
		Pneus sables et pièces détachées des véhicules	61 660		61 660		
		Kits matériel scientifique	9 000		9 000		
	2.3.2	Acquérir et livrer les équipements identifiés	20 296	20 296			
		Pulvérisateur monté sur véhicule (Micronir AU 8115)	48 000		48 000		
		Pièces détachées des appareils de traitement	5 079		5 079		
	2.4.3	Acquérir les équipements pour l'équipe QUEST	25 889	20 889	5 000		
	3.1.2	Acquérir et installer des stations météorologiques automatiques	0				
	3.2.2	Acquérir le matériel informatique nécessaires aux cellules d'information de tous les pays	10 000		10 000		
	3.2.3	Mettre en place dans les pays où le besoin a été identifié des accès internet à haut débit	2 000		2 000		
	3.3.2	Acquérir le matériel de substitution au pack eLocust	0				
	6.2.2	Développer des fonds bibliographiques au niveau des UNLA	20 051	12 051	8 000		
<b>C. Formation</b>			<b>143 240</b>	<b>103 240</b>	<b>40 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	3.3.3	Former le personnel à l'utilisation du système eLocust2	22 094	22 094			
	5.3	Mettre en œuvre le plan de formation	81 146	81 146			
	5.3.3	Réaliser les plans de formation national et régional	30 000		30 000		
	5.3.4	Faire le suivi-évaluation des formations	10 000		10 000		
<b>D. Services</b>			<b>485 813</b>	<b>425 813</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>40 000</b>
	2.4.1	Elaborer un cahier des charges par pays et l'harmoniser au niveau régional	0				
	4.2.2	Elaborer un modèle de gestion administrative, comptable et financière des UNLA et l'adapter à chaque pays	5 000		5 000		
	4.2.3	Concevoir et mettre en œuvre le plan de suivi des activités	5 000		5 000		
	4.3.3	Définir et mettre en œuvre une stratégie de communication au niveau régional et national	5 000		5 000		
	4.4.2	Elaborer des mécanismes devant assurer la durabilité de la LP	0				
	4.6	Établir, en concertation avec les pays, des plans de gestion des risques et veiller à leur exécution	0				
	4.6.1	Initier la préparation de TdR concernant les plans de gestion des risques avec les partenaires	0				
	4.6.3	Mettre en place un budget pour les plans de gestion des risques	0				
	6.1.1	Compléter l'état des lieux sur les recherches réalisées dans la RO (Mali, Niger, Sénégal, Tchad)	5 000		5 000		
	6.1 bis.1	Réaliser des expérimentations sur les méthodes de lutte alternative	40 000				40 000
<b>E. Fonctionnement</b>			<b>690 900</b>	<b>604 134</b>	<b>86766</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	1.4.1	Exécuter les plans annuels de surveillance au plan national	425 785	351 019	74 766		
	2.2	Constituer les équipes d'intervention	0				
	2.4	Mettre en œuvre un plan de suivi environnemental et sanitaire et de qualité des traitements au niveau régional et national	135 556	130 556	5 000		
	2.4.4	Affecter les moyens humains nécessaires	38 200	38 200			
	2.4.5	Mettre en place les équipes nationales de contrôle qualité	25 086	20 086	5 000		
	2.4.6	Mettre en œuvre un programme de gestion des stock de pesticides et des emballages	52 214	50 214	2 000		
	4.4.0	Ré-évaluer les coûts récurrents	0				
	3.1.1	Établir les protocoles d'accord avec la météo nationale et d'autres fournisseurs potentiels d'information	4 017	4 017			
	4.5	Assurer une veille scientifique et technique	10 043	10 043			
<b>TOTAL</b>			<b>4 218 153</b>	<b>2 783 222</b>	<b>487 643</b>	<b>0</b>	<b>40 000</b>

**TCHAD : BUDGET 2007 EMPRES-RO (\$ EU)**

TCHAD EMPRES : budget 2007 (\$)		Budget 2007 (\$)					
Type de besoin	N° activité EMPRES	Intitulé activité EMPRES	Besoins	Financement AELP	Financement BAD	Financement pays	Autres
<b>A. Travaux</b>					<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2.3.4	Réhabiliter et construire les infrastructures nécessaires (y compris les magasins de stockage de pesticides)					
<b>B. Equipement</b>			??	??	<b>110 600</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	1.3.2	<b>Livrer les équipements complémentaires identifiés</b>	??	??			
		Achat de deux véhicules 4X4 Pick up	??	??	60 000		
		Achat de deux motos	??	??	4 000		
		Appareils photo numériques)	??	??	4 000		
		Pneus sable pour 4X4 et camion	??	??	12 000		
		Provision pour pièces détachées véhicules	??	??	15 000		
	2.3.2	<b>Acquérir et livrer les équipements identifiés</b>	??	??			
		Pièces de rechanges et accessoires appareils de traitement manuels	??	??	3 600		
	2.4.3	Acquérir les équipements pour l'équipe QUEST	??	??	5 000		
	3.1.2	Acquérir et installer des stations météorologiques automatiques	??	??			
	3.2.2	Acquérir le matériel informatique nécessaires aux cellules d'information de tous les pays	??	??			
	3.2.3	Mettre en place dans les pays où le besoin a été identifié des accès internet à haut débit	??	??	2 000		
	3.3.2	Acquérir le matériel de substitution au pack eLocust	??	??			
	6.2.2	Développer des fonds bibliographiques au niveau des UNLA	??	??	5 000		
<b>C. Formation</b>			??	??	<b>40 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	3.3.3	Former le personnel à l'utilisation du système eLocust2 et Ramses	??	??	10 000		
	5.3	Mettre en œuvre le plan de formation	??	??			
		Formation en acridologie	??	??			
		Formation à l'utilisation des biopesticides	??	??	5 000		
		Formation à l'environnement	??	??			
		Réalisation d'un voyage d'étude	??	??			
		Formation des agents QUEST	??	??	5 000		
	5.3.3	Réaliser les plans de formation national et régional	??	??	20 000		
	5.3.4	Faire le suivi-évaluation des formations	??	??	5 000		
<b>D. Services</b>			??	??	<b>32 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2.4.1	Elaborer un cahier des charges par pays et l'harmoniser au niveau régional	??	??			
	4.2.2	Elaborer un modèle de gestion administrative, comptable et financière des UNLA et l'adapter à chaque pays	??	??	4 000		
	4.2.3	Concevoir et mettre en œuvre le plan de suivi des activités	??	??	4 000		
	4.3.3	Définir et mettre en œuvre une stratégie de communication au niveau régional et national	??	??	4 000		
	4.4.2	Elaborer des mécanismes devant assurer la durabilité de la LP	??	??			
	4.6	Établir, en concertation avec les pays, des plans de gestion des risques et veiller à leur exécution	??	??			
	4.6.1	Initier la préparation de TdR concernant les plans de gestion des risques avec les partenaires	??	??			
	4.6.3	Mettre en place un budget pour les plans de gestion des risques	??	??			
		Mécanismes de financement	??	??			
		Suivi impact environnemental	??	??	10 000		
	6.1.1	Compléter l'état des lieux sur les recherches réalisées dans la RO (Mali, Niger, Sénégal, Tchad)	??	??	4 000		
	6.1 bis.1	Réaliser des expérimentations sur les méthodes de lutte alternative	??	??			
		Cartographie des zones sensibles	??	??	6 000		
		Préparation des évaluations environnementales (CESA)	??	??			
<b>E. Fonctionnement</b>			??	??	<b>56 160</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	1.4.1	Exécuter les plans annuels de surveillance au plan national	??	??	33 160		
	2.2	Constituer les équipes d'intervention	??	??	12 000		
	2.4	Mettre en œuvre un plan de suivi environnemental et sanitaire et de qualité des	??	??	4 000		
		Achat stock de biopesticides + traitements avec biopesticides	??	??			
	2.4.4	Affecter les moyens humains nécessaires	??	??			
	2.4.5	Mettre en place les équipes nationales de contrôle qualité	??	??	5 000		
	2.4.6	Mettre en œuvre un programme de gestion des stock de pesticides et des emballages	??	??	2 000		
	4.4.0	Ré-évaluer les coûts récurrents	??	??			
	3.1.1	Établir les protocoles d'accord avec la météo nationale et d'autres fournisseurs potentiels d'information	??	??			
	3.1.5	Installer RAMSES et former le personnel à son utilisation en Libye et au Tchad	??	??			
	4.5	Assurer une veille scientifique et technique	??	??			
<b>TOTAL</b>			??	??	<b>338 760</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**F. Fonds d'urgence**
**1 044 447**



ANNEXE X. Liste des participants

**LISTE DES PARTICIPANTS A LA 2<sup>ème</sup> REUNION DU COMITE DE PILOTAGE DU PROGRAMME EMPRES-RO  
BAMAKO, 22-24 JANVIER 2007**

N° Ordre	NOM	PRENOM	PAYS/ORGANISME	FONCTION	CONTACT	<a href="#">Courriel</a>
<b>PAYS</b>						
<b>MALI</b>						
1	DIAKITE	Fakaba	MALI	CNLCP	+ 223 222 01 93	<a href="mailto:fakdiakite@yahoo.fr">fakdiakite@yahoo.fr</a>
2	KONE	Bouraima	MALI	CNLCP	+ 223 617 15 70 01 82	<a href="mailto:kraussela@yahoo.fr">kraussela@yahoo.fr</a>
3	SIDIBE	Toumani	MALI	Resp. Suivi Environ..	+ 223 671 68 68	<a href="mailto:toumsidibe@yahoo.fr">toumsidibe@yahoo.fr</a>
<b>MAROC</b>						
4	GHAOUT	Saïd	MAROC	Directeur CNLAA	+ 21228242330	<a href="mailto:cnlaa@menera.ma">cnlaa@menera.ma</a>
<b>MAURITANIE</b>						
5	MINT CHEIKH	SALKA	MAURITANIE	DA/DPSP/MAED	+ 222 6381055	<a href="mailto:salka_robert@yahoo.fr">salka_robert@yahoo.fr</a>
6	MOHAMED ABDALLAHI	Ould Babah	MAURITANIE	Directeur CNLA	+ 222 52 59 815/6482828	<a href="mailto:maouldbabah@yahoo.fr">maouldbabah@yahoo.fr</a>
7	OULD JAAVAR	Mohamed El Hacem	MAURITANIE	C.B Intervention	+ 222 67 64 521	<a href="mailto:mjaavar@yahoo.fr">mjaavar@yahoo.fr</a>
8	NIANG	Samba Demba	MAURITANIE	CCIAM/FAEM	+ 222 64 66 602	<a href="mailto:niangsamba@yahoo.fr">niangsamba@yahoo.fr</a>
<b>NIGER</b>						
9	SEYDOU	YAYE	NIGER	DGRPD/MEF	+ 227 20 72 38 38	<a href="mailto:syaye@caramail.com">syaye@caramail.com</a>
10	RANAOU	Maazou	NIGER	Chargé de Liaison ECLO	+ 227 20742556	<a href="mailto:maazou96@yahoo.fr">maazou96@yahoo.fr</a>
<b>SENEGAL</b>						
11	LO	Mame DENE	SENEGAL	Directeur PV	+ 221 8340397	<a href="mailto:dpv@orange.sn">dpv@orange.sn</a>
<b>TCHAD</b>						
12	MAHAMAT SALEH	Issakha	TCHAD	DPE/CCIAMA	+ 235 623 46 48	<a href="mailto:maha_saleis@yahoo.fr">maha_saleis@yahoo.fr</a>
13	ADOUMA	Mahamat Saleh	TCHAD	DAI/MEFP	+ 235 629 86 88	<a href="mailto:maha_saleis@yahoo.fr">maha_saleis@yahoo.fr</a>
<b>BAILLEURS DE FONDS</b>						
<b>FRANCE</b>						
14	FORGE	Isabelle	France	MAE/DGCID	+ 33 1 - 536 93 123	<a href="mailto:isabelle.forge@diplomatie.gouv.fr">isabelle.forge@diplomatie.gouv.fr</a>

N° Ordre	NOM	PRENOM	PAYS/ORGANISME	FONCTION	CONTACT	<a href="#">Courriel</a>
<b>FAO et CLCPRO</b>						
15	BENHALIMA	Thami	CLCPRO & EMPRES-RO	Secrétaire Exécutif CLCPRO/ Coodonateur	+ 213 21 73 33 54	<a href="mailto:thami.benhalima@fao.org">thami.benhalima@fao.org</a>
16	MONARD	Annie	FAO/Italie	Acridologue	+ 39 06570 53311	<a href="mailto:Annie.Monard@fao.org">Annie.Monard@fao.org</a>
17	CHIRIS	Marion	FAO/Italie	Consultant	+ 39 06570 54525	<a href="mailto:Marion.Chiris@fao.org">Marion.Chiris@fao.org</a>
18	OULD AHMEDOU	Mohamed Lemine	FAO/EMPRES-RO	NPO EMPRES-RO	+ 222 63 32 263	<a href="mailto:Lemine.OuldAhmedou@fao.org">Lemine.OuldAhmedou@fao.org</a>
19	MENON	Dominique	CLCPRO/EMPRES-RO	Consultant	+ 213 21 73 33 54	<a href="mailto:d.menon@yahoo.fr">d.menon@yahoo.fr</a>
<b>INSTITUTS DE RECHERCHE ET DE FORMATION</b>						
<b>CIRAD</b>						
20	VASSAL	Jean-Michel	France/CIRAD	Représentant CIRAD	+ 33 4 67 59 38 61	<a href="mailto:jean-michel.vassal@cirad.fr">jean-michel.vassal@cirad.fr</a>
<b>AGRHYMET</b>						
21	BAL	Amadou Bocar	CILSS / Agrhymet	Coordonnateur du Projet	+ 227 20 315316	<a href="mailto:a.bal@agrhymet.ne">a.bal@agrhymet.ne</a>
<b>SUITE LISTE DU MALI</b>						
22	CHEICK BATHILY	BOUGADARI	BAMAKO	FAO/BAMAKO	+ 223 678 69 79	
23	TRAORE	FOUSSEYNI	BAMAKO	SG/APCAM	+ 223 221 87 25	<a href="mailto:fousseynitraore@apcam.org">fousseynitraore@apcam.org</a>
24	DIAWARA	TIEFING	BAMAKO	DAF/PALUCP	+ 223 619 22 14	<a href="mailto:diawaratiefing@hotmail.com">diawaratiefing@hotmail.com</a>
25	FANE	IDRISSA	BAMAKO	PALUCP	+ 223 621 45 40	<a href="mailto:idyfane@yahoo.fr">idyfane@yahoo.fr</a>
26	TRAORE	MOHAMED	BAMAKO	PALUCP	+ 223 514 34 85	<a href="mailto:hamed_traore@yahoo.fr">hamed_traore@yahoo.fr</a>
27	MARIKO	YOUSSOU	BAMAKO	CNLCP		<a href="mailto:marikoyoussouf@yahoo.fr">marikoyoussouf@yahoo.fr</a>
28	SANOGO	HAMIDOU	BAMAKO	CNLCP	+ 223 514 35 13	<a href="mailto:hamidousanogo@ikatel.net">hamidousanogo@ikatel.net</a>
29	KEITA	MAHAMADOU	BAMAKO	CNLCP	+ 223 6471743	<a href="mailto:mohakeita@hotmail.com">mohakeita@hotmail.com</a>
30	TRAORE	SIDIKI O.	BAMAKO	CNLCP	+ 223 634 87 09	<a href="mailto:sidikiousmane@yahoo.fr">sidikiousmane@yahoo.fr</a>
31	COULIBALY	DADO	BAMAKO	PALUCP	+ 223 605 55 56	<a href="mailto:dcoulouba@yahoo.fr">dcoulouba@yahoo.fr</a>
32	KANTE	ISSA	BAMAKO	CNLCP	+ 223 612 14 57	<a href="mailto:kissa003@yahoo.fr">kissa003@yahoo.fr</a>
33	BATHILY	FATOUMATA	BAMAKO	Hôtesse		
34	TOLOFOUDIE	AÏCHATA	BAMAKO	Hôtesse		